

# ENERGIE: L'ALGERIE GAGNE LA BATAILLE DES PRIX P. 4

Elle met  
en garde  
contre  
les signes  
ostentatoires

## Le Quotidien

D'ORAN  
Edition nationale d'information

Mouvement  
dans le corps  
des présidents  
de cours  
et des procureurs P. 24

# LA FIFA MET HORS JEU LA RELIGION P. 5



Assassinat des sept moines  
de Tibehirine en 1996  
**JUPPÉ ET DE CHARRETTE «TIRENT»  
SUR LE GÉNÉRAL BUCHWALTER** P. 2

Publicité

2<sup>ème</sup> FESTIVAL CULTUREL PANAFRICAIN D'ALGER  
DU 05 AU 20 JUILLET 2009



40ans après,  
**le Panaf**  
revient à **Alger.**

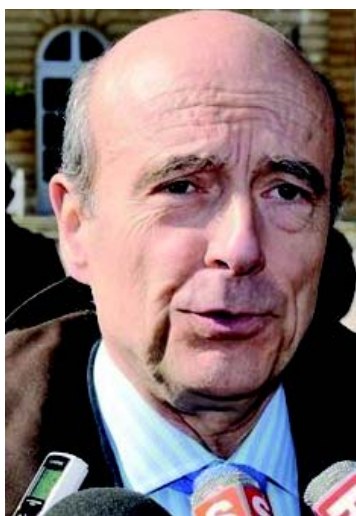


ANEP N° 768531 - 08/07/2009

MERCREDI 08 JUILLET 2009 - 15 RAJAB 1430 - N° 4434 - PRIX: ALGÉRIE : 10 DA - FRANCE : 1 EURO - ISSN 1111-2166



## Assassinat des sept moines de Tibehirine en 1996 Juppé et De Charrette «tirent» sur le général Buchwalter



Amine L.



Qui a intérêt à mener cette campagne très organisée de discrédit, féroce et infondée, déclenchée à Paris contre l'Armée algérienne, avec l'objectif de troubler le climat politique entre l'Algérie et la France ?

Beaucoup de bruit pour rien : tour à tour, deux hommes politiques français et pas des moindres, battent en brèche la thèse du «Qui tue qui ?». Alain Juppé, Premier ministre à l'époque des faits, et Hervé de Charrette, son ministre des Affaires étrangères d'alors, ont déclaré, mardi 7 juillet, «porter peu de crédit au témoignage de l'ancien attaché de Défense français à Alger, rapporté lundi, selon lequel les sept moines de Tibehirine n'auraient pas été tués par le GIA mais lors d'une «bavure» de l'armée algérienne, ce que Paris aurait ensuite tu.»

Dans un entretien publié par le journal français L'Express, Hervé de Charrette affirme que «ce genre d'affaire suscite toujours le même type de remontées d'huile destinées à battre en brèche la version officielle. Il y a toujours des personnes qui trouvent intérêt à manipuler les informations sur des dossiers sensibles. En tant que ministre des Affaires étrangères, je n'ai jamais eu connaissance de cette thèse développée aujourd'hui par monsieur Buchwalter. Pour moi, ce n'est qu'une opinion, celle d'un fonctionnaire, parmi tant d'autres.»

Pour sa part, l'ancien chef du gouvernement français, Alain Juppé, a déclaré sur France Info que «ce ne sont pas les premières rumeurs qui circulent sur l'origine de ce massacre». Il s'agit là d'une «énième version», a lancé Hervé de Charrette, sur la chaîne de télévision LCI.

Les deux ex-membres du gouvernement français affirment qu'ils n'avaient pas été mis au courant d'une possible «bavure» de l'armée algérienne. «Je prends acte du fait qu'un nouveau témoignage apparaît aujourd'hui, je n'en sais pas plus que ce que je lis dans la presse», a indiqué Alain Juppé, tandis que Hervé de Charrette a assuré n'avoir pas été informé à l'époque de cette «bavure».

«Je ne vois pas ce qu'il y a à cacher sur ce drame», a-t-il ajouté, alors qu'on lui demandait s'il était favora-

ble à la levée du secret défense. «Ce fut un drame épouvantable, a rappelé l'ancien chef du gouvernement, et dès que nous avons appris l'enlèvement des moines de Tibehirine par le GIA, nous avons utilisé toutes les procédures et tous les moyens pour essayer d'obtenir leur libération. Malheureusement, ces négociations ont échoué. Depuis lors, des rumeurs circulent sur l'origine de ce massacre». Hervé de Charrette s'est dit prêt à témoigner devant les juges chargés du dossier, indiquant qu'il leur dirait «la même chose, c'est-à-dire qu'il y a eu beaucoup de versions».

Hervé de Charrette a aussi déclaré que «ce témoignage est une «énième version des événements tragiques qui ont conduit à la mort de ces moines malheureux». «J'ai entendu : ce sont des conflits internes entre les civils et les militaires algériens ; j'ai entendu : ce sont des règlements de comptes menés par les services spéciaux algériens ; j'ai entendu : c'est une action du GIA (Groupe islamique armé) - d'ailleurs c'était la version officielle - ; puis on a dit : ah mais non, c'est une action du GIA mais menée par un groupe très spécial conduit par un dénommé Zitouni, mais qui est manipulé par les autorités algériennes». «Voici donc la quatrième ou cinquième version de ces faits. Moi je m'en tiens à ce que je sais, à ce que j'ai pu voir, et pour le reste malheureusement ça restera dans les mystères de l'Histoire», a dit l'ancien ministre des Affaires étrangères. Et de conclure : «Je suis personnellement porté à m'en tenir à la version la plus pratique, celle qui s'appuie sur des faits, c'est-à-dire le GIA a revendiqué ces événements : il a demandé en contrepartie des initiatives de la France, c'est-à-dire la libération d'Algériens détenus, ce que nous n'avons pas fait. Il a menacé de les tuer et quand ils ont été découverts, il a déclaré que c'était lui-même qui l'avait fait. Donc c'est ça les faits, tout le reste, c'est des commentaires».

### SARKOZY ENTRE EN SCÈNE

Le président français Nicolas Sarkozy, dont les journaux qui ont exploité le témoignage du général Buchwalter lui sont proches, s'est saisi du sujet : il a demandé mardi la «vérité» sur le massacre des moines de Tibehirine en Algérie en 1996, et indiqué qu'il voulait la levée du secret

## Hervé Morin : «Aucune raison de chercher à cacher la moindre chose»

Le ministre français de la Défense, Hervé Morin, a estimé mardi que les autorités n'avaient «aucune raison de chercher à cacher la moindre chose» au sujet de la mort des moines de Tibehirine en 1996, si la justice demandait la levée du secret défense. «Il n'y a aucune raison de chercher à cacher la moindre chose», a déclaré le ministre lors d'un point de presse

à Cran-Gevrier (centre-est), où il était venu rendre hommage à un contingent de l'armée rentré d'une mission de six mois en Afghanistan.

La levée du secret défense, souhaitée par le président Nicolas Sarkozy, dépend d'une autorité administrative indépendante, la Commission consultative du secret de la défense nationale (CCSDN), que les autorités

doivent saisir pour avis lors d'une demande par une juridiction française de déclassification de documents.

Le ministre de la Défense a souligné que «depuis 2007», il avait suivi l'avis de cette Commission «à chaque fois», ajoutant être «quelques fois, allé au-delà son avis», non contraignant. «Je n'ai aucune raison d'avoir une autre démarche», a-t-il insisté.

## ANALYSE

Kharroubi Habib

### Ce qui se cache derrière «Joe la Gaffe»

Les deux dernières «sorties» du vice-président américain, Joe Biden, la première sur l'Irak et la seconde sur l'Iran, sont-elles à mettre sur le compte de sa propension à commettre des bêtises, qui lui vaut le sobriquet peu rassurant de «Joe la Gaffe», s'agissant d'un acteur politique maintenant aussi haut placé dans l'administration

US ? Ou, comme le suggère notre excellent confrère K. Selim (édito du Quotidien d'Oran du lundi 06), de celui d'une distribution des rôles savamment planifiée entre lui et le président Barack Obama ?

Pour notre part, nous en faisons une lecture beaucoup plus inquiétante. Il nous semble en effet qu'il faille exclure que sur des sujets aussi sensibles, le vice-président américain se soit laissé aller à disserter spontanément et donc à donner libre cours à sa verve souvent dérapante. Ou qu'il ait tenu ses propos pour offrir à Obama l'occasion de conforter son image de président «à la main tendue».

Il nous apparaît que la préoccupation qui guide Joe Biden est celle de vouloir être perçu comme le chef de file des adeptes de la théorie «du chaos constructif», dont il signifie que leur influence n'a pas disparu des cercles de pouvoir aux Etats-Unis avec l'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche.

En brandissant la menace du «désengagement politique» dans le cas de l'Irak et en couvrant «du droit souverain» celle qu'Israël entretient en préparant ostensiblement une intervention militaire contre l'Iran, Joe Biden a incontestablement pris ses distances avec

les messages plus rassurants et moins permissifs que le président Barack Obama a délivrés sur les deux dossiers depuis son intronisation à la présidence des Etats-Unis. En fait, et c'est cela le plus grave, Joe Biden paraît avoir visé plus loin que d'affirmer des visions qui «ne collent» avec celles que développe Obama. En s'exprimant comme il l'a fait et en tant que vice-président des Etats-Unis, il cherche manifestement à forcer la main à son «patron». Il est notoire que «l'establishment» américain est loin d'être unanimement acquis aux changements et nouvelles orientations que Barack Obama a promis d'imprimer à la politique étrangère du pays. C'est le signal que Joe Biden s'est chargé de lui transmettre concernant l'Iran. Le président américain a rapidement réagi en niant que les Etats-Unis «accordent leur feu vert à une attaque contre l'Iran». Ce que pourtant Israël pourrait avoir déduit comme étant le cas à travers la déclaration ambiguë du vice-président américain.

Ce qui ne rend que plus inquiétants les bruits multiples qui courent sur des préparatifs auxquels se livre l'armée israélienne en vue d'une agression contre l'Iran. N'est-ce pas que les dirigeants de Tel-Aviv ont reçu l'assurance qu'ils peuvent «foncer» et qu'ils n'ont pas à craindre le désaveu américain ?

Toute la crédibilité dont bénéficie Obama depuis son investiture se joue sur sa capacité à démontrer qu'il est le «patron» de la superpuissance que sont les Etats-Unis. Et qu'il n'est pas le prisonnier des partisans du «chaos constructif», même si son vice-président s'en est fait le chef de file.

défense sur tous les documents demandés par la justice française.

«Je vous dis une chose, je veux la vérité. Les relations entre les grands pays, elles s'établissent sur la vérité et non pas sur le mensonge», a déclaré le président français lors d'une conférence de presse. «J'indique de la façon la plus claire que, naturellement, je lèverai le secret défense sur tout document que nous demandera la justice. Il n'y a pas d'autres façons de faire la vérité, aucune autre façon», a ajouté M. Sarkozy. «Ce sont des faits qui remontent à 1996. La justice est saisie, la justice doit avoir tous les documents», a insisté M. Sarkozy. «On ne peut pas dire que l'amitié entre les peuples et entre les pays peut résister aux mensonges. Il faut faire la lumière, il n'y a rien à cacher. En tout cas, de mon point de vue, je suis vraiment déterminé à ce que la lumière soit faite», a-t-il conclu.

Pour sa part, sa ministre de la Justice, Michèle Alliot-Marie, a promis mardi «tous les moyens pour mener à bien» l'enquête sur le massacre des sept moines de Tibehirine, annonçant des «investigations supplémentaires» après le récent

témoignage d'un général français. Mme Alliot-Marie a affirmé que ce témoignage «apporte un élément nouveau pour lequel de nouveaux éléments d'investigation supplémentaires auront lieu».

Les sept moines avaient été enlevés dans la nuit du 26 au 27 mars 1996 dans leur monastère isolé, Notre-Dame de l'Atlas, à Médéa. Un mois plus tard, le chef des groupes islamistes armés, Djamel Zitouni, revendique l'enlèvement des moines qu'il menace d'égorger. Il propose un échange contre des militants du GIA. Le 30 avril, un émissaire du GIA se présente à l'ambassade de France à Alger. Le 23 mai, le GIA annonce «avoir tranché la gorge» des otages en justifiant ce massacre par le refus de négocier des autorités françaises.

En dépit de cette revendication, les partisans du «Qui tue qui ?» - et ils sont nombreux - agitent de version en version. L'assassinat avait été imputé «aux services secrets algériens, puis au GIA qui serait aux mains du DRS, puis à un «émir» dissident du GIA qui a refusé le deal de la DST française, ou l'inverse, à

l'incompétence chronique des négociateurs français ou encore à une exécution de sang-froid de Djamel Zitouni...». Toutes ces thèses ont été maintes fois agitées.

Une procédure judiciaire avait été ouverte en 2003 en France. Six ans après, la justice française trouve un témoin «clé» susceptible de lui livrer «la vérité». Sans dévoiler l'identité de sa source pour des raisons de sécurité, un général français atteste avoir recueilli les confidences d'un «Monsieur X» qui attribue l'assassinat des moines à l'armée algérienne. Quelle crédibilité peut-on accorder à ces «révélations» du général Buchwalter, bien synchronisées avec la déferlante médiatique qui s'en est suivie ? Le général ne cite aucune source militaire qui lui aurait dévoilé ce «secret» classé défense. Ces voix peu crédibles se font les porte-voix de l'intolérable propagande du «Qui tue qui ?», mettant en cause jusqu'à la paternité d'attentats pourtant dûment revendiqués par les groupes terroristes, dont les communiqués ont été authentifiés par des sources indiscutables. Féroce, non ?

Tirage du N°4433  
167.841 exemp.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 148.156.200,00 DA

**Président**  
Directeur Général  
**Directeur**  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.32.63.09  
32.72.78 / 32.91.34  
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

**Fax Pub :** 041.32.69.06  
**Fax et Rédaction**  
041.32.51.36 / 32.69.06  
**Imp. : Oran :** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger :** SIMPRAL  
**Constantine :** S.I.E.  
**Quargla :** S.I.A.

**INTERNET :** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail :** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)  
**Rédaction Algéroise**  
Tél. : 021. 74.96.39 - Fax : 021. 74.71.57  
**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80  
**Diffusion :** **Quest :** SEDOR Tél. : 041.41.94.31/41.65.31  
**Centre :** SEDOR - **Est :** SO.DI. PRESSE - **Sud :** TDS



## Coïncidences

*C'est au moment où il est question de restructurer les services de sécurité et de réfléchir en parallèle sur la problématique d'une amnistie générale au profit des terroristes qu'un militaire français vient d'affirmer que c'est l'armée algérienne qui a tué les 7 moines de Tibehirine.*

Ghania Oukazi

La déclaration du général français à propos de l'assassinat en 1996 des 7 moines trappistes qui vivaient sur les hauteurs de Médéa, à Tibehirine, coïncide avec des événements très particuliers pour l'Algérie. L'auteur de la déclaration et les médias français ont en effet, bien choisi le moment pour la rendre publique. L'Algérie célèbre ces jours-ci un double événement, son indépendance et la fête de la jeunesse. Un moment où l'armée est glorifiée pour avoir réussi à chasser le colonisateur français. Et le 4 juillet dernier, le président de la République a décoré de nouveaux généraux sur les hauteurs des Tagarins, siège du ministère de la Défense. C'est donc une conjoncture où l'institution militaire est mise à l'honneur.

Le général français n'est pas le premier à douter des commanditaires et exécutants de l'assassinat des moines français. En 2001, un journaliste français a remonté les traces de ce tragique événement et avait affirmé que ce sont les services de sécurité algériens qui ont commandité le crime. Le journaliste ne dira pas plus. Il sera assassiné en France quelque temps plus tard. L'on ne connaîtra peut-être jamais le mobile de son assassinat. Pour le moment, c'est celui des moines qui remontent à la surface. Le général français affirme avoir été informé par un ancien militaire algérien sur ce qu'il a qualifié de bavure de l'armée algérienne.

Vu du côté algérien, ces affirmations sont très lourdes de sens lorsqu'on apprend de sources crédibles que le président de la République réfléchit sur un projet amnistiant tous les terroristes. Pour rappel, c'est lui-même qui a répondu instantanément à une voix qui s'était élevée du milieu d'une salle pour lui demander «El aâfou echamil, sid Er-raïs !» (l'amnistie générale, monsieur le Président !). C'était lors d'un meeting électoral qu'il avait animé à Tamnasset, une région qui n'avait vraiment souffert du terrorisme durant les années 90. «Une amnistie générale, jamais !», avait-il crié avant de préciser: «Je ne déciderais d'une amnistie générale qu'à condition que tous les terroristes déposent les armes, ceux qui ont commis des crimes demandent pardon à la Nation et le champ politique soit redéfini», avait-il affirmé. Ainsi, avait-il fait savoir implicitement que l'option d'une amnistie générale faisait bel et bien partie de son programme durant ce troisième quinquennat présidentiel. Ceci, bien sûr, si tout marchera comme il l'aura voulu et décidé.

Mais d'ores et déjà, l'on apprend que sa montée aux Tagarins, le 4 juillet dernier, ne lui a procuré aucun bonheur. Il était de très mauvaise humeur. C'est du moins ce que soutiennent ceux qui l'ont vu de près. «Il avait même accroché des galons à l'envers, tellement il était énervé», nous dit-on. La colère du président aurait une cause importante, du moins à ses yeux.

### LA RAISON D'UNE COLÈRE

Bouteflika avait, selon nos sources, demandé qu'on lui remette la liste des militaires retraits mais il ne l'avait pas eue. Il faut croire que

l'établissement d'une liste pareille remet en cause la force qu'a toujours eue l'institution militaire à garder ce qu'elle veut de ses responsables et éjecter ce qu'elle veut d'entre eux et au moment où elle le décide. Les exemples de limogeage inattendus lui sont légion. Le chef de l'Etat compte, selon nos sources, procéder lui-même à la mise à la retraite des hauts gradés qui doivent l'être et retenir pour nécessité de service ceux qu'il estime indispensables pour la situation. Bouteflika n'a pas encore eu, selon nos sources, les informations qu'il veut avoir à ce sujet. Sa colère contre l'institution militaire intervient à un moment où la sécurité du pays exige plus que jamais des institutions de l'Etat, rigueur, présence et efficacité absolues. Selon nos sources, le président n'est ni content ni convaincu de ce qui se fait sur le terrain. Revoir le fonctionnement de l'institution militaire est une option qui coïncide avec la rumeur faisant état du retour de l'ancien chef d'état-major, le général de corps d'armée Mohamed Lamari, en remplacement de Abdelmalek Guenaïzia, l'actuel ministre délégué auprès du ministère de la Défense. Annoncée il y a quelques temps dans ces mêmes colonnes, l'information a fait dire à certains hauts responsables que «ce retour serait très possible puisque Lamari a été invité aux deux cérémonies, celle de l'annonce par Bouteflika de sa candidature à l'élection présidentielle du 9 avril dernier et à celle de sa prestation du serment présidentiel. Une invitation et une présence qui auraient selon certains irrité des responsables militaires, notamment Guenaïzia.

En même temps que l'armée, la restructuration des services de sécurité, tous corps confondus, toujours selon nos sources, apparaît très visiblement dans les approches sécuritaires développées en haut sous le sceau de la révision de la stratégie antiterroriste. L'assassinat des 18 gendarmes et celui de plusieurs gardes communaux durant ces derniers temps posent aujourd'hui véritablement la question de l'efficacité de ce qui est opérationnel en matière de sécurité. Le décès de Smail Lamari et du général Fodil Chérif imposent le changement. Il y a eu déjà vent dans ces mêmes colonnes de la création d'un super ministère de la Sécurité que dirigerait l'actuel ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Yazid Zerhouni. «L'Algérie a plus que jamais besoin de centraliser ses services de renseignements parce que le monde l'exige tout autant que la sécurité dans le pays», nous disait hier un ancien responsable. Cette option imposerait la mise sous contrôle par Zerhouni de l'ensemble des services de sécurité existants. Ce qui signifie qu'il déchargerait les services actuels y compris ceux de l'institution militaire d'importantes prérogatives qu'ils ont toujours gardées jalousement tout au long de l'histoire du pays. Réputé pour être un malgache influent (membre du MALG: ministère algérien des Liaisons générales) pour avoir été le chef de la région Ouest, «très proche de Bouteflika», Zerhouni a de fortes chances d'accaparer cet héritage sous une nouvelle appellation, bien sûr, mais aussi sous une nouvelle



Ph.: Arch.

**Raïna Raïkoum**  
Aïssa Hirèche

**Qu'une équipe perde un match important et voilà l'arbitrage qui est aussitôt pointé du doigt. «Il nous en veut», disent certains ; «il est corrompu», disent les autres.**

**Qu'une émeute éclate dans un pays et c'est la main de l'étranger qui est tout de suite jetée sur la table des arguments. Qu'une ânesse trébuche sur le pavé grossier d'une écurie en ruine et c'est tout le régime politique en place qui est accusé de complot ! La théorie du complot sert d'abord les incompetents, les irresponsables, les incapables et les indus occupants des postes et des responsabilités. Cela sert à camoufler les tares impardonnables que traînent tous ceux qui n'arrivent pas par le chemin normal ou qui se laissent aller au jeu sordide et humiliant des malles pleines pour le chef ! Autrement, qui, dans les temps normaux et même dans ceux anormaux, aurait du temps pour s'occuper d'une ânesse égarée dans une écurie ? Quel est donc ce clan si important au pouvoir, dans tel ou tel autre pays, qui peut réellement pousser des jeunes beurs à incendier les banlieues parisiennes ? Et même s'il est arrivé par le monde que des arbitres «aident» quelques équipes, faut-il expliquer toutes les défaites de toutes les équipes par le mauvais arbitrage ? Allons, allons, soyons sérieux !**

### De l'incompétence et de la théorie du complot

**Les personnes compétentes sont celles qui savent, aussi, expliquer leurs échecs sans brandir la basse théorie du complot. Il suffit de baisser le regard et voir juste devant soi pour se rendre**

**compte qu'on trébuche parfois parce que les lacets sont défaits, ou parce que le sol est mal fait. Mais de là à invoquer le spectre de la main invisible des comploteurs, il y a un pas que ne franchissent que ceux qui ont beaucoup de choses à se reprocher.**

**De nos jours, la médiocrité est dominante, et si, par un heureux hasard, quelqu'un tente de dépoussiérer le monde dans lequel il bouge, alors il se trouve sans doute quelqu'un qui hurlera au complot. Si dans nos universités, quelques étudiants ou quelques enseignants tentent de faire un travail correct, il se trouvera indiscutablement un chef de département ou un doyen qui hurlera au complot. Si dans nos hôpitaux, quelqu'un tente de hisser le niveau de service, il se trouvera sans doute un directeur d'hôpital, un chef de personnel à la DDS ou même un chauffeur de taxi qui hurlera au complot. Si sur nos routes, quelqu'un tente de faire respecter les règles élémentaires du code de la route, alors beaucoup de gens hurleront au complot. Mais qu'est-ce qui se passe donc, enfin ?**

forme, moderne et professionnelle.

### LE RETOUR DU «QUI TUE QUI ?»

Telles que présentées, les choses sont loin d'être simples dans un pays comme l'Algérie où le renseignement fait presque défaut. «Sauf peut-être quand il s'agit de ficher des futilités», nous disait un haut fonctionnaire. Entre la restructuration des services et l'idée d'amnistier les terroristes, il y a l'armée qui, même si elle a toujours été placée en tête des pouvoirs selon un ordre d'importance bien établi, elle a eu, pour rappel, grand-peine à faire entendre sa voix quand les adeptes du «Qui tue qui ?» avaient envahi les enceintes des grandes institutions occidentales pour l'accuser d'être à l'origine de nombreux crimes. Depuis, l'accusation la poursuit jusqu'à continuer de menacer la quiétude de ses responsables. L'aventure à l'aéroport militaire français, le Bourget, de Khaled Nezzar, lorsqu'il a été évacué sur Alger en urgence et dans le secret, en reste un exemple frappant. Les échos du «Qui tue qui ?» et de cet épisode retentissent aujourd'hui à travers les propos te-

nus par ce général français qui dit avoir été informé par un ancien militaire algérien. En fait, tout est dans cette affirmation, d'un Algérien qu'on dit ancien colonel qui aurait informé un général français. Si l'armée est accusée d'avoir assassiné les moines trappistes, c'est que ceux qui le soutiennent veulent continuer à faire semer le doute sur l'origine des criminels des années 90. Du coup, ce sont les terroristes islamistes qui gagnent en sympathie auprès des opinions publiques pour ne pas être considérés comme étant les seuls à avoir assassiné durant cette tragique décennie. Une amnistie générale leur serait donc permise au cas où le chef de l'Etat déciderait de la décréter. Ceci étant dit, une amnistie si elle est générale, elle pourrait aussi profiter à l'armée. Pour rappel, la charte pour la paix et la réconciliation nationale a beaucoup servi aux agents de sécurité de l'Etat, tous corps confondus, pour leur avoir consacré une disposition qui les absout de tout dépassement ou bavure. Aucune personne n'a en effet le droit de poursuivre en justice ces agents-là pour quoi que ce soit même si elle possède tous les

éléments utiles pour cela. Le président de la République pourrait décider d'un texte qui prendrait en compte tous les aspects de la question d'amnistie pour que tout le monde trouve son compte. Encore une fois, la déclaration du général français sur les moines français, 13 ans après leur assassinat, n'est pas fortuite.

Il faut reconnaître que l'ouverture de dossiers aussi brûlants dans une conjoncture qui l'est tout autant pour le pays tombe dans un moment où le président de la République vient de perdre sa mère avec qui l'on dit qu'il avait des liens particulièrement forts. L'on dit qu'elle a été le ciment qui gardait la famille très unie, surtout dans les moments les plus difficiles. «C'est grâce à elle et à sa présence à ses côtés, que le président a pu traverser tout ce parcours, depuis son très jeune âge à ce jour», nous disait un de ses proches. Le président a aussi son frère Mustapha qui est très malade et est hospitalisé à Genève depuis plus d'un mois. Mustapha, gentil et aimable qu'il est, a lui aussi été à ses côtés et lui a été d'une grande disponibilité. Il faut dire qu'il a été au président, depuis sa maladie, son médecin de garde permanent.



**Energie****L'Algérie gagne la bataille des prix****Ghania Oukazi**

L'Union européenne (UE) affirme avoir accepté les arguments de l'Algérie de vendre localement son gaz à un prix plus bas que celui qu'elle applique à l'étranger. Mais les Algériens qualifient cet accord européen de «fausse concession». L'on a appris auprès de la Commission européenne (CE) à Bruxelles que l'Algérie a bien défendu son choix de vendre localement ses produits énergétiques, notamment le gaz à un prix plus bas que celui qu'elle applique à ses partenaires dans des pays étrangers. Pour rappel, les Européens ont toujours trouvé «illégal» le fait que l'Algérie applique un prix interne différent de celui externe à ses produits énergétiques. Ils l'ont même accusée de faire du dumping, une méthode interdite et passible de sanctions selon les règlements commerciaux internationaux. «Les arguments présentés il y a près de deux mois par l'Algérie pour défendre le prix interne de l'énergie, nous ont parfaitement convaincus, nous les avons trouvés bien solides, nous avons ainsi réglé la question avec les responsables algériens», nous a affirmé un responsable à la CE de l'UE.

Reste que l'Algérie se doit de faire valoir ce choix auprès de l'Organisation mondiale du commerce auprès de laquelle elle négocie son adhésion. L'OMC, elle surtout, n'accepte pas ce genre de concessions économiques et commerciales faites au profit des besoins internes. «L'Algérie devra maintenant convaincre l'OMC sur sa nécessité à maintenir ce prix interne pour la vente de ses produits énergétiques à ses entreprises», nous dit la même source européenne. «Mais si les arguments qu'elle a présentés nous ont convaincus, on ne voit pas pourquoi ils ne convaincraient-ils pas les responsables de l'OMC», nous dit notre interlocuteur de la CE à Bruxelles.

Contactés à plusieurs reprises par

nos soins pour savoir de quels arguments s'agit-il, les responsables algériens, qu'ils soient du ministère du Commerce ou de celui des Affaires étrangères, n'ont pas daigné répondre à nos appels. Les Européens estiment que c'est un bon point que l'Algérie vient de gagner auprès d'eux après la tempête qui a été provoquée par les déclarations de responsables du ministère du Commerce remettant en cause la rentabilité de l'accord d'association.

L'on croit savoir que l'argument premier avancé par l'Algérie est le fait que les entreprises nationales achètent les produits énergétiques à bas prix parce qu'elles ont besoin d'être aidées pour relancer leur outil de production et se remettre à produire des marchandises. C'est du moins ce que les Européens affirment avoir retenu en premier. «Faux !» nous dit un responsable algérien qui a préféré ne pas être cité nommément comme l'ont fait les Européens. «Le fait de vendre du gaz aux entreprises nationales à bas prix n'a rien à voir avec l'accord d'association», souligne-t-il. Le plus important à propos du prix interne du gaz algérien est que, selon le responsable algérien, «il n'y avait pas lieu d'en faire une affaire d'Etat, c'en n'est pas du tout une, ce sont les Européens qui ont voulu lui accorder une importance qu'elle n'a pas. Ils n'ont aucun droit d'exiger de l'Algérie de vendre son gaz localement à un prix plus cher.»

Pour ce responsable, «les décrets du gouvernement algérien sont très clairs à ce sujet et les textes de Sonatrach le sont davantage, les Européens ont fait dans l'excès de zèle pour intimider les Algériens». Il est convaincu qu'en insistant sur cet aspect, les Européens, dit-il, «ont voulu nous obliger à les laisser intervenir dans notre marché du gaz. Ils ont voulu nous faire croire à une illusion d'optique.» Ainsi, a-t-il affirmé, «ils disent aujourd'hui qu'ils nous ont fait une concession alors que c'en n'est pas une, c'est une fausse conces-

sion». L'argument premier et indéniable des Algériens est qu'il n'existe pas de marché international du gaz, alors il n'est question pour aucun pays d'obliger aucun autre à appliquer un barème précis à son prix de vente interne», explique notre interlocuteur.

Reste les résultats de la dernière réunion du Conseil d'association qui a réuni les deux parties au Luxembourg il y a près d'un mois et qui ne sont pas jugés convaincants ni pour l'Algérie ni par l'UE. Les deux parties n'ont pas encore trouvé de compromis à propos des dernières mesures décidées par le gouvernement Ouyahia relatives à l'investissement étranger. L'UE a émis de grandes réserves à ce sujet. L'Algérie reste cependant persuadée que toutes ces mesures sont nécessaires pour protéger l'économie nationale et inciter les investisseurs étrangers à plus de transparence et d'engagements notamment financiers. L'UE ne l'entend pas de cette oreille.

«Les décisions prises pour réglementer l'investissement étranger en Algérie sont en contradiction avec trois dispositions contenues dans l'accord d'association que les plus hautes autorités du pays ont paraphé et se sont engagées à le mettre en oeuvre», nous disent nos sources auprès de l'UE. Cela signifie, disent-elles, que «le gouvernement algérien a violé cet accord qui a force de loi». L'UE pense à recourir à l'arbitrage qui est un mode de règlement des conflits opposant ses instances à un pays étranger. Il est choisi pour cela deux ou trois pays européens pour juger de la fiabilité des arguments des deux parties. Pour l'instant, la Commission européenne exige qu'il soit trouvé à ce conflit avec le gouvernement algérien «une solution juridique» parce que, nous disent nos interlocuteurs à Bruxelles, «il est impossible de laisser ce problème en suspens ou de l'ignorer, les engagements des uns et des autres pris à travers l'accord doivent absolument être respectés».

**La production de ciment en hausse, la crise persiste !****Djamel Belaïfa**

Alors que le prix du sac de ciment a atteint des «pics» inégalés frôlant dans certaines régions les 800 dinars, et au moment où des chantiers peinent à voir le jour à cause d'une crise persistante de cet agrégat de base pour tout projet, la SGP «Industrie des ciments» SGP-GICA, vient d'annoncer une hausse de production du secteur public de 6 % durant les cinq premiers mois de l'année en cours. L'information rapportée par l'APS, qui cite des sources auprès de cette SGP, indique que les cimenteries publiques ont produit 4,697 millions de tonnes de janvier à mai 2009, contre 4,439 millions de tonnes pour la même période de 2008, soit une hausse de 6 %. Les mêmes sources ajoutent que la production de ciment du secteur public a atteint 11,478 millions de tonnes sur toute l'année écoulée. Par ailleurs, ajoutent les mêmes interlocuteurs, des extensions de capacités de production avaient été entreprises au niveau des cimenteries de Chlef, de Ain Kebira et de Béni-Saf pour une production supplémentaire globale de 6 millions de tonnes. Avec ces extensions de capacités, la production de l'ensemble des cimenteries publiques dépasserait les 18 millions de tonnes à partir de 2012, selon des prévisions officielles.

Ces bilans chiffrés, et les prévisions «plutôt optimistes» pour les mois à venir ne peuvent en aucun cacher la triste réalité d'un marché, perturbé par l'indisponibilité criarde du ciment et par une spéculation qui pousse, aujourd'hui, les promoteurs, entrepreneurs et autres investisseurs à payer

un sac de ciment, presque au triple de son prix initial. De 450 da à 500 da le sac de ciment, il a atteint les 750 voire 800 da à une certaine période et dans certaines régions du pays. Des chantiers sont aujourd'hui à l'arrêt et d'autres piétinent, en attendant une régulation du marché.

Devant cette situation, le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, M. Hamid Temmar, avait annoncé, juin dernier, l'importation d'un million de tonnes de ciment pour faire face à la «spéculation» que connaît le marché national. Le ministre avait également annoncé que le gouvernement allait prendre des mesures de plafonnement des prix du ciment et des marges des différents intervenants à la faveur d'un décret qui sera publié prochainement. Lundi, l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA) avait exhorté les pouvoirs publics à procéder «en urgence» à une régulation du marché du ciment, pour remédier à son «déséquilibre» actuel où l'offre demeure insuffisante et déséquilibrée. Lors d'une conférence de presse, le président de l'AGEA, M. Mouloud Kheloufi, a indiqué que le déficit du marché s'élève à quelque 3 millions de tonnes auquel l'Etat peut faire face en procédant notamment à l'extension des capacités de production de ses cimenteries. La solution réside dans l'augmentation de la part de l'Etat dans la production nationale du ciment, a soutenu M. Kheloufi expliquant à cet effet que l'augmentation entraînerait un équilibre du marché et un alignement des prix entre producteurs publics et privés. M. Kheloufi a, en outre, estimé que l'im-

portation de cet agrégat doit répondre au déficit pour rétablir l'équilibre du marché et éviter la spéculation mais ne constitue pas, selon lui, «la solution idoine» pour résoudre ce problème. Par ailleurs, il a jugé que les indices des prix des matériaux de construction, dont le ciment, ne reflètent pas les fluctuations enregistrées sur le marché, appelant dans ce sens à instaurer un système permettant de déterminer l'indice correct des augmentations qui doit assurer le bon déroulement des ouvrages confiés dans les meilleures conditions de prix et de qualité.

Le 20 juin dernier, M. Nourredine Moussa avait affirmé que le programme de réalisation d'un million de logements sera achevé avant fin 2009 en dépit de la pénurie des matériaux de construction, notamment le ciment. Invité du Forum de la télévision, M. Moussa avait indiqué à propos de cette pénurie, que l'offre actuelle concernant ce matériau, estimée à près de 18 millions de tonnes «correspond à la demande nationale». Il a en outre précisé que le secteur de l'habitat et de l'urbanisme consomme près de 80 % de la production du ciment, sachant que le secteur public (12 unités) contribue avec 11,5 millions de tonnes par an de la production nationale du ciment, alors que le secteur privé participe avec 5,6 millions de tonnes par an. Enfin, il y a lieu de souligner que les entreprises des ciments de l'Est, du Centre et de l'Ouest (ERC), relevant de la SGP-GICA «industries des ciments», ont lancé il y a une quinzaine de jours un avis d'appel d'offres international pour la fourniture d'un million de tonnes de ciment.

**Akram Belkaïd, Paris****Un marché pétrolier bien sclérosé**

La péripétie a été rapportée par le Financial Times puis longuement commentée par les observateurs de marché. Le 30 juin dernier, par un seul ordre d'achat, un trader a fait grimper les cours du pétrole de 71 à 73,5 dollars, soit un gain exceptionnel de 2,5 dollars en moins d'une heure. L'opération s'est pourtant déroulée avec une simplicité confondante. En quelques clics de souris, l'acheteur, un certain Steve Perkins, employé par le courtier PVM Oil, a passé commande de 9 millions de barils soit près de six fois la production réelle algérienne. Du coup, d'autres traders ont pris en marche le train de la hausse en achetant pour 7 millions de barils avant que la tendance du marché ne s'inverse après que les dirigeants de PVM eurent décidé de revendre les 9 millions de barils, enregistrant au passage une perte de 14 millions de dollars.

**UN MARCHÉ INEFFICIENT**

Il y a plusieurs enseignements à tirer de cet épisode qui est loin d'être un fait isolé même si les montants en jeu sont rarement aussi élevés. Le premier concerne l'organisation du marché. On peut s'étonner ainsi de la possibilité qu'une seule et même personne puisse acheter des contrats portant sur des livraisons futures d'un total de 9 millions de barils, soit l'équivalent de 650 millions de dollars. On sera plus étonné d'apprendre que ces livraisons sont virtuelles puisqu'elles ne portent pas sur du pétrole physique mais sur du «papier», c'est-à-dire des contrats à terme achetés ou vendus, les traders se rémunérant sur le solde de ces opérations. C'est d'ailleurs l'un des problèmes majeurs du marché pétrolier où les échanges n'ont aucun rapport avec les quantités réelles de pétrole.

L'autre enseignement concerne le comportement moutonnier du marché. De nombreux traders ne se sont guère interrogés sur les raisons de la hausse de 2,5 dollars du prix du baril. Une simple vérification auprès des autorités de marché leur aurait permis de comprendre que le mouvement haussier provenait d'un seul trader. Ils auraient pu aussi s'interroger sur l'absence de raisons objectives à cette hausse comme, par exemple, un attentat au Proche-Orient ou une attaque contre des installations pétrolières dans le delta du Niger.

Le troisième enseignement concerne la manière dont sont organisées les transactions sur le marché pétrolier. En achetant pour 9 millions de barils de pétrole, le trader Steve Perkins n'a pas eu à déboursier 650 millions de dollars. En effet, pour chaque transaction, les opérateurs n'ont à payer initialement qu'une infime part de la valeur du contrat, le fonctionnement du marché étant basé comme déjà mentionné sur le solde final des transactions.

**UNE RÉFORME PEU PROBABLE**

Ces enseignements démontrent l'inefficience d'un marché dont on peut se demander s'il fixe un prix correct au baril. Quel crédit accorder en effet à une place où un seul opérateur peut provoquer de telles distorsions de prix ? Est-on sûr qu'un baril à 100 dollars est un cours qui veut vraiment dire quelque chose ? Pour l'heure, la réponse importe peu puisqu'il y a peu de risque que le fonctionnement du marché pétrolier soit réformé. Réduire les échanges de pétrole papier ? Impossible à faire car les contrats à terme, qu'ils portent ou non sur des livraisons réelles, ont besoin d'être liquides et si le marché devait être réduit aux seules quantités de pétrole physique, il risquerait d'être trop étroit. C'est, d'ailleurs, la nécessité d'assurer la liquidité qui explique le troisième enseignement puisque le principe des paiements à terme, et donc le fait de déboursier au préalable une partie infime du montant total du contrat, permet de multiplier les ordres et donc, d'assurer un bon fonctionnement du marché. Quant au comportement moutonnier des traders, il n'y aura malheureusement aucune loi pour l'empêcher et il y aura toujours des gogos pour suivre aveuglément ceux qui manipulent le marché, y compris de façon aussi grossière.

**Annaba****Fin de la grève à Arcelor Mittal****A. Ouélâa**

Après d'après négociations entamées par les représentants des travailleurs d'Arcelor Mittal depuis le début du mois en cours, ponctuées par une grève générale qui a touché et la production et la commercialisation du géant de la sidérurgie du pays, le collectif des représentants des travailleurs a pu obtenir des acquis sur les principaux points de leur plate-forme de revendications avec l'employeur représenté par son PDG Vincent Le Gouic et les membres du conseil d'administration. Et c'est ainsi que la grève a été suspendue et le travail a repris hier à 16h.

Outre le pacte d'entreprise que les deux parties sont parvenues à engager, elles ont convenu de créer un comité d'éthique qui aurait à entreprendre des plans d'action et procédures visant à améliorer l'application d'un code d'éthique, et veiller à leur application. Ceci dit, les salaires de base seront revalorisés à hauteur de 15% à l'ensemble du personnel de la société, à raison de 08% à compter du 1er juillet 2009, 02% à partir de janvier 2010 et 5% à compter du 1er juillet 2010. Pour ce qui est de la revalorisation des métiers, 03% seront distribués au plus tard en janvier 2010. A cela s'ajoute le relèvement de la prime de panier de 200 à 250 DA, l'indemnité pour conjoint qui passe de 650 à 1.000 DA et d'autres primes comme celles relatives à la productivité.

## Elle met en garde contre les signes ostentatoires La FIFA met hors jeu la religion

M. Saâdoune

Faut-il interdire aux joueurs de se prosterner ou de faire le signe de croix après avoir marqué un but ? Le président de la fédération danoise de football, qui n'a pas aimé la joie très religieuse des joueurs brésiliens après leur victoire en Coupe intercontinentale, le pense... Des religieux saoudiens pensent comme lui...

La Fédération internationale de football n'aurait pas aimé la joie exprimée avec une grande ferveur religieuse par les joueurs brésiliens après leur victoire sur les Etats-Unis en finale de la Coupe intercontinentale 2009 en Afrique du Sud. La longue scène des joueurs et des dirigeants brésiliens en cercle dans le rond central faisant des louanges à Jésus a choqué le président de la fédération danoise de football qui aurait saisi la FIFA. Celle-ci aurait envoyé un courrier aux Brésiliens pour leur demander de modérer quelque peu l'expression de leur foi religieuse sur les stades. Certains affirment que la Fédération internationale de football aurait adressé un «sévère avertissement» à l'équipe du Brésil et qu'elle s'apprêterait à «légiférer» pour interdire les signes religieux ostentatoires sur les terrains de football. Sur le site officiel de la FIFA on ne trouve pas la moindre trace d'un tel avertissement. Par contre, la protestation du responsable de la fédération danoise, Jim Stjerne Hansen, est bien réelle. Le responsable danois a trouvé que l'expression de ferveur religieuse des Brésiliens a duré trop longtemps. «Un tel niveau de confusion entre la religion et le sport n'est absolument pas acceptable... Nous ne laisserons pas les considérations politiques et religieuses investir les stades». Les joueurs brésiliens sont-ils vraiment fautifs ? Il faut d'abord relever que jusqu'à présent les signes religieux effectués par les joueurs après avoir marqué un but - signe de croix ou prosternation pour les joueurs musulmans - ne suscitent pas de réactions négatives.

### LES BRÉSILIENS ET LA FIFA

Les spectateurs du monde entier seraient-ils plus tolérants en acceptant qu'une joie forte puisse être exprimée par des signes de remerciements à Dieu ? Jusqu'à la protestation danoise, précédée en février dernier par une fatwa de religieux saoudiens, la chose allait de soi.

On peut d'ailleurs noter qu'au sens strict, rien dans la réglementation de la FIFA n'interdit de faire un signe à connotation religieuse. Par contre, les joueurs brésiliens pour-

raient être en délicatesse avec le règlement pour avoir exhibé des T-shirts portant la mention «J'aime Jésus»... En matière de mention, le règlement est très clair. «Les joueurs ne sont pas autorisés à porter sous leur maillot des vêtements affichant des slogans ou de la publicité. L'équipement de base obligatoire ne doit présenter aucune inscription politique, religieuse ou personnelle». Un autre article précise que les «organisateurs de la compétition doivent sanctionner les joueurs levant leur maillot pour laisser apparaître des slogans ou de la publicité. Les organisateurs de la compétition ou la FIFA sanctionneront l'équipe du joueur dont l'équipement de base comportera des messages politiques, religieux ou personnels». On ne sait pas si la FIFA escompte sanctionner les Brésiliens pour les T-shirts mentionnant leur amour à Jésus, mais c'est bien la seule chose, en l'état actuel du règlement, qui pourrait être reprochée aux joueurs brésiliens. A moins que la FIFA n'édicte une nouvelle règle précisant clairement que faire le signe de croix ou se prosterner sont interdits sur le terrain.

### RELIGIEUX SAOUDIENS CONTRE AL AZHAR

Le plus piquant est que le président de la fédération de football du Danemark est pratiquement sur le même registre que les religieux saoudiens qui n'aiment pas trop que les joueurs musulmans se prosternent dans le stade. La prosternation serait «la yadjouz» au motif qu'elle serait préjudiciable à l'Islam. L'auteur de cette fatwa émise en février dernier est le Dr Salah Ben Mekbal Al-Osseimi, de l'association du Fiqh en Arabie saoudite. Il a estimé qu'un tel geste est en soi répréhensible. Il considère que la prosternation pourrait être perçue, dans le cas par exemple où le joueur musulman évolue dans un championnat européen, comme une «provocation» par le public. La fatwa saoudienne a été vivement contestée par un religieux d'Al Azhar, le Dr Gouda Abdelghani Bassiouni, qui estime légitime au plan religieux que des joueurs puissent se prosterner pour remercier Allah. «Le joueur qui marque un but considère que cela était 'un bienfait' dont il remercie le seigneur... La prosternation des joueurs de football rentre dans l'application de la religion et n'est donc pas une chose répréhensible». La polémique a-t-elle un sens ? Dans les stades, le bon sens et la tolérance ont jusqu'ici prévalu... Mais certains estiment peut-être que le football est une religion qui ne supporte pas la concurrence...

## Ils saisissent les unions parlementaires internationales Deux députés du RCD accusent

Houari Barti

La crise que traverse depuis quelque temps déjà le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) sur fond de luttes internes au sommet de sa hiérarchie vient de franchir un nouveau seuil. Deux députés du parti, Ali Brahimi et Tarik Mira, viennent de saisir officiellement plusieurs instances parlementaires de par le monde ainsi que des organisations de défense des droits de l'homme et de promotion de la démocratie pour dénoncer une situation qu'ils qualifient à la fois de «singulière par son caractère et de dangereuse par sa nature et qui représente, selon eux, une violation inédite des droits de l'homme».

Dans une lettre intitulée «Forfaiture à l'encontre de députés», les deux élus accusent frontalement le patron du RCD, Saïd Sadi. «Elus en avril 2007 sur la liste du RCD, parti dirigé depuis 20 ans par Saïd Sadi, président du parti et député d'Alger, nous avons été victime dans nos fonctions parlementaire et partisane d'une forfaiture commise à notre encontre par le président de notre propre formation», lit-on dans la missive signée par Ali Brahimi et Tarik Mira. Plus explicites, ils dénoncent le fait que leurs correspondances électroniques aient été violées et utilisées pour les évincer du parti. «Nos correspondances électroniques ont été violées -totalement pour Tarik Mira et partiellement pour Ali Brahimi -, rendues publiques devant les collègues du groupe parlementaire et le conseil national du parti comme 'actes d'accusation' dans le but de monter, à l'intérieur du parti, un dossier à charge pour notre exclusion et légitimer, à l'extérieur du parti, une campagne d'appareil, une sanction programmée», affirment les deux cadres du RCD.

En se réservant le droit de poursuites judiciaires, Ali Brahimi et Tarik Mira dénoncent ainsi ce qu'ils qualifient comme «un abus et un arbitraire publiquement assumés, en l'occurrence la violation du secret de la correspondance de deux députés par d'autre(s) collègue(s)». Considérant que la loi et l'éthique ont été «bafouées», ils estiment que ces pratiques ne peuvent que «heurter la conscience universelle». Et de s'exclamer: «Le paradoxe est que cette dérive est commise par un dirigeant d'un parti qui se revendique de la démocratie et l'Etat de droit.» Tout en rappelant les lois algériennes sur la cybercriminalité, les rédacteurs de la lettre destinée aux instances parlementaires et de défense des droits de l'homme estiment enfin que «la culture parlementaire commence d'abord par le respect de nos propres lois et des idéaux dont nous nous réclamons notamment les droits de l'homme et l'Etat de droit».

A noter enfin que les deux députés précités avaient brisé le silence il y a déjà quelque semaines pour dénoncer tantôt des «décisions visant à les réduire au silence», tantôt une gestion «autoritaire» du président du RCD. Dans un communiqué rendu public le 3 juin dernier, Ali Brahimi, tout en rappelant qu'il avait démissionné de sa propre initiative du secrétariat national le 15 mars dernier, pour «non respect de ses prérogatives» par le président du parti, avait affirmé que la décision de le suspendre à 48 heures de la première session ordinaire du conseil national vise à «lui interdire la prise de parole devant elle». «Face également au contrôle de l'appareil, propre à toute formation à fonctionnement autoritaire, ce piège à caractère policier projette de me réduire au silence», avait affirmé le député dans le même communiqué.

## La famille de Ahmed Kherroubi nous écrit

Les graves et fausses accusations dont on a chargé les membres du Conseil d'administration de la BCIA ont subi l'épreuve du temps. Tous les moyens coercitifs de l'Etat sont mis en oeuvre pour camoufler une escroquerie articulée autour d'une cavalerie d'effets de commerce préméditée par des responsables de la BEA et leurs clients et dont la BCIA est victime.

Tout est organisé pour faire croire à l'implication des dirigeants de la BCIA.

Devant le tribunal criminel, le 9 juin 2009, les experts désignés ont eu l'honnêteté de déclarer que les membres de la famille Kherroubi n'ont bénéficié d'aucun centime. Pourtant, l'installation du premier liquidateur, qui fut suspendu par le Conseil d'Etat ainsi que du deuxième, actuellement poursuivi, s'est faite par la Commission bancaire, sans inventaire contradictoire, en toute illégalité. La responsabilité de cette institution est dangereusement engagée et la situation s'aggrave de jour en jour. Dénaturant les faits pour cacher la faute originelle qui a conduit à l'occupation irrégulière de la BCIA, on tente de détourner l'attention en cherchant à compromettre les

membres du Conseil d'administration, et ce en multipliant les plaintes contre eux. L'obsession de devoir informer les membres du Conseil d'administration du déroulement des opérations de la liquidation, comme prévu par la loi, trouble la quiétude des nouveaux «propriétaires de la BCIA».

A l'heure actuelle, les décisions de justice rendues sont entachées d'irrégularités, elles sont le témoignage du désastre judiciaire.

### Une injustice flagrante

Les preuves existent. Cette situation a été portée à la connaissance des plus hautes autorités de l'Etat. Nous avons le 19 janvier 2008 saisi,

Monsieur le Président du Conseil de la nation et

Monsieur le Président de l'Assemblée populaire nationale

à l'effet de désigner une commission d'enquête, conformément à la procédure en vigueur. Le silence infini que l'on oppose ne peut cacher: - Que des innocents, les deux frères Badreddine et Tewfik Kherroubi, sont arbitrairement maintenus en détention préventive depuis près de six (06) années.

## En six mois Plus de 42 tonnes de kif saisies

Z. Mehdaoui

Pas moins de 42 tonnes de cannabis ont été saisies durant le premier semestre 2009, dont 22 tonnes uniquement dans la wilaya de Béchar, a indiqué hier le colonel Zeghida Djamel, chef de division de la Gendarmerie nationale. Intervenant à l'occasion d'un point de presse animé au siège du Commandement national de la gendarmerie à Cheraga, Alger, le colonel Zeghida soulignera que ces saisies ont pu avoir lieu grâce à la pression exercée par les gardes frontières sur les narcotrafiquants.

Pour lui, l'Algérie est un pays de transit et non un pays de consommation. Pour étayer ses dires, il fera savoir que la quantité saisie chez des consommateurs durant le premier semestre de l'année en cours n'a pas dépassé les 27 kg, alors que les saisies opérées dans des opérations de lutte contre la drogue dépassent les 42 tonnes de cannabis. Les quantités de kif rejetées par la mer durant ces derniers mois sont un indice qui ne trompe pas sur le «désarroi» des trafiquants de drogue, obligés, soutient le colonel, d'abandonner en mer leur «marchandise» de peur d'être pris dans les filets des gardes maritimes et de la gendarmerie.

Ainsi, souligne le conférencier, le renforcement des gardes frontières épaulés par l'armée de l'air au niveau de l'axe des pays du Sahel et l'axe du nord de l'Algérie a contribué énormément dans la lutte contre ce fléau.

Mais ce qui inquiète cet officier supérieur de la gendarmerie, c'est les armes de guerre, utilisées de plus en plus par les narcotrafiquants contre les services de sécurité. Le colo-

nel Zeghida a averti hier que la gendarmerie utilisera à son tour toutes les armes dont elle dispose pour se défendre et répondre aux tirs des trafiquants de drogue qui ont, pour rappel, tué deux gendarmes il y a quelques mois, dans une opération de contrôle.

Le conférencier a indiqué, en outre, que durant le premier semestre, les unités de la Gendarmerie nationale ont traité, à travers 09 wilayas du pays, 79 affaires liées à la découverte de près de 5 tonnes de kif traité rejeté par la mer.

1.586 affaires ont été traitées par les gendarmes, représentant 26,36 % de la criminalité organisée, soit une hausse de 9,61 % par rapport au premier trimestre de l'année dernière.

La wilaya d'Oran arrive en tête de liste des affaires traitées par la gendarmerie avec 139 affaires, suivie par Alger 102 affaires et Aïn Témouchent 72 affaires.

Concernant les drogues dures introduites récemment en Algérie, le colonel Zeghida Djamel a fait savoir que les immigrants clandestins sont à l'origine de l'introduction de l'héroïne dans notre pays.

A ce sujet, les éléments de la gendarmerie de Tipaza ont réussi à démanteler, dernièrement, un réseau spécialisé dans la commercialisation de la drogue dure (Héroïne). Six personnes d'origine africaine ont été appréhendées en possession de 20 capsules d'héroïne et activant entre Tipaza et la capitale.

Le trafic et la vente de cette substance permettent à ces personnes en situation irrégulière dans notre pays de subvenir à leurs besoins et à payer leur «transit» vers l'Europe notamment. L'immigration irrégulière représente 10,07 % de

- Que des milliers d'honnêtes déposants qui doivent récupérer leurs avoirs, jamais détournés ni transférés à l'étranger par les responsables de la BCIA, puisque placés légalement avant mai 2003 dans les banques publiques en Algérie, attendent que la Commission parlementaire fasse connaître la vérité.

- C'est à l'honneur des parlementaires algériens, s'ils veulent le préserver.

La gravité du moment commande d'arrêter cet affreux abus de pouvoir. Cette situation négative, qui a causé injustement des dommages aux personnes et aux biens, a engendré désarroi et tragédie. Elle exacerbe l'incertitude et rend plus inquiétant le rôle d'une justice acquiescente non à la vérité mais aux influences souterraines dont on pourra parler si cela venait à s'imposer.

Cette affaire, qui apparaît comme une épave en dérive, est une humiliation pour la justice. Un aveu de l'activité malsaine des fossoyeurs des institutions de la République.

En cette heure difficile, notre unique volonté est de prendre toutes dispositions utiles et procédures nécessaires pour défendre notre honneur en faisant connaître la vérité.

la criminalité organisée dans notre pays durant le premier semestre 2009, selon le bilan de la gendarmerie.

A la lumière des statistiques traitées par ce corps de sécurité durant la période suscitée en matière de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, la wilaya d'Alger arrive en tête de liste avec 6,66 %, Tlemcen 6,49 %, Sétif 5,49 %, Oran 4,29 % et Aïn Defla 3,66 %. Les unités de la gendarmerie ont traité par ailleurs 25 529 affaires et ont exécuté 5 792 mandats de justice ayant conduit à l'arrestation de 33 145 personnes durant le premier semestre 2009.

Alors que les affaires liées au droit commun ont connu cette année une baisse de 6,53 %, les affaires de crime organisé ont connu, par contre, une hausse de 6,53 % par rapport au premier semestre 2008.

Le colonel Zeghida Djamel a souligné hier que dans le but de combattre le crime organisé qui a tendance à se structurer et à s'organiser avec le recours de plus en plus à la violence armée, la police judiciaire de la gendarmerie a été réorganisée et restructurée à son tour.

A cet effet, le service central d'investigations criminelles (SCIC) a été mis en place depuis l'année dernière au niveau du Commandement national, mais aussi au niveau des six commandements régionaux de la Gendarmerie nationale. Ce service central, qui s'occupe des affaires importantes, a été créé dans le but de recouper les informations qui parviennent des unités implantées dans le pays et coordonner du coup les actions de lutte et d'investigation contre certains crimes qui ont tendance à se banaliser» ces derniers temps dans notre pays.





**YARIS**

**JUSQU'À 120 000 DA\* D'AVANTAGES CLIENT**

=

**1 an**  
d'assurance tous  
risques gratuite

et

**ALARME**  
certifiée

et

**1 an**  
d'entretien  
gratuit



**TOYOTA ALGÉRIE vous offre ensemble CES TROIS avantages sans AUCUN SUPPLÉMENT de prix :**

1 an d'assurance tous risques gratuite, 1 système d'alarme certifié Toyota et 1 an (ou 20 000 km) d'entretien gratuit.

Offre valable, jusqu'au 31 juillet, dans tous le réseau TOYOTA ALGÉRIE, sur tous les modèles Yaris HB (5 portes) et Yaris SD (4 portes).



**TOYOTA ALGÉRIE**

(\*) Prix de vente client de ces prestations dans le réseau Toyota sur la base d'une Yaris Sedan select.

**- Alger, Siège social:** Lot Mutchachu N° 2, Haut Site d'Hydra Rocade Sud Benaknoun Algiers, Algeria Po. Box: 16035 / Tél.: 021 98 30 00 - Fax: 021 79 31 49 - **Succursale Blida:** Zone Industrielle Site Il Khazrouna route d'Alger Ouled Yaïche - 09000 / Tél.: 025 43 14 14 / 19 19 / 17 17 - Fax: 025 43 90 90 - **Succursale Ouargla:** Route Nationale N°49, route de Ghardaïa - BP 133 - 30 015 Ouargla / Tél.: 029 71 71 71 - Fax: 029 71 99 58 - **Succursale Annaba:** Cité des 1275 Logements - Plaine Ouest Annaba - 23000 Annaba / Tél.: 038 51 40 82 / 16 96 - Fax: 038 51 25 69 - **Succursale Oran:** Zone des Show Room, Lot N° 1 - 4, Route nationale N° 4, Oran. / Tél.: 040 23 41 48 - Fax: 040 21 61 00 - **Succursale Hassi Messaoud:** Zone Industrielle Hassi Messaoud - Ouargla / Tél.: 029 75 59 59/60/61 - Fax: 029 73 88 88.



Existe aussi  
pour enfants  
NETBOOK N10

**ALFATRON®**



**Restez chez vous ou bougez léger**

**NETBOOK N20**



un poids de  
**1,2kg**  
seulement

**Mobilité - Connectivité - Simplicité**



10/100M Ethernet



160 Go



1Go.Ram



Lecteur de cartes  
MMC. SD. MS.

**Dimensions**  
250 x 180 x 28 mm

**ALGER**  
N° 13 Cooperative LES LOGIS KOUBA, ALGER  
Téléphone : +213 21 28 69 75/71  
Télécopie : +213 21 28 69 75  
Courriel : pdv-1601@alfatron-dz.com

**ANNABA**  
CENTRE CAM, BUREAU A15 - LIEU DIT "EL-HATTAB"  
Annaba.  
Téléphone : +213 38 83 54 88  
Télécopie : +213 38 83 54 88  
Courriel : pdv-2301@alfatron-dz.com

**ORAN**  
46 Rue CHERIAT ALI CHERIF (Ex. Cavaignac)  
Téléphone : +213 41 33 47 40  
Télécopie : +213 41 33 47 18  
Courriel : pdv-3101@alfatron-dz.com

ANEP N° 771048 - 08/07/2009

# La terre est celle par laquelle tout commence

Par Baghli Abdelouahab \*

Les colons détenaient non seulement les plus grandes superficies mais aussi les terres les plus fertiles. Les terres accaparées représentaient plus de deux millions d'hectares. Des infrastructures ont été réalisées jouxtant leurs fermes pour soutenir les travaux, faciliter l'écoulement de leurs productions agricoles, ainsi que pour appuyer le commerce des bovins, ovins etc...

Les cultivateurs algériens se composaient également de grands terriens mais surtout de nombreux fellahs qui possédaient de petites parcelles ainsi que des domaines «arch» et «habous». La surface totale pour les deux premières catégories des cultivateurs algériens ne dépassait pas trois cent mille hectares. Leurs propriétés étaient souvent reléguées à l'arrière-fond, difficiles pour l'accès et aux fins de transactions.

Dès l'annonce du «cessez-le-feu» le 19 mars 1962, les colons ont commencé à abandonner leurs terres avant même la déclaration de l'Indépendance le 5 Juillet 1962. Ils avaient la possibilité d'entamer les récoltes prévues en juin, mais leur départ précipité voulait plonger le peuple dans la misère. C'était une chance que ces descendants n'ont pas brûlé les moissons, prolongeant la politique suicidaire de la terre brûlée pratiquée par leurs aïeux en 1830.

Le premier président algérien, Ahmed Benbella, était dans l'obligation de récupérer ces terres pour sauver la récolte qui était d'ailleurs considérée comme la plus belle production depuis le début de la colonisation. Il va les confier automatiquement à des Algériens pour combler la vacance. Cette récupération des terres, s'inscrivant dans la logique du butin de guerre, a été rétribuée glorieusement à des Algériens dont les ancêtres ont été jadis spoliées par les indus occupants à partir de 1830 et même après.

Ces vastes propriétés ont été nationalisées et redistribuées à des Algériens non pas individuellement, mais sous forme de domaines gérés par un collectif. Ce sont les «domaines autogérés». Si le sentiment nationaliste a prédominé à l'aurore de l'Indépendance, et qui va, tant bien que mal, inciter les ouvriers à donner le meilleur d'eux-mêmes, pour travailler la terre et se supporter, il sera difficile néanmoins de maintenir cette cohésion au sein des équipes. Car, la politique socialiste, appliquée comme programme de l'Etat, va être à l'origine d'un comportement d'assisté et va donc porter un coup grave à l'initiative et à la libre entreprise. Phénomène qui va se répercuter d'ailleurs aussi bien chez le fellah, que chez l'ouvrier, que chez le fonctionnaire... La discipline perd sa rigueur, la responsabilité se volatilise et, par contre-coup, la gestion devient obsolète. Ce qui est désolant, c'est que cette démobilitation a atteint tous les secteurs, et ce qui est encore plus grave, c'est que les gens qui voulaient travailler sont pris à partie par les «tirs au flanc».

S'agissant des domaines autogérés agricoles, ils ne sont plus qu'un spectre, ce qui va porter un coup fatal à la production nationale puisqu'il s'agit de la plus fertile et de la plus grande superficie terrienne. Beaucoup d'autres facteurs vont s'ajouter à ce comportement délétère:

- les décisions concernant les choix de la culture ne relevaient plus de l'initiative du groupe, mais étaient centralisées, dictées par Alger. Cette stratégie de la politique agricole se voulant être sécuritaire dont l'objectif était de répondre à l'autosuffisance nationale en favorisant telle production au lieu d'une autre, avait malheureusement ses points faibles. A cause, d'une part, du manque d'experts en la matière à l'époque, et d'autre part, par la prévalence de la politique sur

l'économique, ces facteurs ont été à l'origine d'une fragilisation de la production, car ils ne tenaient pas compte ni de la qualité du sol, ni de la semence à envisager etc... Ce que les ouvriers ont toujours contesté.

- Les ouvriers agricoles devaient ensuite vendre leurs produits non plus librement, mais à des offices nationaux de vente des fruits et légumes (OFLA). Cette initiative créera une bureaucratie qui va alourdir le processus de vente. C'est ainsi que les légumes et les fruits perdaient de leur éclat sur les étals des marchés, à l'origine d'une perte de gain pour les agriculteurs et d'un rebus sur la qualité pour les acheteurs. Elle portait atteinte de manière indirecte à la crédibilité des domaines autogérés et ne faisait que confirmer l'adage «que la marmite ne peut être préparée par dix partenaires».

- La sécheresse sur plusieurs décades, pénalisant de surcroît la production...

Le sentiment nationaliste qui a servi de bouclier pour faire face aux aléas du collectivisme va s'effriter. Les domaines étaient dans l'ensemble déficitaires. L'Etat était tenue malgré tout de distribuer des dividendes virtuels pour venir en aide aux collectifs qui plaient sous le poids des dettes.

Quant au terrien privé, il se démenait comme il pouvait, mais il arrivait à survivre et à alimenter la population.

Le marché national était d'avantage ravitaillé par le privé que par les domaines autogérés. Malgré cette évidence, qui mettait en exergue la différence portant sur la gestion collective et celle du privé, cela n'a pas empêché Houari Boumediene de décréter Une 2ème décision plus politique qu'économique, plus grave et qui va d'avantage affaiblir l'état des lieux. C'est la nationalisation des terres appartenant aux «gros propriétaires terriens». Elle va limiter les grosses propriétés au nom du socialisme.

Cette nouvelle politique va encore défigurer le paysage décrit :

- Les propriétaires seront dépossédés au profit de bénéficiaires n'ayant parfois aucune expérience avec la terre et quelquefois ramenés de communes lointaines.

- Cette nationalisation créant d'autres collectifs n'avait aucune assise rationnelle puisque l'expérience avec les domaines autogérés était assez concluante.

- Perçue par le nouveau collectif terrien plutôt comme une vengeance du démuné contre le nanti, ce mode de gestion va permettre au chaos de s'affirmer.

- Ces «propriétaires» sans titre de propriété n'ont pas travaillé la terre comme il le fallait, le principe séculaire ancré dans la tête de chaque individu concernant la terre étant celui de «propriété égale travail».

- Les bénéficiaires n'ont que très peu valorisé la terre, bien au contraire, ils se sont employés à en soutirer le profit immédiat. Ce qui est désolant, c'est qu'ils ont fait un «anti-travail» en arrachant les pieds de vignes, les arbres... - ils ont créé sur les terres octroyées des activités parfois sans rapport avec l'agriculture.

Cette miniaturisation des fermes n'a profité ni à la terre ni aux bénéficiaires. A partir de cette décision, la terre algérienne va accentuer la chute aux enfers. La terre est devenue la dernière des préoccupations des Algériens. Qu'il pleuve ou non, on ne s'en souciait absolument plus, c'est du pareil au même. «On cultive en Algérie et on récolte au Canada», ironisaient les citoyens entre eux.

Si la première décision, celle de Benbella était salutaire, la 2ème a eu l'effet d'un cataclysme. L'expérience de la révolution agraire a été antiécono-

mique, antiterrienne. Suite à la décision de Hamrouche, alors chef de gouvernement après les événements d'Octobre 1988, les ex-propriétaires ont récupéré leurs terres, retrouvées dans un état lamentable. Ils n'ont trouvé que désolation, en plus, il fallait indemniser les «ex-bénéficiaires» qui avaient entrepris des travaux comme planter des arbres, ou construire un hangar, une maisonnette... et avec quel dédain, avec quel mépris ils ont négocié avec les propriétaires légitimes.

La situation foncière de la terre agricole est actuellement catastrophique.

En effet, depuis la restitution des terres à leurs propriétaires légitimes, l'état des lieux ne s'est pas amélioré au contraire, il y a eu depuis, plusieurs héritiers, confrontés souvent à des conflits sans fin même lorsqu'ils sont convaincus que la terre ne présente plus un quelconque intérêt. Une décision de jugement du tribunal pour régler un conflit entre héritiers prend plusieurs années pas moins de quinze ans, si le conflit oppose des particuliers à l'Etat, il faut compter plus de trente ans. La terre est fractionnée, l'engagement au travail est désaffecté, victime et pris en otage par l'absence d'une politique agricole constructive, qui n'aurait d'autre préoccupation que l'intérêt éminent de la terre. C'est une situation inextricable.

Ce qu'il faut savoir c'est que la terre algérienne n'est pas riche car :

- les sols sont peu profonds
- la fertilité naturelle est faible
- les terres sont souvent en pente
- Elle est soumise à des aléas climatiques. La pluviométrie est insuffisante (excepté l'année 2008)
- la superficie de la terre cultivable se réduit pour de multiples raisons relevant :

- de l'érosion, surtout ces dernières années à cause des pluies certes rares mais violentes et de la raréfaction de l'arbre stabilisateur de la terre forestier ou fruitier.
- de la déforestation, chaque année des milliers d'hectares partent en fumée sans être remplacés à la hauteur des pertes.
- de la salinisation, à Chlef, Sig, El Oued, Biskra... endommageant les oliveraies, les palmeraies et autres produits agricoles.
- de l'avancée de la désertification, le Sahara avance d'un centimètre/an: 32 millions d'hectares de parcours en sont menacés, chiffre en augmentation continue.
- détournement du foncier agricole au profit de la construction d'habitat.

L'Algérie est la moins dotée en terres cultivables puisque le ratio hectare cultivable/habitant = 0,26 ha par habitant en 2004 alors qu'il était de 1,3 en 1900 (Tunisie ; 0,5 ; Maroc : 1 ha). Au total, il existe seulement 3 % de terres arables. La possibilité qu'offre la terre pour nourrir sa population est dramatique. Dans le classement international de 0 à 9, l'Algérie est classée 7ème. Ces facteurs expliquent la faible productivité de la terre par exemple la production céréalière, entre autres, est de 10-20 qx/ha contre 70 pour l'Europe.

A ces contraintes physiques qui ont en s'aggravant d'année en année, se greffent une politique irrationnelle. Il faut savoir que :

- les domaines autogérés se meurent;
- ceux légués au titre des concessions ne sont pas logés à meilleure enseigne. Cette attribution au titre de la concession, au lieu de la privatisation, décision prise pour ne pas offenser la mémoire de nos chouchas n'est pas une solution. C'est une spéculation dont aucun Etat ne tient plus compte. Posséder la terre n'est pas une action anti-nationaliste. Toutes les terres du monde se sont abreuvées du sang de ses habitants. Ce n'est pas pour autant

que les dirigeants qui ont laissé la terre à des propriétaires privés, ont commis une faute à l'égard de leurs martyrs. Tous les pays du monde, qu'ils soient croyants ou non, ont leurs martyrs. Si on veut honorer la mémoire de nos chouchas c'est tout d'abord de ne plus recourir à l'achat des produits alimentaires de l'extérieur. Ce qu'il faut, c'est sacrifier la terre à hauteur du respect que nous vouons à nos chouchas, pour laquelle ils se sont d'ailleurs sacrifiés. Il est désolant de se voir répondre par le marchand des fruits exhibant le pactole des oranges : celles-ci viennent du Maroc, celles là d'Espagne ou encore celles là d'Egypte... et point d'algériennes. Et il y a plein d'exemples.

- les terres du privé souffrent également. Il est presque impossible actuellement d'acheter dix hectares d'un trait, dégagés de toutes contraintes, d'interactions d'héritage ou autres dé mêlés avec les services des domaines ou problèmes administratifs. Alors que partout ailleurs dans le monde les transactions foncières se font de manière rapide et facile pouvant porter sur des centaines d'hectares.

En effet, des sommes colossales ont été investies dans la terre sans qu'il y ait un résultat probant qu'elles aient été libellées sous forme de prêts auprès des banques ou sous forme de mesures portant sur des programmes (FNDA), fonds spéciaux affectés pour l'amélioration des productions au niveau des Hauts Plateaux, ou pour le Sud, forages, octroi gratuit de plants etc... L'Etat mettra tout l'argent qu'il voudra, il ne règlera jamais le problème de la crise agricole, de la disponibilité des viandes à un prix abordable, de la production laitière... Ce qui est fondamental, c'est le choix politique, ce n'est pas les moyens dont l'argent n'est qu'un élément. Actuellement rien ne va plus :

- Sur le plan arboricole :
- production en baisse, olives (l'Algérie en 1954 a exporté 8 millions d'hectolitres d'huile d'olive, elle produit actuellement 31,5 mille tonnes);
- fruits (Tlemcen à elle seule alimentait en fruits et légumes Casablanca et autres villes d'Algérie dont Alger);
- le parc viticole qui était de 135.000 ha de raisin à dominance de cuve s'est réduit à 12 350 ha en 2007
- Sur le plan de l'élevage de bovin, ovins. L'Algérie devait avoir un cheptel de 24 millions de vaches pour une production de lait de 2,5 milliards de litre (alors qu'il n'y a que 2 784 706 pour une production actuelle de 250 millions de litres;
- l'Algérie consomme 6 millions de tonnes de céréales/an, elle importe chaque année un peu plus de 200.000 tonnes. C'est vrai que de nombreux facteurs ont aggravé la situation, c'est pour cela qu'il faut une politique rationnelle d'urgence.

Il est temps de revoir avec sérénité la problématique de la terre et d'enclencher une politique adéquate qui tiendra compte d'une stratégie nouvelle conforme aux exigences universelles et qui devra assurer notre autosuffisance alimentaire. Un pays qui n'honore pas son pain dans la dignité demeure très fragile. Aujourd'hui, on peut se permettre d'importer grâce à la rente pétrolière, avec constat que les factures alimentaires s'aggravent d'année en année, presque 3 milliards de dollars en 2008, nous allons droit vers l'endettement pour remplir le ventre.

Mais pour combien de temps encore ?

En effet, la démographie s'accroît, les besoins de la population augmentent en même temps et la facture alimentaire s'alourdit. Malheureusement, la rente pétrolière ne pourra plus suffire lorsque les entrées iront en s'amenuisant.

L'Algérie a été le grenier de l'Eu-

rope et malgré les contraintes physiques évoquées qui se sont accentuées au cours des siècles, elle assurait son autosuffisance et bien mieux exportait à l'étranger, ce qui était l'oeuvre du privé.

Faut-il aller vers la privatisation ou perpétuer le système de la politique agricole en vigueur ? La terre doit bénéficier d'un traitement de choc et en urgence. Le meilleur gardien de la terre est son propriétaire. La terre la mieux travaillée, la mieux défendue, la mieux protégée, la mieux choyée est celle qui appartient au privé. Seul le privé peut faire face aux aléas des forces négatives de la nature.

Le diagnostic ne souffre plus d'aucune hésitation.

Rien n'est perdu encore à condition d'envisager une nouvelle politique de la terre, une politique rationnelle, qui refoule le subjectivisme, vision passiste, et recourir à une politique basée sur l'objectivité qui met en avant la rentabilité, la sécurité alimentaire.

La seule thérapeutique, devant cet état moribond, est :

- De remettre sans complexe la terre à des propriétaires avec acte de propriété validé chez le notaire et déposé au niveau du service des cadastres.
- De renforcer le crime économique et protéger l'agriculteur et la terre par de lois répressives sur tout ce qui porte atteinte aux vols de bovins, d'ovins, au vol de la production au sol, contre ceux qui déterreraient la nuit des plants mis au sol le jour même pour les jeter quelques cms plus loin...
- De faciliter les transactions foncières d'héritage, de vente entre particuliers,
- Le soutien financier de l'Etat (comme cela se fait en Europe et aux USA) et faciliter l'accès des prêts auprès des banques.

On ne peut sans fondation solide construire une maison et encore moins un bâtiment. Or, sur le plan de l'évolution de la société, nous savons que la terre est le secteur primaire, c'est lui qui va donner naissance au secteur secondaire qui est l'artisanat, ce dernier va à son tour donner naissance à l'industrie qui est le secteur tertiaire, qui va donner naissance à son tour au secteur quaternaire et ainsi de suite.. l'assise fondamentale est donc la terre.

Il se trouve que la terre est malmenée or, c'est la base de toute évolution. Tant que le problème de la terre n'est pas réglé, aucune perspective d'évolution ne pourra être envisagée.

On ne peut pas construire un Etat fort, sans avoir réglé le problème de la terre. Avons-nous installé une économie durable en remplacement de celle éphémère intronisée par la rente ? C'est dans cette nouvelle perspective que la substitution de la rente par une économie durable doit être envisagée.

Avons-nous réellement opté pour une économie libérale, si tel était la décision du peuple exprimée dans la Constitution de 1989, la politique actuelle de la terre ne répond pas à ce choix. Nous avons un pied dans l'économie libérale et l'autre dans l'économie socialiste. Ce qui ne correspond à aucun système fiable. C'est en regroupant tous les paramètres qui mènent vers l'économie libérale que l'on peut parler d'une période de transition qui, elle, peut s'échelonner sur plusieurs décades devant mener vers une économie stable, fonctionnant à plein régime. Alors ce sera pour quand l'amorce de cette transition ?

Il appartient à l'Etat de mettre en marche une politique agraire calquée sur celle des autres pays et, en plus, une politique de mise en valeur de nouvelles terres pour compenser les terres cultivables perdues et de les distribuer à des privés.

\* Membre de l'Instance exécutive du FLN, ex-Député.

L'Algérie après 47 ans d'indépendance politique 1962/2009

## Entre la logique rentière dominante et la logique réformiste porteuse d'espoir

Par Abderrahmane Mebtoul \*

2ème partie

C'est dans ce cadre que l'on assiste à une relative aisance financière (plus de 140 milliards de dollars de réserves de change fin juin 2009 et un stock de la dette inférieur à 5 milliards de dollars US) mais une régression économique et sociale (exportation hors hydrocarbures inférieure à 2% du total et un taux de croissance de 1,6% en 2006, inférieur à 3% en 2007/2008, contre plus de 5% entre 2003/2005), une prévision inférieure selon le FMI et la Banque mondiale à 3% pour 2009/2010 (une faible création d'emplois à valeur ajoutée malgré des dépenses monétaires sans précédent, un taux de chômage selon l'organe officiel ONS de 11,6%, mais plus de 20% selon les organismes internationaux) avec des tensions de plus en plus criardes avec le retour de l'inflation - plus de 4% selon l'officiel en 2007, 4,7% en 2008, 6,1% pour le premier trimestre 2009 (12% selon certains organismes internationaux 2007/2008 contre moins de 3% entre 2002/2006) et donc la détérioration du pouvoir d'achat de la majorité avec une nette concentration du revenu au profit d'une minorité de couches rentières, détérioration accélérée par un endettement croissant surtout des couches moyennes laminées, des prêts pour voitures, logements, électroménagers qu'il faudra rembourser avec des taux d'intérêt composés.

C'est également durant cette période courant novembre 2008 qu'est amendée la constitution, non pas par référendum mais à la majorité des deux chambres, les députés et sénateurs se feront comme leurs prédécesseurs voter un salaire de plus de 300.000 dinars par mois, plus de quatre fois le salaire d'un professeur d'université en fin de carrière. Cet amendement ne limite plus les mandats présidentiels, tout en supprimant le poste de chef de gouvernement en le remplaçant par celui de Premier ministre consacrant un régime présidentiel. Dans la foulée, l'élection présidentielle s'est tenue le 09 avril 2009 où l'ancien président est réélu pur un nouveau mandat de cinq années (2009/2014) en promettant la création de trois millions d'emplois durant cette période et d'augmenter le pouvoir d'achat des Algériens. Mais fait nouveau, une crise mondiale sans précédent depuis la crise d'octobre 1929 est apparue en octobre 2008 qui sera d'une longue durée du fait des impacts mondiaux (l'interdépendance des économies) et selon l'avis unanime des observateurs internationaux jusqu'en 2013/2014 si les thérapeutiques appliquées s'avèrent efficaces du fait d'une perte en sous capitalisation provisoire de plus de 52.000 milliards de dollars.

Comme en 1986, courant 2008/2009 différents responsables politiques déclareront à la télévision officielle que la crise ne touche pas l'Algérie du fait de la non connexion avec le système financier mondial, de la non convertibilité du dinar et

de l'importance des réserves de change oubliant la chute des cours des hydrocarbures qui représente plus de 98% des recettes en devises et que les dépenses réelles au rythme de 2008/2009 se fondent sur 78 dollars le baril tenant compte des surcoûts estimés à environ 20% (donc ne faire une double comptabilité avec le fonds de régulation qui contient une partie des réserves de change et le prix de référence de 37 dollars contenu dans la loi de finances qui établit l'équilibre budgétaire). Aussi des tensions budgétaires risquent de se manifester courant 2012 pour un cours entre 55/60 dollars, ne devant jamais oublier qu'il faille déflater par le cours du dollar, un baril à 70 dollars juin 2009 équivalant à prix constant du 01 janvier 2009 à moins de 63 dollars en parité pouvoir d'achat euros, du fait de la dépréciation accélérée du dollar, due en grande partie à l'important déficit budgétaire américain (plus de 1800 milliards de dollars en 2009). Mais le problème n'est pas tant le financement mais l'utilisation rationnelle des ressources financières.

### L'ALGERIE TOUJOURS A LA RECHERCHE DE SON DESTIN OU UNE TRANSITION INACHEVÉE

#### DES DEPENSES MONÉTAIRES COLOSSALES AVEC UN IMPACT MITIGE

La question centrale qu'il convient donc de se poser est la suivante : d'une part, les objectifs ont-ils été atteints entre 2004 et 2009, et avec la chute de plus de 50% des recettes des hydrocarbures, comme en 1986, les promesses entre 2009 et 2014 seront-elles tenues car les tendances lourdes étant ce qu'elles sont, il ne faudrait pas s'attendre à des renversements significatifs ? Car il existe une loi économique insensible aux slogans politiques : le taux d'emploi est fonction du taux de croissance et des structures des taux de productivité. Avec une croissance de la population active de plus de 3,4%, un taux de croissance inférieur à 3% entre 2009 et 2014, il est impossible de créer trois millions d'emplois (en majorité créateurs de valeur ajoutée), qui nécessitent, selon les experts et le gouvernement lui-même, 6/7% de croissance annuelle. Car en dehors des bilans physiques qui ont peu de signification sans une avancée des réformes de fond, à savoir les réformes micro-économiques et institutionnelles, sans lesquelles le cadre macro-économique stabilisé entre 1995 et 1997 serait éphémère, il y a un fort risque du retour inévitable à l'inflation et à l'accélération du chômage, réformes qui seules permettent un développement durable à moyen et long terme.

Comme est nécessaire une analyse des impacts par catégories socioprofessionnelles et des écarts entre les coûts prévisionnels et les coûts réels. Comme est posée cette question vitale : le blocage n'est-il pas d'ordre systémique car la si-

tuation actuelle est le produit historique, certes, de la politique actuelle avec des relations complexes entre l'économique, le politique, le social et le culturel, mais également de toutes celles antérieures à l'indépendance politique (colonisation), de 1963 à nos jours, du fait que le fondement du système bureaucratique rentier a peu évolué.

Car le constat à travers ce cheminement historique, durant cette période de transition difficile d'une économie étatisée à une économie de marché concurrentielle et l'Etat de droit et la démocratie tenant compte de notre anthropologie culturelle, est que les réformes sont timidement entamées malgré des discours apparemment libéraux et moralisateurs, que contredisent journallement les pratiques sociales. Les banques, lieu de distribution de la rente, continuent de fonctionner comme des guichets administratifs, et du fait des enjeux, les réformes souvent différées s'attaquant plus aux aspects techniques qu'organisationnels, alors qu'elles sont le moteur des réformes, la privatisation et le partenariat comme moyens d'investissement et de valeur ajoutée piétinent faute de cohérence et de transparence.

La facture alimentaire continue d'augmenter malgré le fameux programme agricole (PNDA), dont il conviendra de faire le bilan, du fait que plusieurs milliards de dollars de dépenses, la bureaucratie et la corruption continuent de sévir. Comme conséquence, résultats de la pratique de plusieurs décennies et non seulement de la période actuelle, nous assistons à des tensions à travers toutes les wilayates contre la hogra, la corruption, la malvie d'une jeunesse dont le slogan «nous sommes déjà morts», traduit l'impasse du système économique à générer une croissance hors hydrocarbures, seule condition d'atténuation des tensions sociales pour faire face à ce malaise social.

Ainsi, le peuple désabusé vit dans le désespoir, comme en témoigne le passage de la musique raï qui exprime la malvie depuis les années 1980, puis ces jeunes qui tiennent les murs et le paradoxe du désespoir, les harraga, ces jeunes, souvent avec la complicité de leurs parents, qui bravent la mort. Aussi, s'agit-il de mettre fin à cette sinistre que certains politiques se hâssent à banaliser sans s'attaquer à l'essence, mortelle pour toute Nation, alors que certaines actions urgentes sont à souhaiter.

#### DES CHANGEMENTS PERPETUELS DU CADRE JURIDIQUE, PRODUIT DE RAPPORTS DE FORCES CONTRADICTOIRES QUI DECOURAGENT TOUT INVESTISSEUR POTENTIEL

A-t-on réfléchi à la mise en place des mécanismes transparents de contrôle pour que les scandales financiers depuis l'indépendance politique ne se renouvellent plus, car les mêmes causes engendrent les mêmes maux, même si l'on change les personnes ? Car pourquoi un changement de mi-

nistre si l'on reste dans la même logique ? Ce serait inutile.

- A-t-on réfléchi une fois sur les gains qu'occasionnerait une réduction des coûts de Sonatrach seulement de 10%, qui permettraient des économies - des centaines de milliards de dinars -, sans compter les économies de gestion des autres secteurs budgétaires, dont les 180 milliards de dollars du programme de soutien à la relance économique ?

- A-t-on réfléchi une fois que si le cours du baril chute à moins de 40 dollars et avec l'épuisement des ressources pétrolières et gazières dans moins de 30 années, un jeune de 5 ans aujourd'hui aura 35 ans ? Où la situation serait comparable à celle de certains pays les plus pauvres d'Afrique ?

- Nos responsables ont-ils analysé l'impact de l'exode des cerveaux et vu les longues files d'attente auprès des ambassades pour le visa depuis l'aube du jour au crépuscule, chez lesquels le rêve est de s'enfuir du pays ?

- Combien de milliers d'épargnants ont déposé lors des 40 dernières années les économies de leurs enfants avec beaucoup de sacrifices à la CNEP pour avoir le droit au logement ? Mais il en a été décidé autrement au nom du droit du prince. Combien de ménages se sont sacrifiés pour que leurs enfants fassent des études et donc avoir un emploi, mais toujours le droit du prince a décidé de faire jouer la règle de Piter, qui consiste à ce que l'on grivite dans la hiérarchie proportionnellement au degré d'incompétence dans le sillage des relations de clientèle. Peuvent-ils toujours croire que c'est le travail et la récompense de l'effort mérité qui fondent les échelles de valeurs ?

- Combien d'investisseurs nationaux et étrangers ont subi les effets du système bureaucratique avec les changements perpétuels du cadre juridique, alors que la règle d'or est la stabilité des institutions : licences d'importation entre 1970 et 1985 distribuant des rentes au niveau ministériel : OSCIP avec la signature exigée de trois ministres entre 1985 et 1986, puis dissolution, alors que des centaines de dossiers ont été agréés et transmis à la Chambre de commerce en 1988, où ce sont les privés qui jugeaient des projets d'autres privés (monopole par excellence et cacophonie) ; Conseil de la Monnaie et du Crédit pour les autorisations d'installation des banques, dont les récents scandales financiers ont vu le dysfonctionnement avec d'autres structures de l'Etat.

- Comment ne pas rappeler les ambiguïtés dans la gestion des capitaux marchands de l'Etat, qui traduisent en réalité la neutralité des rapports de force au sommet de l'Etat et expliquent le manque de visibilité et de cohérence de la politique économique et sociale, que l'on essaie de voiler tant par de l'activisme ministériel et des dépenses monétaires, sans se préoccuper des coûts et de la qualité, permis grâce aux cours élevés des hydrocarbures, que des replâtrages juridiques avec une instabilité juridique qui décourage tout investisseur sérieux. A ti-

tre d'exemple pour ces dernières années : la nouvelle, l'Ordonnance n°2001-04 du 20 août 2001 relative à l'organisation, la gestion et la privatisation des entreprises publiques économiques ; l'Ordonnance n°01-03 du 20 août 2001 relative au « développement de l'investissement et le Décret exécutif n°01-253 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil des participations de l'Etat, placé sous l'autorité du Chef du gouvernement, qui en assure la présidence ; du Décret exécutif du 9 octobre 2006 relatif aux attributions, à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil de l'investissement (CNI), prévu par l'Ordonnance du 20 août 2001, qui stipule dans son article 19 que le Conseil, présidé par le Chef du gouvernement, chargé notamment de proposer la stratégie et les priorités pour le développement de l'investissement ; de l'Ordonnance n°06-08 du 15 juillet 2006 modifiant et complétant l'Ordonnance du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement (JORA n°047 du 19 juillet 2006) et de la création de l'Agence nationale du développement de l'investissement ANDI, qui est un établissement public à caractère administratif (EPA), au service des investisseurs nationaux et étrangers, et enfin le dispositif de soutien à l'emploi de jeunes par l'ANSEJ (Ordonnance n°96-31 du 30 décembre 1996 portant loi des finances pour 1997).

Concernant l'épineux problème du foncier destiné à l'investissement, le dispositif, mis en place le 23 avril 2007, qui se proposait de mettre fin à la confusion, la complexité et l'opacité, qui a nourri la méfiance et le désarroi des demandeurs d'assiettes foncières, vient, à son tour, de subir un toilettage à travers l'Ordonnance du 1er septembre 2008 relative à la concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat.

De cette situation, il est utile de rappeler que de l'indépendance politique à nos jours, l'économie algérienne a connu différentes formes d'organisation des entreprises publiques. Avant 1965, la forme d'autogestion était privilégiée ; de 1965 à 1980, nous avions de grandes sociétés nationales et de 1980 à 1988, nous assistons à une première restructuration découpant les grandes sociétés nationales. Comme conséquence de la crise de 1986 qui a vu le cours du pétrole s'effondrer, des réformes timides sont entamées en 1988 : l'Etat crée 8 fonds de participation qui étaient chargés de gérer les portefeuilles de l'Etat. Comme conséquence de la cessation de paiement en 1994 (avec le rééchelonnement) en 1996, l'Etat crée 11 holdings en plus des 5 régionaux avec un Conseil national des privatisations ; en 2000, nous assistons à leur fusion en 5 méga-holdings et la suppression du Conseil national des privatisations ; en 2001, nouvelle organisation et l'on crée 28 sociétés de gestion des participations de l'Etat (SGP).

A suivre

\* Professeur d'université en management stratégique (Economiste - Algérie)



## MÉDÉA

Des routes dégradées  
et des recommandations

Raban Benaouda

« C'est devenu aujourd'hui une évidence que nul ne peut nier : les routes communales, sur le territoire de la wilaya de Médéa, se portent très mal. Leur prise en charge est devenue, par voie de conséquence, d'une urgence extrême. Une situation à laquelle échappent quelque peu les routes nationales et départementales composant le réseau routier de la wilaya de Médéa ».

Ainsi a été la conclusion à laquelle est arrivée la commission de l'APW de Médéa, chargée de l'équipement et de l'aménagement du territoire à l'issue des nombreuses sorties de ses membres sur le terrain. Des sorties d'inspection desquelles a découlé un rapport, un véritable état des lieux, fait sans complaisance et avec une grande responsabilité. Un rapport qui a été présenté lors de la deuxième session ordinaire de l'APW de Médéa, pour cette année 2009, qui s'est tenue le 30 juin et 1er juillet derniers et dans le préambule duquel l'on pouvait lire notamment : «Caractérisée par des reliefs montagneux, et accidentés, particulièrement dans sa partie nord, la wilaya de Médéa fait face à de nombreuses difficultés qui constituent un handicap sérieux pour mener à bien les différents programmes de réalisation et

d'entretien des routes nationales, départementales et, avec davantage d'acuité, communales. Un réseau routier d'une longueur totale de 3.992 km. Ceci malgré les gros efforts consentis par les responsables directement concernés, les services de la direction des Travaux publics (DTP) en l'occurrence, ainsi que par les autorités locales, avec, à leur tête, M. le wali, qui font de ce secteur sensible, névralgique et stratégique, une priorité absolue ».

Enumérant ces difficultés, le rapport en question cite notamment «l'insuffisance des moyens de réalisation, plus particulièrement en ce qui concerne les entreprises qualifiées et les bureaux d'études». Abordant l'état de dégradation que connaissent les routes à travers la wilaya de Médéa, ce rapport insiste surtout sur celles communales «qui est la conséquence directe de l'insuffisance des budgets à laquelle font face la grande majorité des 64 communes que compte la wilaya de Médéa». Comme autres difficultés ou causes ayant entraîné cette dégradation, le rapport cite «la mauvaise qualité des travaux, dans certains cas, et la multiplication du nombre de véhicules poids lourds ou encore l'insuffisance dans le nombre des équipes chargées de l'entretien des routes et dont la conséquence est la lenteur dans les opérations d'interventions en cas

de nécessité urgente». Une situation qui a amené cette commission de l'APW de Médéa, chargée de l'équipement et de l'aménagement du territoire, à faire part de pas moins de treize recommandations aussi importantes les unes que les autres. A commencer par «la nécessité de renforcer la création de carrières appelées à approvisionner les différentes stations d'enrobage», «la création indispensable d'unités intercommunales, chargées de l'entretien des routes, au niveau de chacune des 19 daïras que compte la wilaya de Médéa et la mise à leur disposition d'engins adéquats...».

Un rapport qui se termine par un appel pressant en direction des autorités locales concernées : «la commission mesure à leur juste valeur tous les efforts consentis jusque-là, pour le développement de ce secteur combien sensible et stratégique pour un décollage socio-économique réel de la wilaya de Médéa.

Des efforts appelés à être soutenus et renforcés pour pouvoir mettre notre wilaya au diapason des grandes wilayas du pays qui disposent aujourd'hui de routes spacieuses et de qualité, une des conditions premières pour une circulation routière des plus sécurisées et des échanges socio-économiques intercommunaux et inter-wilayas des plus bénéfiques».

## AÏN DEFLA

## Aides au petit élevage

M. N.

Parmi les nombreuses manifestations organisées dans le cadre des festivités du 5 Juillet, a figuré une cérémonie qui a fait la joie parmi les agriculteurs.

En effet, 864 petits éleveurs figurant dans les différents périmètres du Plan de développement rural intégré (PPDRI) ont reçu les décisions d'octroi de modules d'élevage bovin, ovin, caprins et apicole, décision remise par le directeur de l'exécutif, Achour Merzrak, et de Ahmed Abdallah, Conservateur des forêts, qui, lui, est un charge du pilotage de ces PPDRI. La cérémonie de distribution des décisions d'attribution a eu lieu à Arrib dans la daïra d'El-Amra, à la ferme pilote Zeraoula en présence du P/APC de Arrib Ouferkir Mohammed Mou-

loud. L'opération est importante puisque parmi les 864 bénéficiaires de ces aides pour promouvoir le petit élevage en milieu rural, 480 éleveurs ont reçu chacun un module ovin comprenant 10 brebis et 2 béliers, soit 5.280 têtes. 248 éleveurs ont bénéficié chacun d'un module bovin comprenant 1 vache et 2 génisses.

S'agissant de l'élevage caprins, 16 modules ont été octroyés soit 176 sujets. Les apiculteurs ne sont pas en reste puisque 20 d'entre eux ont reçu en tout 209 ruches. La production du miel de la région proche des zones montagneuses et forestières est hautement appréciée.

La délégation officielle avait auparavant, après la cérémonie de recueillement au carré des Martyrs de Aïn Defla, inauguré une place publique à El-Amra et

une polyclinique à Mekhatria. La bibliothèque communale de Arrib flambant neuf a aussi reçu la visite de la délégation qui a procédé à son ouverture officielle.

A la salle omnisports de Aïn Defla a eu lieu la cérémonie de remises des prix au lauréat du championnat national des sports scolaires organisé pour la 4è fois consécutives ici par la direction de l'Education.

Notons aussi que la veille, le 4 juillet dans la soirée, à la maison de la Culture de Aïn Defla a eu lieu la remise des récompenses aux élèves ayant obtenus les meilleurs résultats scolaires à l'examen du BEF ceux qui ont obtenu plus de 18/20 de moyenne et aux élèves de 6è ayant obtenu entre 9 et 10 sur 10 et ce en présence des familles des élèves récompensés.

## GHARDAÏA

## Plus de 22 millions de DA de fraude fiscale

Un chiffre d'affaires dépassant les 22 millions de DA a été dissimulé au fisc durant le premier semestre 2009 à Ghardaïa, apprend-on lundi à la direction du Commerce. Cette pratique a été constatée en particulier chez les revendeurs de gros et de détail du ciment destiné à la construction, a expliqué le directeur du Commerce. Ce montant a été relevé au terme de 1.848 interventions effectuées durant la période considérée par les agents de la direction du Commerce constatant en particulier le défaut de facturation et autres pratiques prohibées visant à soustraire ce matériau à l'imposition fiscale, a-

il ajouté. A l'issue de ces interventions, 364 procès-verbaux ont été établis pour 7.73 infractions avec 10 propositions de fermeture de locaux commerciaux dont la plupart ne répondent pas aux conditions de pratique commerciale notamment défaut de registre de commerce, exercice de l'activité commerciale sans local et défaut de facturation et d'affichage. En matière de contrôle de la qualité et de répression de la fraude, 1.121 interventions ont été opérées durant la même période, qui se sont soldées par l'établissement de 95 procès-verbaux avec sept fermetures de locaux commerciaux et la saisie de pro-

duits alimentaires impropres à la consommation. Plus de 40 prélèvements d'échantillons aux fins d'analyses dans les laboratoires de contrôle de la qualité de Ghardaïa pour la microbiologie et Ouargla pour la physico-chimie ont été effectués durant la même période sur différents produits de large consommation, a indiqué le responsable. Par ailleurs, afin de préserver la santé des consommateurs notamment en cette période estivale, les brigades de contrôle de la qualité ont multiplié les interventions afin de veiller sur la propreté et l'hygiène dans les restaurants, les cafés, les crémeries et autres mini laiteries.

## TIZI OUZOU

Des prévisions de 78 millions  
de litres de lait

Une production de 78.600.000 litres de lait cru est attendue dans la wilaya de Tizi Ouzou, à la fin de l'année en cours, selon les prévisions de la direction des Services agricoles (DSA). Le lait de vache représente un volume de 78.482.000 litres de cette production, au mo-

ment où le reste est constitué de lait de brebis et de chèvre, a indiqué la même source, qui s'attend à la destination d'une quantité de 29.179.000 litres de cette production aux unités de transformation (fromageries et autres laiteries spécialisées dans la fabrication des dérivés du lait).

## M'SILA

Les sources thermales  
cherchent investissements

Les sources thermales des communes de Hammam Dhalaâ et M'Sila, réputées pour leur vertu thérapeutiques, offrent des atouts de valorisation dans une perspective de développement du tourisme de santé, affirme-t-on à la direction du Tourisme.

L'affluence des curistes malgré le manque de structures d'accueil vers la source de Hammam Dhalaâ et Hammam Belaïri (commune de M'Sila) plaide en faveur de la revalorisation de ces sites à même de constituer des sources de revenus non négligeables pour leurs communes respectives, souligne la même source. La source d'eau chaude de Hammam Dhalaâ jaillit dans une région densément boisée et enserrée entre les montagnes de Jedough et le mont Kef Laâssel. Non loin, coule l'Oued Loqmane alimenté par plusieurs sources. Convaincus de la valeur thérapeutique de cette eau, les habitants de la région notamment les personnes âgées viennent souvent s'y baigner pendant la saison chaude.

La source de Hammam Belaïribi jaillissant des entrailles de la terre avec un débit de 20 litres/seconde présente, quant à elle, une teneur élevée en soufre, très indiquée pour le traitement des problèmes des

arthrites, de l'épiderme et de nerfs, selon la direction du Tourisme. Situé à proximité de l'Oued Ksob non loin du vaste plan d'eau du barrage du même nom, dans un décor verdoyant, le site offre d'importants atouts pour le développement d'un tourisme de santé et de villégiature, est-il noté. Dans la commune de Hammam Dhalaâ, un vieux bain appartenant à des particuliers exploite traditionnellement une des sources de la région et accueille durant la belle saison pas moins de 200 curistes/jour, souligne-t-on de même source. Les autres sources de la région demeurent totalement inexploitées faute d'investissements valorisants.

Propriété de la commune de M'Sila, Hammam Belaïbi reçoit en été plus de 500 visiteurs jour. «Aucune approche prospective» sur le développement de la vocation de ce site n'a été développée à ce jour, soulignent les responsables de cette commune qui notent que le caractère accidenté du site exigerait la mobilisation d'importants investissements.

En attendant des jours meilleurs, Hammam Belaïbi demeure en période d'été un lieu d'évasion propice pour les jeunes qui viennent se rafraîchir dans ses eaux.

## BOUIRA

Des projets  
pour les communes

La célébration, dimanche, du 47è anniversaire de la Fête de la jeunesse et de l'indépendance a donné lieu à l'inauguration de nombreux projets d'intérêt général dans les communes de Aïn Bessam et Taghzout de Bouira.

Les autorités locales ont procédé à l'occasion à la distribution de 98 locaux commerciaux à des jeunes de la commune de Taghzout, au

moment où un marché de proximité a été ouvert à Aïn Bessam, suite au réaménagement et réfection de 22 locaux commerciaux au niveau de l'ex-Souk El-Fellah de cette localité. Parallèlement, une fresque murale commémorant le souvenir du chef de la résistance populaire, Cheikh El-Mokrani, a été inaugurée à l'entrée du siège de la wilaya de Bouira.

## Horaires des prières pour Alger et ses environs

15 rajab 1430

El Fedjr  
03h47Dohr  
12h53Assar  
16h44Maghreb  
20h12Icha  
21h51

## GUELMA

### La «corbeille du bonheur»

Menani Mohamed

Sous le haut patronage du wali de Guelma, la direction des Affaires religieuses a organisé hier, au stade Abda Ali de Guelma, une cérémonie célébrant un mariage collectif de 46 couples issus de couches sociales défavorisées. Les heureux élus ont été chaleureusement soutenus et portés sur une gigantesque lame de solidarité du mouvement citoyen spontané, enclenché depuis le mois de mai 2009 et ayant trouvé écho auprès des âmes charitables. Les gestes de bienfaisance se sont multipliés dans une continuelle ferveur pour permettre à ces jeunes couples de convoler en justes noces sous les attraits de la décence et dans la dignité. Des industriels, commerçants et autres mécènes de divers horizons ont contribué grassement à hono-

rer la «corbeille du bonheur» en dotations utiles allant du mouton de la fiesta à la bague de fiançailles, la robe et costume des mariés ou encore de divers effets d'ameublement, de literie et d'équipements électro-ménagers domestiques. En juillet 2008, les mêmes organisateurs avaient soutenu l'union de 16 couples dans une initiative spontanée et selon Mr Amrouche Messaoud, directeur des Affaires religieuses, : «Nous nous sommes enrichis de l'expérience de 2008, pour mieux élaborer cette nouvelle édition qui est richement fournie. L'initiative s'inscrit dans une ligne d'action humanitaire tendant à ancrer profondément l'esprit de solidarité au sein de la société, par des touches de compassion et de sentiments de fraternité selon les préceptes de notre religion islamique».

### Nouvelle route vers Annaba

Une nouvelle route reliant la ville de Annaba à la localité de Hammam Oued Ali (Guelma) via Nechmaya vient d'être ouverte dernièrement à la circulation, a-t-on indiqué lundi à la direction des Travaux publics (DTP). Longue de 55 km, cette voie de communication permet un gain de temps appréciable pour les automobilistes qui peuvent désormais atteindre Hammam Oued Ali sans effectuer des détours à partir des villes de Guelma et d'Héliopolis, a précisé la même source. Accueillie aussi avec une grande satisfaction par les curistes habitués à se rendre à la station thermale de cette localité, cette nouvelle infrastructure permet également le désenclavement de plusieurs mechtas qui ont longtemps souffert d'isolement à l'exemple de Ouled Chiha et Djebel Bouzouine, a-t-on ajouté à la DTP.

Les habitants de ces hameaux ont d'ailleurs tenu à fêter cet événement en organisant, lundi, sur leurs propres deniers, en marge des

festivités célébrant le 47<sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance, une réception à laquelle ont assisté les autorités locales et les élus, a-t-on fait savoir. Cette occasion a été mise à profit par les responsables de la DTP qui ont rappelé les projets structurants prévus au bénéfice du secteur, dans la wilaya de Guelma, au titre du programme quinquennal 2009-2013.

Ces projets, qui vont nécessiter une première autorisation programme (AP) de l'ordre de plus de 24 millions de dinars, concernent le doublement des RN 21 et 16 reliant Guelma à l'autoroute Est-Ouest et de la RN 16 entre Guelma et Oued Zenati, ainsi que la réalisation de plus d'une dizaine d'ouvrages d'art (ponts, tunnels et échangeurs), a-t-on indiqué de même source. Plus de 290 km de routes nationales, 406 km de chemins de wilaya (CW), 1.309 km de chemins communaux (CC), ainsi que 94 ouvrages d'art composent le réseau routier de la wilaya.

## MILA

### D'autres infrastructures pour les jeunes

B. Bousselah

La 43<sup>ème</sup> commémoration de la Fête de l'Indépendance a été marquée notamment par la réalisation de nouvelles infrastructures de la jeunesse à Ferdjioua et ce, à l'occasion des festivités wilayaes de cette même fête.

Il s'agit, en effet, d'une salle omnisports de 500 places appelée à abriter les compétitions nationales de haut niveau. Ce joyau architectural a coûté 9,5 milliards de centimes et a nécessité un délai de 21 mois. Juste à côté, une auberge de jeunes de 50 places a été achevée et vient renforcer celles déjà existantes à Mila et Chelghoum Laïd. Le site devant abriter la piscine semi-olympique attendante a été, quant à lui, visité. Pour

ce nouveau village sportif, le 1<sup>er</sup> responsable de la wilaya a ordonné la délocalisation de la gare routière afin de réaliser une esplanade digne de ces édifices.

Poursuivant sa visite, la délégation officielle a inauguré le forage alimentant 1.022 habitants de la méchta Tarrassat ainsi qu'une stèle commémorant la bataille sanglante qui s'était déroulée en cet endroit. Une fontaine publique a été elle aussi inaugurée à côté de la stèle, pour permettre aux passagers de la RN 77 Ferdjioua-Sétif de se rafraîchir et se remémorer un passé douloureux et à la fois prometteur. L'agglomération de Ain El-Hamra, située à cinq kilomètres de Ferdjioua, vient d'être alimentée, quant à elle, en gaz de ville dans une ambiance de fête.

## JIJEL

### Un jeune meurt noyé

Un jeune estivant a trouvé la mort, vendredi après-midi, sur la plage dite «terre rouge» à l'entrée Est de la ville de Jijel, a-t-on appris lundi de la Protection civile. La victime, âgée de 29 ans et résidant à Ain El-Bey (Constantine), s'est noyée aux environs de 16 h 35, sur

cette plage surveillée et autorisée à la baignade, selon la même source. C'est la deuxième victime par noyade enregistrée sur les plages de la Corniche jijelienne depuis le début de la campagne de surveillance des plages, a précisé un responsable de la Protection civile.

## BATNA

### Mariage collectif à Boumia

Manaâ Mancerc

Lors d'une cérémonie de mariage collectif organisée à Boumia (40 km au nord-est de Batna), le wali de Batna, M. Bouazgui Abdelkader, a surpris l'assistance composée des députés, des sénateurs, des élus locaux de la wilaya, des membres de l'exécutif et des citoyens.

En effet, le 1<sup>er</sup> magistrat de la capitale des Aurès, prenant le micro après délivrance des actes de

mariages et d'enveloppes fermées aux heureux élus, a retiré de sa poche des billets de banque pour les remettre aux deux couples d'handicapés en guise de cadeaux, il a, par la suite, invité l'assistance à passer devant la table pour l'imiter. Interloquées par ce geste hautement solidaire de la part d'un homme d'Etat, toute l'assistance n'a pas hésité à suivre M. Bouazgui, qui veilla jusqu'au dernier sortant

des lieux. Les campagnards de la commune de Boumia ont apprécié ce geste «qui renseigne sur les vertus morales de cet homme fidèle aux traditions séculaires de solidarité des Algériens en général», déclare un sexagénaire. Quant aux festivités de la fête de l'Indépendance, elles ont comporté tout un programme allant de la remise des clefs, aux bénéficiaires de logements sociaux et d'inaugurations diverses.

### Quel enseignement ?



La «garantie de la qualité de l'enseignement supérieur» a constitué le thème central d'une journée d'étude régionale, tenue lundi, à l'Institut de recherche scientifique de l'université Hadj-Lakhdar de Batna. Organisée en présence des recteurs des universités de Batna, de Constantine, de Annaba, de Skikda et de Guelma, ainsi que de chercheurs spécialisés dans le système LMD (licence-master-doctorat) issus de plusieurs régions de l'Est du pays, cette rencontre est une «évaluation-étape» de la mise en oeuvre du LMD et des nouveaux concepts qu'il véhicule dans le cadre de la refonte de l'enseignement supérieur en Algérie, a indiqué M. Fares Boubakour, chef de la cellule «garantie de la qualité» à l'université de Batna.

M. Mohamed-El Hadi Latreche, vice-recteur de l'université Mentouri de Constantine, a considéré, pour sa part, que le concept «qualité», largement usité dans le domaine économique, est un «nouveau venu» dans le secteur de la recherche à laquelle

il permet, a-t-il souligné, «d'atteindre des objectifs scientifiques définis en fonction de normes internationales, qui restent toutefois adaptées à chaque société». Dans sa communication intitulée «la réforme LMD et l'étape de la qualité», cet universitaire s'est penché sur les règles régissant ce système dans les pays développés et sur l'impact de la mondialisation sur la qualité. Il a plaidé dans ce contexte pour «l'introduction de la culture de la qualité dans les établissements universitaires» avant d'insister sur la nécessité de créer des «cellules de suivi» à même de «soutenir la recherche scientifique et, partant, le système universitaire dans son ensemble».

De son côté, M. Tayeb Laskri, recteur de l'université Badji-Mokhtar de Annaba, a axé son intervention sur la phase «doctorat» du système LMD, rappelant qu'elle fait l'objet d'un projet ministériel relatif à la garantie de la qualité dans les rangs professoraux de l'université al-

gérienne. M. Laskri a évoqué, dans ce contexte, certaines dispositions relatives à cette phase et devant être appliquées «à partir de la prochaine saison universitaire» au niveau d'établissements ayant été «qualifiés» par le ministère de tutelle sur la base d'un cahier des charges. Pour cet universitaire, «LMD, c'est aussi Lisibilité, Mobilité et Démarche qualité». Le recteur de l'université Hadj-Lakhdar de Batna, M. Moussa Zireg, a souligné, en conclusion, que les échanges d'expériences entre les universités de l'Est du pays, en ce qui concerne le système LMD, ainsi que le débat autour des normes internationales liées à la qualité, figurent également parmi les objectifs de cette journée d'étude. Il a également rappelé que l'université de Batna, forte de 10 filières sur les 13 inscrites à l'échelle du pays pour le LMD, a adhéré à ce système «dès l'année universitaire 2005-2006, soit une année à peine après sa mise en application en Algérie».

## ILLIZI

### Une piscine à Djanet

Les structures juvéniles de la wilaya d'Illizi ont été consolidées par l'ouverture à Djanet d'une piscine semi-olympique à la satisfaction des jeunes de la région, apprend-on lundi de la direction de la Jeunesse et Sports (DJS) de la wilaya. S'inscrivant dans le cadre

du développement des structures juvéniles dans le grand Sud, ce nouvel acquis sportif vient combler le déficit accusé en la matière et satisfaire la demande des jeunes défavorisés, notamment ceux ne se permettant pas des séjours sur le littoral du pays, a indiqué le DJS de Illizi. Plus

ieurs associations se sont félicitées de l'ouverture de cette structure qui constitue un espace de récréation et de loisirs pour les jeunes et enfants de la région.

D'autres structures similaires devraient être ouvertes au profit des régions de Debdeb, Bordj Omar Idriss et In-Aménas, a indiqué le responsable, qui a fait part de la création, en perspective, d'une équipe de natation. Le DJS a indiqué que la piscine semi-olympique devrait accueillir, en fonction d'un programme, des adultes, des enfants. Pour la gent féminine, deux jours leur sont réservés, les vendredi et lundi.

## KHENCHELA

### 14 ambulances en renfort

Le parc roulant du secteur de la Santé et de la population a été renforcé, dans la wilaya de Khenchela, de quatorze ambulances, a indiqué lundi, un responsable du secteur. Six établissements hospitaliers de proximité en ont bénéficié, en l'occurrence le centre de santé de Tamza, la polyclinique de Metoussa, ainsi que la maternité et l'hôpital Ali-Boushaba du chef-lieu de wilaya, selon la même source.



## Affaire des 700 logements participatifs Sit-in devant le cabinet du wali

A. Mallem

Une centaine de souscripteurs aux 700 logements participatifs «du secteur de l'Education nationale» de la wilaya de Constantine ont tenu hier matin un sit-in devant le cabinet du wali. Constitués en majorité de femmes, ils se sont rassemblés de bon matin pour protester «contre l'attitude du promoteur à leur égard et attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur situation qui perdure depuis 2004». Ils ont expliqué que leur syndicat FNTE, ainsi que la FNPOS, «se sont retirés du projet et du montage financier des logements participatifs F3 en les laissant seuls face au promoteur immobilier et aux banques. Ce qui a fragilisé leur situation vis-à-vis de ces institutions financières pour l'obtention des crédits indispensables». Pour rappel, ce projet qui rentre dans le cadre du programme du président de la République, a été initié au cours de la saison 2003/2004 par la FNTE, avec la collaboration du ministère de l'Education nationale et du ministère de l'Habitat, et sa réalisation a été confiée à un promoteur local. Les trois personnes désignés par les protestataires pour rencontrer le wali ou son chef de cabinet afin de remettre leurs doléances n'ont pu accéder qu'au secrétariat du cabinet, où ils ont été invités à rédiger une requête qu'ils déposeront au bureau d'ordre. Dépité, l'un des trois délégués, M. Gana, nous déclara: «Puisqu'il en est ainsi, nous allons rédiger également une lettre ouverte au président de la République ainsi qu'un rapport au ministre de l'Habitat, et nous envisageons même de nous déplacer à Alger pour tenir des sit-in là où il faut, et ce jusqu'à l'obtention de nos droits». Un autre souscripteur intervient pour préciser que le sit-in d'aujourd'hui se répétera chaque semaine.

«Au cours de la dernière réunion au bureau du directeur du logement

en présence du promoteur M. Nasri, ajoute Mme Benzai Sihem, nous nous sommes mis d'accord avec ce dernier sur plusieurs points. Malheureusement, il n'a pas tenu ses engagements envers les souscripteurs». D'autres signalent que le promoteur leur avait promis pourtant qu'ils entreraient en possession de leurs logements avant le Ramadhan prochain. «Mais ce que nous constatons aujourd'hui, ajoute un souscripteur, est que le délai de réalisation est dépassé de 30 mois, que le prix du logement a été revu à la hausse, que le promoteur refuse de nous fixer le nouveau prix et le délai de remise des clés, et, surtout, il refuse de faire le tirage au sort et d'établir les contrats individuels. Enfin, et pour finir, il a fermé toute porte au dialogue en nous conseillant de nous adresser à la justice!». En plus de cela, les souscripteurs ont déversé leur colère contre la FNTE à laquelle ils reprochent vivement de ne pas les avoir avertis à temps de son retrait du projet en 2006, ce qui leur fait perdre de précieux atouts et des crédits FNPOS et notamment les 31 millions octroyés par les oeuvres sociales. Cette éventualité n'étant plus de mise à l'heure actuelle puisque, ont-ils indiqué, les oeuvres sociales de leur syndicat sont gelées à cause d'une affaire en cours au niveau de la justice. «Mais dans l'affaire qui nous réunit aujourd'hui, conclut M. Gana, nous estimons que le wali, le premier concerné par ce programme, devrait obliger le promoteur à respecter ses engagements vis-à-vis des souscripteurs. Quant à nous, je vous garantis que nous allons continuer les sit-in et durcir notre mouvement tout en le confinant dans le cadre strict de la loi, et ce jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée et que nous entrerions en possession des logements que nous attendons avec impatience depuis plus de cinq ans!».

## AADL Des souscripteurs qui attendent depuis 2001

A. Zerzouri

Las d'attendre les clés de leurs appartements, les représentants des 188 souscripteurs aux logements AADL relevant du «programme 2001», qui en compte au total 2.500 logements, ont pris d'assaut hier matin le siège régional de l'AADL, sis à Sidi Mabrouk. Impatients d'occuper leurs logements et «sortir du calvaire de la sous-location chez le privé», comme se lamentaient certains concernés, la trentaine de représentants des souscripteurs en question, qui a investi hier les bureaux de la direction régionale, ne souhaitait pas plus que de mettre fin à cette longue attente. «Nous sommes les tout derniers bénéficiaires du programme 2001 qui n'ont pas encore rejoint leur nouveau quartier, et nos craintes de voir notre souffrance se prolonger davantage nous met à bout de nerfs», soutient-on. «Aussi, n'a-t-on pas manqué de souligner que la saison estivale est une période propice aux déménagements, vu la stabilité des ménages, et l'opportunité offerte pour les inscriptions scolaires des enfants devrait inciter les responsables à nous attribuer nos logements au cours de cet intervalle des vacances».

Les esprits chauffaient par cette journée caniculaire, mais l'espoir prend le dessus et apaise la tension, notamment lorsque le directeur régional recevra deux représentants dans son bureau. A l'issue d'une entrevue de près de trente minutes, les deux représentants en question relateront les détails de leur rencontre avec le res-

pensable de l'AADL, dont les arguments ont été accueillis avec scepticisme, et ce malgré toute leur clarté. «Difficile de faire confiance aux dires de l'administration», lancera un futur locataire. En tout cas, le directeur régional de l'AADL, M. Bahi Lazhar, nous apprendra que le retard accusé par la réception de ces 188 logements est «purement technique». La réalisation de ce projet a été au départ confiée à l'entreprise GECCO, mais celle-ci sera dans l'incapacité de l'achever, et les travaux lui seront retirés pour non respect du cahier de charges, pour être de nouveau confiés à 5 entreprises privées, qui en multipliant la cadence ont réussi à accomplir leur mission avant les délais requis, nous a assuré notre interlocuteur. Ajoutant que «cette procédure administrative, résumée en quelques simples mots, prend dans la réalité beaucoup de temps pour sa concrétisation, car la réglementation exige de suivre une voie précise, celle des avis d'appels et ce qui s'ensuit».

Les travaux sont donc achevés, qu'est-ce qui retarde alors la remise des clés aux bénéficiaires ? «Il ne manque plus que le raccordement au gaz et à l'électricité», nous avouera-t-on. Le terrain est ainsi cédé à la Sonelgaz... l'ultimatum du ministre de l'Habitat «qui ne voudrait plus entendre parler de ce programme 2001 au-delà du 25 juillet prochain», selon une récente déclaration de M. Noureddine Moussa, sera-t-il entendu ? Cela ferait la joie de ces familles qui espèrent passer le prochain Ramadhan «chez eux».

## Le Panaf à Constantine

Dans le cadre du festival panafricain qui se déroule actuellement à Alger, le théâtre de verdure situé à Aïn El-Bey abritera aujourd'hui à partir de 20 heures une soirée musicale qui sera animée avec trois grands artistes nationaux. On annonce en effet des tours de chants de l'Oranaise Chebba Zehouania, des chanteurs algérois Mohamed Lamari et Ait Ahmed, ainsi que le Sétifien Samir Staïfi. A noter que selon les indications de la direction de wilaya ces artistes donneront au préalable une conférence de presse dans les locaux de l'hôtel Cirta, vers 15 heures.

## Foire du shopping, c'est parti !

La «foire du shopping» a été inauguré avant-hier lundi à 15 heures. Une foule impressionnante de visiteurs s'est ruée à l'intérieur des locaux de l'ancienne «Enaditex», où régnait d'ailleurs une forte chaleur. Les stands mis en place offraient toute une variété de marchandises, d'appareils électroniques, de tapis et une autre foule de produits, y compris ceux de l'artisanat local. A noter que cette foire commerciale est prévue jusqu'au 21 juillet. Elle se terminera donc un mois avant le mois du Ramadhan et permettra sans aucun doute aux citoyens de faire emplette de beaucoup de choses, à des prix compétitifs, selon les organisateurs.

## Les lauréats de l'éducation à l'honneur

La direction de l'Education nationale de la wilaya de Constantine organise le 13 juillet prochain une cérémonie de récompense aux meilleurs élèves qui ont brillamment réussi aux examens de fin d'année. Cette rencontre, prévue dans les locaux du palais de la culture Malek Hadad, à partir de 16 heures, rassemblera, outre les autorités locales et les responsables de l'Education nationale, des élèves qui ont réussi leurs examens de passage en cinquième année, en première année moyenne, ainsi que ceux qui ont décroché leurs diplômes (brevet d'enseignement moyen et baccalauréat).

## Un nouveau SG pour le SNAPAP

Les travailleurs affiliés au Syndicat national des travailleurs du personnel de l'administration publique (SNAPAP) se sont rencontrés lundi après-midi pour élire, au cours d'une assemblée générale, le nouveau secrétaire général de la wilaya de Constantine. Selon le communiqué de ce syndicat, ce sont donc 368 travailleurs qui ont assisté à cet événement et qui après le vote ont désigné M. Baabah Larbi comme secrétaire général pour un mandat de cinq ans.

A. C.

## Enquête sur le parking à étages

A. El Abci

Le projet budgétivore, qui a déjà coûté 60 milliards de centimes selon certaines estimations, relatif à la réalisation du parking à étages de la rue Zamouche à Bab El-Kantara, a incité les élus de l'APW lors de leur dernière session à mettre sur pied une commission d'enquête pour connaître les motifs exacts des retards inimaginables que connaît l'ouvrage. «La commission composée de quatre membres aura pour mission d'éplucher le dossier depuis le début des travaux et passer en revue tous les aspects derrière les nombreuses annonces de lancement, mais finalement à chaque fois démenties ou objets de reports incompréhensibles, accompagnées bien sûr d'inévitables réévaluations», nous déclare un élu de l'assemblée populaire.

D'ailleurs et pour toutes ces raisons, la plupart des citoyens n'y croient plus et évitent même d'en parler ou d'en évoquer les différentes péripéties, «tellement les carences et insuffisances, condamnant le parking à un surplace, sont ressenties comme une honte, qui nous éclabousse aussi», avouent certains d'entre eux. Et d'ajouter «pourtant la ville des ponts, compte tenu de sa topographie particulière car édifée sur un rocher gênant toute expansion ainsi que de

l'exiguïté de ses rues, avait bien besoin de ce parking à étages».

L'impressionnant flot de voitures, qui envahissent quotidiennement les différentes artères de la ville dès le matin et jusqu'à tard le soir, font que «la circulation surtout au centre-ville est devenue chaque jour plus problématique et une éprouvante gymnastique à réussir», font remarquer des automobilistes. Aussi l'espoir qu'avait suscité au temps de son lancement le projet du parking était grand et ce, en raison autant de ses capacités (plus de 500 véhicules) qu'à sa formule de construction en étages, dont les superficies gagnées ainsi ne sont pas le moindre des avantages pour une ville qui en manque affreusement, précise-t-on.

«L'autre intérêt que présente le parking à étages, une fois réalisé, et qu'attendent les autorités locales, est relatif à la possibilité de rendre la circulation à double sens dans certaines rues qui le sont actuellement à sens unique, tel le cas de la rue Larbi Benm'hidi», souligne-t-on. Chose qui ne viendrait même pas à l'esprit, avant la fin des travaux et la réception de l'ouvrage. «Réception qui au demeurant a été promise pour décembre prochain par le président de l'APC et ce, dans son allocution devant la plénière de la session ordinaire de l'APW du 30 juin écoulé», affirme-t-on.

## 274 hectares de céréales dévorés par les flammes

Si pour l'instant les forêts de la région de Constantine ont été épargnées par les incendies, ce n'est pas le cas des champs de céréales ainsi que des arbres fruitiers et même les ruches d'abeilles. Ainsi, selon la protection civile, ce sont 274 hectares de céréales, 5.711 bottes de foin, 268 arbres fruitiers et 8 ruches d'abeilles qui ont été dévorés par les flammes durant le mois de juin dernier. Ces incendies, qui ont touché toutes les daïras de la wilaya, ont nécessité une trentaine d'interventions des pompiers pour leur extinction. Le bilan établi précise que c'est la daïra d'El-Khroub qui a été la plus touchée par les incendies qui se sont déclarés à 12 reprises durant le mois. Viennent ensuite celles de Hamma Bouziane (7), Constantine (4), Zighoud Youcef (3), Ibn Ziad et Aïn Abid avec respectivement deux et un incendies. A noter que tous ces incendies ont éclaté en période de chaleur intense, c'est-à-dire à partir de 11 heures.

Selon les premières conclusions données par la protection civile, et bien que les enquêtes diligentées par les brigades de

gendarmerie nationale concernées, la plupart des départs de flammes ont pour origine des étincelles sorties des tuyaux d'échappement des moissonneuses-batteuses qui procèdent à la moisson. Pourtant, dit-on aussi bien du côté de la protection civile que des services de la conservation des forêts ou encore de la direction de l'agriculture, dès le début de la campagne des moissons, des équipes mixtes ont sillonné la région pour justement mettre en garde les agriculteurs et les sensibiliser, en leur expliquant dans les détails les mesures de sécurité à prendre pour éviter des incendies de récoltes.

Ainsi, les étincelles sorties des tuyaux d'échappement des moissonneuses devraient être évitées si les tuyaux d'échappement des engins avaient été vérifiés, comme cela a été préconisé par les équipes. Il en a été de même en ce qui concerne l'incendie volontaire causé par quelques fellahs, qui n'hésitent pas à mettre le feu dans des champs moissonnés pour, dit-on, des raisons de fertilité de la terre.

A. C.

## Un gardien de parking condamné à sept ans de prison

Condamné une première fois à 5 ans de prison ferme pour «tentative d'assassinat, coups et blessures volontaires, et détention de psychotropes», l'accusé qui a comparu hier encore devant le tribunal criminel après la cassation du premier verdict, écoperait cette fois-ci de 7 ans de prison ferme, alors que l'avocat général avait requis contre lui 20 ans de réclusion criminelle.

Les faits de cette affaire remontent à la nuit du 27 février 2005, lorsqu'une violente rixe mettra aux prises l'accusé et la victime, à cause du stationnement d'un véhicule devant la demeure de cette dernière. L'accusé, gardien d'un parking à la cité des Martyrs, orientera un automobiliste pour le stationnement de son véhicule devant la résidence de la victime, mais cette dernière s'opposera à la manoeuvre et ne manquera pas de verser sa colère contre l'accusé. Après un accrochage verbal, les choses dégénèrent assez vite vers la violence. L'accusé s'armera d'une bombe lacrymogène et d'une épée avec laquelle

le il frappera la victime à la tête. Grave-ment atteinte, cette dernière sera gardée 9 jours à l'hôpital et le médecin légiste lui accordera 40 jours d'incapacité de travail.

Laissé en liberté provisoire, l'accusé s'accrochera encore le 11 mars 2008 avec une autre personne membre de la famille de la victime, et là aussi il usera de son couteau, blessant cette personne au ventre. C'est à l'issue de cette deuxième bagarre que l'accusé sera arrêté, difficilement, par les services de sécurité, qui trouveront en sa possession deux flacons de «Rivotril». Il clamera devant le tribunal qu'il s'est défendu dans les deux cas face à ses agresseurs et que le médicament «Rivotril» trouvé en sa possession lui a été prescrit par le médecin à cause de son état de santé (épileptique). Au bout de ses délibérations, le tribunal criminel retiendra les charges retenues contre l'accusé, tout en accordant à sa faveur les circonstances atténuantes, et le condamnera à 7 ans de prison ferme.

A. Z.

### ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Bara Habiba, 44 ans, CHU

Benmendi Meriem, 23 ans, CHU

Aïssaoui Dahbia, 85 ans, cité El-Guemas

Khetatba Kaddour, 58 ans, CHU

### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

15 rajab 1430				
El Fedjr 03h35	Dohr 12h39	Assar 16h29	Maghreb 19h57	Icha 21h35





La nouvelle  
**Classe C**  
C 220 CDI 170CV

**A partir de :**

Prix Licence :

**2 800 000 DA**

Prix TTC :

**3 966 000 DA**



**Garantie 2 ans Km illimité**

**Mercedes-Benz**

**SARL GMS**  
Représentant Exclusif  
Mercedes-Benz VP/VUL  
contact@mbalgerie.com

**ALGER**  
Tél : 021910311 à 13  
GSM : 0770861616  
Fax: 021910342/10  
www.mbalgerie.com

**BLIDA**  
Z.I. Ben Boulaid  
Route de Beni Tamou  
Tél : 025360037/38  
Fax: 025360039

**ORAN**  
Zone des Shows Room  
N° 4 Autoroute aéroport  
Es senia Oran  
Tél : 0770861616

**Tlemcen**  
Garage du Maghreb  
Tél : 043205046  
043206546  
Fax: 043205832

**S.A.V.**  
Tél : 021910309  
**Service P.D.R.**  
Tél : 021918847  
Fax: 021918849

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère des Ressources en Eau  
Agence nationale des barrages et transferts

**Avis d'annulation  
de l'Avis d'Attribution Provisoire  
du Marché**

L'Agence Nationale des Barrages et Transferts, porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national et international restreint du 25/07/2007, paru dans les quotidiens: «El Moudjahid» et «El Massa», relatif à l'assistance technique et la surveillance des travaux de construction des ouvrages du projet d'Alimentation en Eau Potable des centres urbains situés sur les axes Koudiat Acerdoune - Aïn El Hadjel, Boughzoul - Ouadhias, à partir du Barrage de Koudiat Acerdoune - lots N° 02 et 03 «Wilayas de Bouira, M'sila et Médéa», que l'avis d'attribution provisoire du marché paru dans les journaux Enahar le: 21/04/2008 et El-Moudjahid le: 22/04/2008 est annulé, et ce conformément à l'article 15.2 de l'instruction aux soumissionnaires.

ANEP N° 770748 - 08/07/2009

People's Democratic Republic of Algeria  
Ministry of Water Resources  
National Agency of Dams and Water Transfers

**Cancellation notice  
of provisional contracts allotments  
notification**

The National Agency of Dams and Water transfers inform the bidders who participated in the national and international limited call for tenders of the 25/07/2007, published on national newspapers: «EL MOUDJAHID» and «EL MASSA», relative to the technical assistance and supervision of construction works on the project of supplying urban centres located on the axes of Koudiat Acerdoune - Aïn El Hdjel, Boughzoul - Ouadhias, by drinking water from the dam of Koudiat Acerdoune - Lot N° 02 and 03 «situated in the Wilayas of BOUIRA, M'SILA, and MEDEA, that the notice of provisional award of contract published on the newspapers ENAHAR of the 21/04/2008 and EL MOUDJAHID of the 22/04/2008 is cancelled in accordance with Article 15.2 of the Instruction to Bidders.

ANEP N° 770748 - 08/07/2009



# Proxi mité

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information  
D'ORAN

Oran

P. 16, 17 & 18

La terre a tremblé  
à Relizane

La terre a tremblé pour la 4e fois à Relizane depuis le début de l'année et c'est la zone de Ammi Moussa qui a été hier, vers 5h40, l'épicentre d'une secousse de moyenne magnitude (4,1 sur l'échelle de Richter), plongeant ses habitants dans une grande panique.

Des dizaines d'entre eux ont quitté leurs foyers, occupant les rues à une heure matinale. Plus de peur que de mal. Une peur née surtout des secousses à répétition vécues par les citoyens à travers différentes localités de la wilaya, H'madna, Sidi M'hamed Benaouda, Belhacel et Ammi Moussa, en quelques mois seulement. D'autant plus que les magnitudes montent crescendo, de 3,4 pour la plus faible à 4,6 pour la plus forte. Hormis les rapports des médias, radio et presse écrite, les citoyens n'ont pas eu droit à des informations scientifiques précises pouvant plus ou moins les rassurer ou les préparer à un tremblement de terre ou à des simulations, à l'instar de ce qui se fait pour les séismes ou toute autre catastrophe naturelle dans les pays développés.

B.D.B.

Faux permis  
de conduire,  
trois arrestations

LNG 16

Oran peut-elle  
changer  
de visage en  
quelques mois ?

Plages

A Ain Franine,  
c'est encore  
possible !

P. 19

Tlemcen

La carte à puce  
bientôt dans les  
stations d'essence

P. 19

El-Bayadh

Des viandes rouges  
et des oeufs saisis

P. 19

Tiaret

Le congé suspendu  
pour le personnel  
de la santé

P. 19

Sour

Des enfants circoncis  
et du matériel  
pour les handicapés

## TRANSPORT EN COMMUN

### Les bus vont changer d'itinéraire

P. 17



Dans le cadre de l'application du nouveau plan de déviation élaboré en fonction des travaux, actuellement en cours à Oran, les itinéraires de plusieurs lignes de transport urbain seront modifiés.

### Du nouveau à l'hôpital de Canastel

P. 17



L'ouverture des urgences chirurgicales et l'introduction de la technique coelioendoscopie chirurgicale chez l'enfant sont les nouveaux services qui seront assurés à l'hôpital de Canastel, spécialisé en pédiatrie.

## RÉSULTATS DU BAC SAMEDI

### L'angoisse, le stress et les prières

P. 16



Plus que quelques jours et les résultats seront affichés. Une délivrance après près de trois semaines d'attente et d'angoisse à espérer être parmi les lauréats du baccalauréat cuvée 2009. Cinq jours d'épreuves écrites mais également de stress, de coups de gueule et du flirt avec la déprime totale, et puis plus rien.





ORAN / ALICANTE	
VE 10- 10h00	VE 10 -18h00
SA 11- 10h00	SA 11 -18h00
DI 12- 10h00	DI 12 -18h00
ALICANTE / ORAN	
MA 07- 19h00	ME 08 -07h00
JE 09- 19h00	VE 10 -07h00
VE 10- 22h00	SA 11 -07h00
ORAN / MARSEILLE	
ME 08- 12h00	JE 09 -13h00
MARSEILLE / ORAN	
SA 11- 12h00	DI 12 -11h00

## TRAINS

### ORAN - ALGER

Départ	Arrivée
06h35	11h43
07h45	12h15
12h30	18h08
15h00	19h30

### ALGER - ORAN

06h30	11h50
07h45	12h15
12h30	17h48
15h00	19h30

### ORAN - SIDI BEL ABBES

17h10	18h27
-------	-------

### SIDI BEL ABBES - ORAN

05h50	07h08
-------	-------

### ORAN - TLEMCCEN

08h00	09h50
12h45	14h35
18h00	19h50

### TLEMCCEN - ORAN

05h40	07h30
10h10	12h00
15h00	16h50

### ORAN - MAGHNIA

12h45	16h24
16h40	20h19

### MAGHNIA - ORAN

04h30	08h09
16h40	20h20

### TLEMCCEN - MAGHNIA

17h00	18h10
-------	-------

### MAGHNIA - TLEMCCEN

06h00	07h07
-------	-------

### ORAN - CHLEF

10h45	12h51
16h10	18h18

### CHLEF - ORAN

06h00	08h08
13h45	15h53

### ORAN - RELIZANE

16h50	18h38
-------	-------

### RELIZANE - ORAN

05h45	07h39
-------	-------

### ORAN - TÉMOUCHENT

13h30	14h31
17h02	18h03

### TÉMOUCHENT - ORAN

06h15	07h15
15h05	16h05

## TÉLÉPHONES UTILES ORAN

<b>Ass.des consommateurs:</b>	<b>041 29 65 59</b>
<b>Algérie Télécom:</b>	<b>-Dérangements: 12</b>
	<b>-Renseignements: 19</b>
<b>Hôpital d'Oran:</b>	<b>041 41 39 26</b>
	<b>041 41 39 28</b>
<b>Hôpital d'El Mohgoun:</b>	<b>041 47 89 53</b>
	<b>041 47 89 54</b>
	<b>041 47 89 34</b>
<b>SAMU:</b>	<b>041 40 31 31</b>
<b>Protection civile:</b>	<b>041 41 34 00/05</b>
	<b>14</b>
<b>Sûreté de wilaya:</b>	<b>041 32 44 70</b>
<b>Police secours:</b>	<b>17</b>
<b>Télégraphe:</b>	<b>13</b>
<b>Gendarmerie Nationale:</b>	<b>041 40 22 92</b>
<b>Aéroport d'Oran:</b>	<b>041 51 11 53</b>
	<b>041 59 10 31/40</b>
<b>Air Algérie:</b>	<b>041 42 72 05/06/07</b>
<b>Sonelgaz:</b>	<b>041 35 30 60</b>
	<b>041 35 30 71</b>
<b>Gare ferroviaire:</b>	<b>041 40 15 02</b>
<b>SEOR:</b>	<b>041 35 50 40</b>
	<b>041 53 04 42</b>
<b>Djezzy:</b>	<b>777</b>
<b>Mobilis:</b>	<b>505</b>
<b>Nedjma:</b>	<b>333</b>
<b>Taxi Aziz services:</b>	<b>015.540.540</b>
	<b>041.41.76.59/60</b>
<b>Ali Taxi</b>	<b>041.34.63.64</b>
	<b>041.34.59.01</b>
	<b>0555.05.55.95</b>
	<b>0555.05.55.94</b>

## TÉLÉPHONES UTILES ALGER

<b>Air Algérie:</b>	<b>021.50.94.98</b>
	<b>021.50.92.34</b>
<b>Air France:</b>	<b>021.73.16.10</b>
	<b>021.70.27.20</b>
	<b>021.98.04.04</b>
	<b>www.airfrance.dz</b>
<b>Aigle Azur:</b>	<b>021.50.91.91</b>
<b>Gare routière:</b>	<b>021.49.71.51 à 54</b>
<b>SAMU:</b>	<b>021.23.50.50</b>
<b>Urgences Médicales:</b>	<b>115</b>
<b>Sûreté de la Wilaya:</b>	<b>021.73.53.50</b>
<b>Gendarmerie:</b>	<b>021.76.41.97</b>
<b>Centre antipoison:</b>	<b>021.96.49.43</b>
<b>Dépannage Gaz:</b>	<b>021.68.44.00</b>
<b>Dépannage Electricité:</b>	<b>021.15.20.23</b>
<b>Protection Civile:</b>	<b>021.71.14.11</b>

## TÉLÉPHONES UTILES CONSTANTINE

<b>ASS. des consommateurs:</b>	<b>031.96.47.65</b>
<b>Algérie Télécom:</b>	<b>- Dérangements: 12</b>
	<b>- Renseignements:19</b>
<b>Hôpital:</b>	<b>031.92.49.16</b>
	<b>031.64.29.72</b>
<b>SAMU:</b>	<b>031.64.12.12</b>
	<b>13.13 / 14.14</b>
<b>Protection civile:</b>	<b>031.66.97.56</b>
	<b>031.92.14.14</b>
	<b>14</b>
<b>Sûreté de wilaya:</b>	<b>031.92.64.81</b>
<b>Police-Secours:</b>	<b>17</b>
<b>Gendarmerie :</b>	<b>031.92.64.71</b>
	<b>031.92.80.36 / 26</b>
<b>Aéroport:</b>	<b>031.81.01.01 / 09</b>
<b>Air Algérie:</b>	<b>031.92.70.70</b>
	<b>031.93.14.81</b>
<b>Réservation:</b>	<b>031.93.23.13/56</b>
<b>Wilaya:</b>	<b>031.92.92.20</b>
	<b>031.92.79.01</b>
<b>Sonelgaz:</b>	<b>031.94.02.47/48</b>
<b>L'Agence des eaux:</b>	<b>031.82.36.69</b>
	<b>031.82.38.50</b>
<b>Gare ferroviaire:</b>	<b>031.64.19.88</b>

## AIR ALGÉRIE

Destination	Départs/arrivées	Type
<b>Jeudi</b>		
Oran - Alger	07h00 - 08h00	B738
Oran - Alger	10h45 - 12h00	ATR
Oran - Alger	12h45 - 14h00	ATR
Oran - Alger	14h45 - 16h00	ATR
Oran - Alger	16h45 - 16h15	ATR
Oran - Alger	16h45 - 17h45	ATR
Oran - Alger	16h45 - 18h00	ATR
Oran - Timimoun	14h45 - 17h10	ATR
Oran - H. Massaoud	07h30 - 09h30	ATR
Oran - Ghardaïa	12h45 - 16h45	ATR
Oran - Tamenrasset	12h15 - 16h45	ATR
Alger - Oran	06h30 - 07h30	B736
Alger - Oran	09h00 - 10h15	ATR
Alger - Oran	10h15 - 11h30	ATR
Alger - Oran	12h45 - 14h00	ATR
Alger - Oran	11h00 - 12h15	ATR
Alger - Oran	13h00 - 14h15	ATR
Alger - Oran	15h00 - 16h15	ATR
Alger - Oran	17h00 - 18h15	ATR
Alger - Oran	19h00 - 20h15	ATR
Timimoun - Oran	17h45 - 20h10	ATR
H. Massaoud - Oran	18h00 - 19h30	B736
<b>Vendredi</b>		
Oran - Alger	06h45 - 07h45	B738
Oran - Alger	10h45 - 12h00	ATR
Oran - Alger	12h45 - 14h00	ATR
Oran - Alger	14h45 - 16h00	ATR
Oran - Alger	15h15 - 16h15	B736
Oran - Alger	16h00 - 17h15	ATR
Oran - Alger	16h45 - 18h00	ATR
Oran - Alger	17h00 - 18h00	B767
Oran - Alger	18h45 - 19h45	B738
Oran - Constantine	16h00 - 17h40	ATR
Oran - Mecheria	12h15 - 13h30	ATR
Oran - Ouragla	07h00 - 09h00	ATR
Oran - In Aménas	07h00 - 11h05	ATR
Alger - Oran	06h50 - 07h50	B738
Alger - Oran	09h00 - 10h15	ATR
Alger - Oran	11h00 - 12h15	ATR
Alger - Oran	13h00 - 14h15	ATR
Alger - Oran	15h00 - 16h15	ATR
Alger - Oran	17h00 - 18h15	ATR
Tamanrasset - Oran	07h00 - 11h40	ATR
Ghardaïa - Oran	10h10 - 11h40	ATR
Ouragla - Oran	13h35 - 15h20	ATR
Constantine - Oran	18h15 - 20h10	ATR
In Aménas - Oran	11h35 - 15h20	ATR
Mecheria - Oran	14h00 - 15h20	ATR

## INTERNATIONAL

Destination	Départ/arrivée	Type
<b>Jeudi</b>		
Oran - Paris-Orly	09h25 - 13h00	B767
Oran - Bruxelles	09h00 - 12h55	B736
Oran - Lyon	08h50 - 12h00	B736
Oran - Jeddah	17h50 - 01h05	B767
Paris-Orly - Oran	14h30 - 15h55	B767
Lyon - Oran	13h05 - 14h10	B736
Bruxelles - Oran	13h55 - 15h45	B736
<b>Vendredi</b>		
Oran - Paris-Orly	09h25 - 13h00	B767
Oran - Marseille	12h45 - 15h30	B767
Oran - Toulouse	09h00 - 11h40	B738
Oran - Casablanca	07h45 - 08h10	B767
Oran - Lyon	08h50 - 12h00	B736
Oran - Allicante	14h45 - 16h45	B738
Paris-Orly - Oran	14h30 - 15h55	B767
Toulouse - Oran	12h45 - 13h30	B738
Marseille - Oran	16h40 - 17h30	B767
Allicante - Oran	17h45 - 17h45	B738
Casablanca - Oran	09h10 - 11h30	B767
Lyon - Oran	13h05 - 14h10	B736

## AIGLE AZUR





















### DÉPARTS

Oran / Paris Orly	Alger / Roissy
Du Lun au Ven 17h40	Du Sam au Ven 13h20
Samedi 17h40	<b>Alger / Paris Orly</b>
Dimanche 17h40	Du Sam au Ven 18h00
Oran / Lyon	Annaba / Paris Orly
Mardi 17h20	Lundi et vendred 10h30
Jeudi 17h20	<b>Batna / Paris Orly</b>
Samedi 17h20	Jeudi 10h15
Oran / Marseille	Bejaïa / Paris Orly
Mardi 16h50	Ven - Sam - Dim 10h15
Oran / Toulouse	Biskra / Paris Orly
Mardi 11h45	Ven - Sam - Dim 10h00
Jeudi 11h45	<b>Constantine / Paris Orly</b>
Samedi 11h45	Lundi et Vendredi 10h15
Alger / Paris Orly	Hassi-Messaoud/Roissy
Du Sam	Mardi et vendredi 06h00
au Ven 10h30	

الخطوط التونسية TUNISAIR			
Tunis/ Oran		Oran / Tunis	
Départ	Arrivée	Départ	Arrivée
Lundi 14h30	16h10	Lundi 17h00	18h40
Jeudi 09h55	11h40	Jeudi 12h30	14h10



Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage.

	Billets	Achat	Vente
	1 USD	72,07	76,48
	1 EUR	101,39	107,63
	1 CAD	62,19	66,01
	1 GBP	18,50	125,81
	100 JPY	74,45	79,03
	1 SAR	19,22	20,39
	1 KWD	250,61	266,02
	1 AED	19,62	20,82
	100 CHF	6.648,90	7.059,91
	100 SEK	942,28	1.000,47
	100 DKK	1.361,61	1.445,39
	100 NOK	1.126,30	1.196,08
	Chèques		
	de voyage	Achat	Vente
	1 USD	72,81	76,48
	1 EUR	102,42	107,63
	1 CAD	62,82	66,01
	1 GBP	119,71	125,81
	100 JPY	75,20	79,03
	100 CHF	6.716,40	7.059,91
	100 SEK	951,85	1.000,47

## COURRIER EXPRESS

### KAZI - TOUR

Alger : **021.49.70.84**  
Oran: **041.58.77.56**  
Mostaganem: **070.91.38.03**  
Tlemcen: **070.87.96.35**

### TRANSPORTEUR SAFIR

Oran - Alger: **061.20.20.45**  
Constantine: **072.45.78.62**  
El Eulma: **072.90.40.89**  
El Eulma - Sétif: **071.43.61.49**

### ANDERSON NATIONAL EXPRESS

Groupage marchandises  
Oran : **070.32.59.29 / 070.94.69.31 / 070.92.87.28**  
Alger : **021.51.33.44**  
Fax: **021.51.47.27**

## MÉTÉO

JEUDI	VENDREDI
ORAN	
Peu nuageux Max.32 -Min.22	Peu nuageux Max.32 -Min.21
MOSTAGANEM	
Peu nuageux Max.36 -Min.23	Peu nuageux Max.36 -Min.22
TLEMCCEN	
Peu nuageux Max.37 -Min.21	Peu nuageux Max.36 -Min.21
MASCARA	
Peu nuageux Max.39 -Min.21	Plutôt ensoleillé Max.38 -Min.19
TIARET	
Peu nuageux Max.37-Min.19	Peu nuageux Max.37-Min.18
CHLEF	
Peu nuageux Max.40- Min.24	Peu nuageux Max.41- Min.25
BÉCHAR	
Peu nuageux Max.42 -Min.27	Plutôt ensoleillé Max.42 -Min.27
ALGER	
Peu nuageux Max.33 -Min.21	Peu nuageux Max.33 -Min.21
CONSTANTINE	
Peu nuageux Max.37 -Min.18	Peu nuageux Max.36 -Min.17
ANNABA	
Peu nuageux Max.33 -Min.21	Peu nuageux Max.32 -Min.19





## PROGRAMME DU PANAF 2009 «ORAN»

- **Mercredi 08 juillet à 21h**
  - Big Ali
  - Magic System
  - Groupe de danse Sénégal
- **Jeudi 09 juillet à 21h**
  - Chouyoukh
  - Lotfi D.C
  - Folklore Zimbabwe
- **Vendredi 10 juillet à 21h**
  - Orchestre
  - Symphonique
  - Groupe de Danse Egypte+ Mozambique
- **Samedi 11 juillet à 21h**
  - Kanté
  - Mohamed Lamine
- **Dimanche 12 à 21h**
  - Mohamed Rouane
  - Groupe Ferda
- **Lundi 13 juillet à 21h**
  - Aït Menguellet
  - Chorale Eben
  - Kheita
- **Mardi 14 juillet à 21h**
  - Belaid Branis
  - Djzma
- **Mercredi 15 juillet à 21h**
  - Yacine Dahmane
  - Hakim Salhi
  - Ray Lema



Sous le Haut Patronage de Monsieur le Président de la République

### Centenaire

**Voie Soufie**  
**Alâwîyya**  
Semer l'Espérance

**Hotel Sheraton**  
**Mardi 14 juillet 2009**  
**17h**

**Rencontre internationale du 24 au 31 Juillet 2009 à Mostaganem, sous le thème « Semer l'Espérance ».**

Conférence de Presse avec les organisateurs du Centenaire en présence du Cheikh Khaled Bentounes :

\*Présentation du Cheikh Khaled Bentounes, Président d'honneur de l'Association Cheikh al-Alâwi pour l'Education et la Culture Soufie

\*Voyages de la Caravane de l'Espoir d'Alger à Mostaganem

\*Programmation culturelle, sportive et spirituelle de la Wilaya d'Oran du 16 au 22 Juillet 2009.

\*Programme du Centenaire : Conférences, ateliers, manifestations culturelles à Mostaganem

\*Derniers ouvrages du Cheikh Khaled Bentounes parus à l'occasion du Centenaire

**« Une spiritualité vivante, pour un projet humain solidaire et respectueux de la planète, face aux enjeux de demain. »**



R.S.V.P. au 07 70 32 62 22 – 07 70 48 29 79 ou par mail [said.laib@yahoo.fr](mailto:said.laib@yahoo.fr)  
Uniquement sur invitation valable pour 2 personnes – A présenter à l'entrée

**Abdelouahab Selka**  
expose  
à la galerie du siège de  
Sonatrach/Aval.



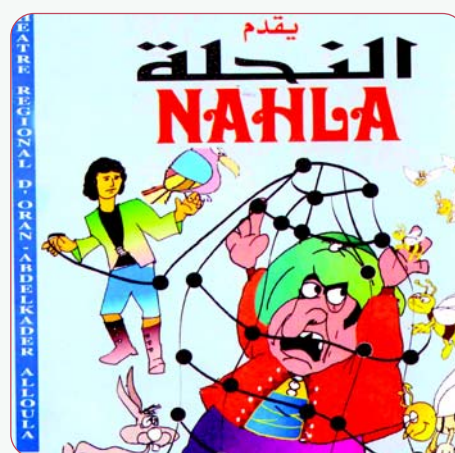
## CINÉMATHEQUE D'ORAN

Hommage au cinéma africain

- **Mercredi 08 juillet à 15h et 17h**  
**«La noire de»**  
De Sembene Ousmane/Sénégal
- **Jeudi 09 juillet à 15h et 17h**  
**«Soleil O»**  
De Med Hondo/Mauritanie
- **Samedi 11 juillet à 15h et 17h**  
**«L'homme de cendre»**  
De Nouri Bouzid/Tunisie
- **Dimanche 12 juillet à 15h et 17h**  
**«La jeune fille»**  
De Souleimane Cissé/Mali
- **Lundi 13 juillet à 15h et 17h**  
**«Et demain»**  
De Brahim Babai/Tunisie
- **Mardi 14 juillet à 15h et 17h**  
**«La noire de»**  
De Sembene Ousmane/Sénégal
- **Mercredi 15 juillet à 15h et 17h**  
**«La jeune fille»**  
De Souleimane Cissé/Mali
- **Jeudi 16 juillet à 15h et 17h**  
**«L'homme de cendre»**  
De Nouri Bouzid/Tunisie
- **Samedi 18 juillet à 15h et 17h**  
**«Et demain»**  
De Brahim Babai/Tunisie
- **Dimanche 19 juillet à 15h et 17h**  
**«Soleil O»**  
De Med Hondo/Mauritanie
- **Lundi 20 juillet à 15h et 17h**  
**«La noire de»**  
De Sembene Ousmane/Sénégal

## THÉÂTRE RÉGIONAL ABDELKADER ALLOULA ORAN

- **Mercredi 08 juillet à 18h**  
**«Hob Walaeb»**  
Auteur : Ali Nacer  
Mise en scène : Sella Mohamed
- **Jeudi 09 juillet à 17h**  
**«Hob Walaeb»**  
Auteur : Ali Nacer  
Mise en scène : Abdelkhalek Houari TRO
- **Vendredi 10 juillet à 10h**  
**«En-Nahla»**



Auteur : Abdelkhalek Houari  
Mise en scène : Abdelkhalek Houari TRO

- **Samedi 11 juillet à 18h**  
**«Hob Walaeb»**  
Auteur : Ali Nacer  
Mise en scène : Abdelkhalek Houari TRO
- **Lundi 13 juillet à 15h**  
**«En-Nahla»**  
Auteur : Abdelkhalek Houari  
Mise en scène : Abdelkhalek Houari TRO

- **Jeudi 16 juillet à 16h**  
**«Action et patole»**  
Auteur : Djamel Ben Ali  
Mise en scène : Djamel Ben Ali Ass/Numydia

- **Vendredi 24 juillet**  
**«Ouverture» du Festival du Film arabe**  
TRO



## DE GARDE CETTE NUIT

### Médecins

- **Ferdi Mohamed El Madani**, 27, rue Mohamed Mahrouz, Courbet
- **Harout Fatima**, cité marine 5 Juillet, bloc A, local 5, n°2, El-Kerma
- **Benhalima Larbi**, 9, rue du Moulin, Hassi Mefsoukh

### Chirurgiens-dentistes

- **Badsî Zahia**, 8, place des Victoires
- **Djellouli Cheikh**, 5, rue Hamou Boutlélis
- **Benamer Fatiha**, 2, rue du Stade, Hassiane Toulal, Gdyl

### Pharmaciens

- **Bendimered Soraya**, 10, rue Aris Habib
- **Moufok Hadja Yamina**, cité Nedjma, 500 logts
- **Edrief Fouzia**, rue Mehali Kaddour, El Braya
- **Sebaa Wassila**, village Bousfer, n°43, rue Cheikh Ben Badis, Bousfer



## Résultats du bac samedi

## L'angoisse, le stress et les prières

Moncef Wafi

Plus que quelques jours et les résultats seront affichés. Une délivrance après près de trois semaines d'attente et d'angoisse à espérer être parmi les lauréats du baccalauréat cuvée 2009. Cinq jours d'épreuves écrites mais également de stress, de coups de gueule et du flirt avec la déprime totale, et puis plus rien.

Le bac est fini et commence alors le véritable couloir de la mort, celui d'une attente longue, épuisante pour les nerfs du candidat et pour son entourage. «J'ai l'impression que c'est ma mère qui a passé le bac tellement elle stresse !», racontera Hichem, 17 ans, lettres et philosophie. Pour nombre de candidats, le véritable calvaire a débuté après les corrections des épreuves au lycée Lotfi qui a donné le coup d'envoi à une boule à l'estomac, point commun à toutes les terminales.

«Vraiment, je n'ai à aucun moment pris peur ou paniqué après le bac, mais au fur et à mesure que le jour de l'affichage des résultats approche, je stresse un max», avouera Zineb, 18 ans, gestion et économie. Les mêmes sentiments

sont partagés par la communauté des candidats qui s'accrochent à des détails, à des prières et à une dévotion nouvellement contractée, c'est-à-dire juste après la fin des épreuves du bac. «Sincèrement, j'ai commencé à prier avec le bac et je ne rate aucune prière à la mosquée en implorant Dieu pour que je réussisse dans mon examen», soufflera Madjid, 18 ans, également gestion et économie.

Quant aux autres, le meilleur remède contre le stress de l'attente c'est de passer du bon temps et adienne que pourra. «Je m'en fais pas outre mesure, le plus dur est derrière moi et ce n'est pas maintenant que je vais malmenager mes nerfs et pour rien», affirmera Hind, brune de 17 ans, sciences naturelles. «Je passe mon temps entre les sorties en plage et l'Internet. C'est vrai que j'y pense parfois parce que c'est mentir si je vous dis que je n'y pense jamais, mais enfin ce qui est passé est passé», ajoutera-t-elle.

Pour Nabil, 19 ans, qui a repassé le bac pour la deuxième fois, «il ne sert rien à stresser. Mais, voilà, on ne peut pas faire autrement. Je pensais qu'avec l'expérience de l'année dernière j'allais

encaisser mieux le coup, mais je suis à la même enseigne que les nouveaux candidats».

Cependant, tous ceux qui ont passé le bac espèrent intérieurement un coup de pouce des pouvoirs publics. Prévus pour samedi prochain, les résultats ne laissent personne indifférent et la majorité des parents sont aussi anxieux que leurs enfants. «Oui, j'ai peur qu'il ne réussisse pas son examen», dira Mahfoud, fonctionnaire dans une administration publique, en évoquant le cas de son fils aîné. «Je prie matin et soir et à chaque occasion, je donne l'aumône en la dédiant à la réussite de ma fille», racontera Malika, femme au foyer qui espère de tout coeur que sa maison résonne de youyous.

Pourtant, cette attente n'est pas sans éveiller les sourdes craintes qui hantent l'esprit des parents et des candidats, puisqu'on assiste chaque année à des épisodes malheureux dont les victimes sont des candidats recalés qui, en désespoir de cause, attentent à leur vie. «Il faut qu'il y ait une structure de soutien moral pour les candidats recalés», proposera encore Mahfoud.

## Faux permis de conduire, trois arrestations

K. Assia

Trois personnes impliquées dans une affaire de faux et usage de faux ont été placées, hier, sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal de la Cité Djamel.

Selon des sources judiciaires, les mis en cause, deux originaires de Tiaret et un autre de Jijel, sont cités dans une affaire de falsification de permis de conduire. Les faits de cette affaire remontent à la semaine dernière, lorsque les gendarmes ont intercepté un véhicule de marque Renault Clio sur l'axe reliant Oran à Arzew. L'en-

quête a permis aux gendarmes de découvrir que le permis de conduire était scanné. Poursuivant leurs recherches et après interrogatoire du mis en cause, les gendarmes se déplacent dans la wilaya de Tiaret où ils arrêtent deux autres personnes impliquées dans cette affaire de falsification, ajoute la même source.

Pour les enquêteurs, cette affaire s'inscrit dans la vaste campagne menée depuis plusieurs mois contre le vol et le trafic de véhicules. En effet, depuis le lancement de cette opération, près d'une centaine de véhicules ont été récupérés durant ces derniè-

res années par les gendarmes.

Au niveau du groupement de la gendarmerie d'Oran, on apprend que 18 véhicules ont été saisis en 2008 dans le cadre de cette campagne. Pas moins de 16 affaires ont été traitées et 19 personnes ont été arrêtées, dont 14 ont été placées sous mandat de dépôt. Pour les enquêteurs, le faux est relevé dans les documents administratifs, permettant ainsi aux mis en cause d'écouler facilement les véhicules volés à travers le pays. Les services de la gendarmerie vont se doter prochainement de nouveaux équipements, apprend-on.

## Education

## 450 recrues pour la sécurité des écoles



Djamel B.

Dans le cadre des dispositions prises par le secteur de l'éducation pour renforcer la sécurité au niveau des établissements scolaires, et partant lutter efficacement contre le phénomène de la violence, 420 agents seront recrutés lors de la prochaine rentrée scolaire, apprend-on de sources proches de la direction de l'éducation d'Oran. Nos sources indiquent que ces agents qui seront recrutés dans le cadre du dispositif pré-emploi, au niveau des écoles primaires et des établissements du moyen, auront pour mission de sécuriser les élèves et les enseignants dans l'enceinte des établissements scolaires. La recrudescence des actes de violence à l'intérieur des établissements scolaires et dans les environs, ces dernières années, a incité les responsables du secteur à agir, à la fois en multipliant les campagnes de sensibilisation et en procédant au renforcement de la sécurité à l'intérieur et dans les environs immédiats des écoles.

D'autre part et selon les mêmes sources, le taux de réussite dans les examens de fin de cycle primaire (entrée en première année

moyenne) a atteint les 88,72% dans la wilaya d'Oran. Nos sources indiquent que ce taux concerne les deux sessions d'examens. Les résultats de la deuxième session ont été annoncés dimanche au niveau de l'ensemble des établissements scolaires. Nos interlocuteurs soulignent que la session de rattrapage a eu lieu le 24 juin dernier et a concerné 3.950 élèves. Le taux de réussite pour cette session a atteint les 22,39%. La première session a eu lieu le 27 mai dernier. Sur les 24.684 élèves qui s'étaient présentés à l'examen, 20.950 ont réussi l'épreuve, soit un taux de 85%.

Nos sources soulignent dans ce contexte que le taux enregistré au niveau de la wilaya est appréciable et peut être considéré parmi les taux les plus élevés sur le plan national. Enfin, il est à rappeler que dans la perspective de la prochaine rentrée scolaire, la commune d'Oran procédera à des travaux de réhabilitation de plusieurs écoles réparties entre les 12 secteurs urbains. Des travaux qui concerneront l'étanchéité, le ravalement des façades, les sanitaires, les cours d'écoles, le remplacement des équipements dégradés, etc.

## Mers El-Kébir

## Enfin des stades de proximité

Trois projets d'infrastructures sportives de proximité sont inscrits au profit de la commune de Mers El-Kébir, a-t-on appris de cette collectivité locale. Ces opérations, qui interviennent dans le cadre du programme de développement sectoriel mis en oeuvre par la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), portent sur la réalisation d'un complexe et de deux terrains sportifs de proximité, a précisé la même source. Les travaux de réalisation seront entamés prochainement, à l'issue de la procédure de consultation engagée auprès des bureaux d'études spécialisés, a-t-on signalé. Mers El-Kébir enregistre un déficit important en matière d'infrastructures sportives, a indiqué la même source, pour souli-

gner l'impact escompté à la faveur de ces trois projets. Le futur complexe sportif sera réalisé en R+1 sur un terrain d'un hectare, où les jeunes pourront pratiquer plusieurs disciplines telles que le judo, le karaté, la pétanque, la boxe et l'haltérophilie, a-t-on expliqué.

En outre, Mers El-Kébir a également bénéficié d'une opération de réhabilitation du stade de football, qui constituait jusque-là son unique infrastructure sportive, a-t-on ajouté. Relevant de la daïra de Aïn El-Turck, Mers El-Kébir abrite environ 16.500 habitants, avec une vocation semi-industrielle du fait de la présence de deux briqueteries qui génèrent les principales ressources fiscales de la collectivité, rappelle-t-on.

## ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Mohamdi Mohammed, 61 ans, 15 Bd de l'ALN, Oran  
Bachir Reikia, 85 ans, 6269 Terrain Pastor, Oran  
Bounkhala Farida, 56 ans, 06 rue Bouachour Lahouari, Oran  
Hamoum Badra, 62 ans, 5199 Terrain Chabat, Les Planteurs, Oran

## Horaires des prières pour Oran et ses environs

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h08	13h08	16h57	20h24	22h01



## Tranche de Vie

Par El-Guellil

## Danger



poisonnent d'autres bougres ou que ces pauvres bougres agissent d'autres bougres.

Bougres que nous sommes, nous devons nous taire devant ce danger, pendant que les services d'hygiène et de la qualité se terrent et se cachent derrière des bilans pompeux. Style «saisie de cent poulets avariés et fermeture de commerces pour défaut de...». Trois, quatre opérations coup de poing que les «journalistes» en mal d'infax reprennent pour remplir les colonnes de faits d'hiver et d'été.

On traque donc les commerçants qui ont pignon sur rue. Des magasins recensés, en règle, qui n'ont pas droit à l'erreur. Les autres, les ambulants et leurs foyers de microbes, ça ne dérange personne, sauf les petits bourgeois aux corps délicats. Quoi les épidémies ? c'est pas le problème des autorités locales. Celles-là naviguent plus haut. La santé publique, c'est juste le ramassage des poubelles... n'est-ce pas messieurs les élus à quelques années fermes !

Une poussette transformée en magasin roulant, traîne un individu du à peine plus propre qu'un microbe. Beaucoup de sni des plateaux de pizza douteuse sont superposés sur cet étal à roulettes. C'est devant un marché populaire où les mouches ne dérangent nullement la convivialité des cafards et des blattes, c'est là qu'il trace son périmètre. Juste à côté, le marchand de karène le toise. Ce n'est pas un concurrent mais il dérange. Le marchand de cherbète, ce jus de citron d'un jaune douteux vient en appoint. Manque donc le dessert. Le marchand de chamia. Il ne tarde pas à pointer.

Voilà donc le menu au complet. Une carte au choix. Koul ya meskine. Le sbitar est à quelques pas... koul à pas cher et crève batal. «Faut bien qu'ils gagnent leur vie ces pauvres bougres» que vous vous dites. «Vous préférez peut-être qu'ils aillent voler ?» Et... hop le raccourci. C'est donc, soit accepter que ces pauvres bougres em-



## Transport en commun

# Les bus vont changer d'itinéraire

B. Mokhtaria

Dans le cadre de l'application du nouveau plan de déviation élaboré en fonction des travaux, actuellement en cours à Oran, les itinéraires de plusieurs lignes de transport urbain seront modifiés. Les lignes U, 34, 14, 37, 29, 22 et 6 verront un changement de tracés au cours de ce mois de juillet pour faciliter l'avancement des travaux du tramway. La direction des Transports de la wilaya d'Oran est à pied d'oeuvre pour définir les nouvelles dessertes et informer au préalable les usagers des transports en commun à travers des campagnes de publicité, des dépliants et des panneaux qui

seront mis en place indiquant le passage des bus. Les nouveaux changements n'ont pas encore été finalisés, selon le directeur des Transports de la wilaya. Ils seront finalisés dans les prochains jours.

De même, il est question de changements pour le transport par taxis. Les taxis desservant la Corniche devraient être transférés prochainement vers une nouvelle station située à Sidi El-Hasni, à titre provisoire. Cette nouvelle station est actuellement la plus privilégiée par rapport aux propositions faites à la direction des Transports. Ce transfert sera fait dans le seul but de désengorger la Place du 1<sup>er</sup> Novembre, qui verra l'installation d'un grand chantier vu qu'elle

sera la station principale du tramway. En parallèle avec ces aménagements et transformations que connaît la ville depuis le lancement du projet du tramway, la direction des Transports d'Oran se prépare aussi pour le lancement d'une étude d'un nouveau plan de circulation, en plus du plan déjà élaboré dans le cadre du projet tramway pour organiser la circulation en fonction des extensions et aménagements réalisés. La nouveau plan de circulation constituera une feuille de route qui prendra en considération l'insertion et l'exploitation du tramway, ainsi que les priorités à donner en matière de transport en commun et transport de marchandises.

## LNG 16

# Oran peut-elle changer de visage en quelques mois ?

El Kébir A.

Dans le cadre de la préparation de l'important événement qu'abritera Oran en avril 2010, la conférence du LNG 16, une rencontre avec des représentants du mouvement associatif d'Oran a été organisée. Objectif : sensibiliser les Oranais quant à l'importance de cette conférence par le biais des associations.

Le président du comité national d'organisation, le Dr Abdelhafid Feghouli, a indiqué en s'adressant aux représentants des associations : « Sonatrach a la capacité de construire d'énormes buildings et des hôtels flambant neuf. Ça, on sait le faire. En revanche, pour ce qui de faire du porte-à-porte, aller parler à une habitante d'un immeuble du centre-ville pour lui expliquer qu'il ne faut plus étaler son linge au balcon, ça, ça nous dépasse. C'est la raison pour laquelle vous êtes là ! ». Et d'ajouter que toutes les préparations qui se font autour de cet événement profiteront aux Oranais. « On veut qu'après cet événement, Oran reste une ville vivante, et qu'elle émergera alors au rang d'une vraie mégapole méditerranéenne, à l'instar de Barcelone ».

Rachid Bessaoud, un des secrétaires du comité national d'organisation, a pris la parole par la suite afin de faire le point sur les préparatifs. Il a affirmé que cette conférence est auto-financée. « Et cela par le biais de frais d'enregistrement, de frais de participation, de droits d'exposition, et bien sûr par le biais du sponsoring ». Autrement dit, sauf en ce qui concerne les travaux d'infrastructures, telle que la réalisation d'une nouvelle trémie à la porte de la ville, ou encore la construction du Palais des congrès et d'un hôtel, Sonatrach ne déboursa pas un centime pour l'hébergement des 3 à 4.000 invités attendus. « En revanche, continue-t-il, tous les bénéfices engendrés par cet événement seront redistribués aux institutions scientifiques de la ville d'accueil, à savoir Oran. » Le futur Palais des congrès, où doit se dérouler la conférence, sera réceptionné en janvier 2010, c'est-à-dire à quelques mois à peine de la conférence.

L'organisation de cette conférence touchera à peu près tous les secteurs, entre autres le transport aérien, le transport terrestre et, bien sûr, l'hôtellerie. Sur ce dernier point, le conférencier a avoué que la ville éprouve un déficit flagrant. « Tenant compte de ce déficit, on a signé un contrat pour l'affrètement de deux bateaux hôtels pouvant contenir jusqu'à 1.655 lits, épaulés par le Sheraton, le Royal et le futur Méridien. Je pense qu'on pourra s'en sortir. Cela ne nous empêche pas de négocier avec d'autres hôtels de la ville, d'ailleurs correcte, afin de leur appliquer une sorte de mise à niveau ».



En plus de cela, l'organisation de cette conférence ciblera aussi, et là est le point sensible, l'hygiène et l'environnement. Selon le conférencier, le plan d'action pour cette phase passera par l'éclairage et la propreté de la ville, et c'est là où le mouvement associatif est invité à jouer son rôle. En sus, une campagne de plantations d'arbustes est également prévue au niveau du quatrième périphérique de la ville.

Par ailleurs, une campagne visant le tourisme est également prévue, à travers la promotion du patrimoine culturel et la création d'un site web consacré à la ville et ses richesses. « Au-delà de l'événement, c'est le début d'une nouvelle ère pour la ville. De par sa situation géographique, Oran dispose d'atouts majeurs, elle peut devenir une vraie mégapole », dit l'intervenant, qui a laissé entendre que la ville d'Oran « est déjà contactée pour d'autres événements internationaux en 2011... », mais sans en dire plus.

Par la suite, ce fut au tour des représentants des associations Bel Horizon, Phénicia, Les Amis de la mer, le Petit Lecteur, SDH, Oxygène et Vie, de prendre la parole. Plus de cinquante associations ont été conviées à cette rencontre, mais seulement une vingtaine ont répondu présent. Les associations ont donné leur ac-

cord de principe quant à jouer leur plein rôle de sensibilisation auprès de la population. Mais avec des réserves quant à voir la ville se transformer, « en un clin d'oeil », en une ville propre en si peu de temps. M. Bessaoud a affirmé qu'il ne faut pas croire au Père Noël. Mais tout de même, cet événement sera toujours un plus pour la ville, et ce sera déjà ça. Il sera peut-être le déclic ! ».

Le représentant de Bel Horizon a pour sa part affirmé que son association s'attelle déjà à réaliser en anglais un guide sur la ville d'Oran et qu'elle forme, en ce moment même, quelques-uns de ses membres afin de mener des visites guidées en anglais.

M. Azeri, délégué chargé de la culture et directeur du TRO, a proposé de faire coïncider cet événement avec toutes sortes d'activités culturelles, des spectacles de rue entre autres, des pièces théâtrales, des concerts musicaux, des expositions de peintures et puis, surtout, de tenir un deuxième épisode de l'événement culturel « Moussem Sidi El Houari » après plus de deux décennies d'absence.

Mme Boutchicha, déléguée de Sid El-Houari, a pour sa part proposé de faire avancer « les Florales 2010 » d'un mois, afin de les faire coïncider avec l'événement.

## Du nouveau à l'hôpital de Canastel

B. Mokhtaria

L'ouverture des urgences chirurgicales et l'introduction de la technique coelio-endoscopie chirurgicale chez l'enfant sont les nouveaux services qui seront assurés à l'hôpital de Canastel, spécialisé en pédiatrie. La coelio-endoscopie sera pratiquée pour la première fois à l'Ouest. Plus besoin d'interventions chirurgicales classiques par anesthésie pour certains cas. L'hôpital sera doté d'équipement moderne pour traiter certains malades par cette technique.

L'établissement est appelé à connaître certaines modifications et changements dans son fonctionnement en fonction des nouvelles données dans le secteur de la santé. C'est dans ce sens que des professeurs et médecins spécialistes se sont réunis lundi à l'hôpital, en présence du directeur de la prévention au ministère de la Santé, du directeur de la Santé d'Oran, des membres du conseil d'administration de l'EHS Canastel, du secrétaire général de la wilaya et du chef de cabinet, pour discuter de projet d'établissement. Le but est de réorganiser l'EHS en introduisant de nouvelles spécialités et en supprimant d'autres qui existent déjà dans d'autres établissements hospitaliers.

Ce changement est prévu à travers un processus de capitalisation qui fait appel aux différentes expériences menées dans d'autres établissements pour les transmettre après étude à l'hôpital pédiatrique. Les participants à cette réunion ont convenu après débat d'entamer ce processus de capitalisation et le résultat de ce travail sera présenté aux journées pédiatriques prévues au mois de novembre prochain. Le président du conseil médical de l'EHS, M. Tedjeddine, explique que la réunion du lundi marque le démarrage d'un processus de capitalisation qui constitue une lecture partagée de l'expérience et sa transmission. A travers cette initiative, l'hôpital, qui a vu dernièrement l'ouverture de deux services de cardiologie et d'ORL, compte améliorer ses services et assurer une meilleure prise en charge des malades.

## Un enfant meurt noyé à Béthioua

Un enfant âgé de quatre années est mort noyé dans une citerne d'eau avant-hier, à Béthioua. Le corps de la victime a été retrouvé sans vie à l'intérieur de ce réservoir d'eau que nombreux ménages remplissent d'eau en ces temps de grande canicule.

## Circoncision à la Mutuelle des pétroliers

La Mutuelle des Industrie du Pétrole (MIP) de Béthioua vient d'organiser une campagne de circoncision au profit de 46 enfants de travailleurs de la SOMIZ. Nouveauté, l'opération a été encadrée par deux urologues et un chirurgien pour parer à tout accident inutile. Le siège de la mutuelle, flambant neuf et d'une architecture très recherchée, a été inauguré pour rappel en février. Ce bâtiment abrite un service de médecine en 15 spécialités, une pharmacie et un service d'analyse et de radiologie. Durant cet été, la mutuelle va poursuivre sa campagne de circoncision selon la demande formulée par les entreprises du secteur. A côté de cela, diverses prestations sont fournies aux adhérents comme l'octroi de primes à l'occasion des événements familiaux, et enfin, l'octroi d'une pension de retraite complémentaire.

## Et les marginalisés ?

Dans le cadre de la Journée mondiale de la population, la direction de la Santé et de la Population organisera, le 11 juillet prochain, au niveau de l'Institut technologique de la Santé publique de la Wilaya d'Oran (ITSP), une journée d'études qui aura pour thème « La protection des groupes marginalisés contre la crise économique mondiale ».

Cette thématique sera consacrée aux effets de la crise mondiale et aux solutions préconisées pour endiguer un tant soit peu les séquelles sur les groupes les plus fragiles.

L. T.



## Plages A Ain Franine, c'est encore possible !

Ziad Salah

**C**ollés presque l'un à l'autre autour d'une table en plastique, se protégeant sous un parasol, quatre Chinois, portant tous chemisette blanche et lunettes noires, se sont aventurés en fin de matinée à Ain Franine. Une note d'exotisme sur une plage pittoresque.

Sur la route serpentine menant à Ain Franine, Sabrina sort sa tête de la voiture et brise le silence régnant dans la voiture «oui, la mer est calme !». Quelques minutes plus tard, l'état vide du parking de la plage confirme son constat qui va s'avérer à moitié vrai. Des baigneurs d'un type particulier, ne disposant pas de véhicules, étaient là bien avant Sabrina et ses accompagnateurs. Un groupe de femmes d'âge mûr, portant des robes d'intérieur étaient déjà dans l'eau. Deux d'entre elles de constitution robuste essayaient de traîner une vieille pour la faire profiter des bienfaits de l'eau de mer. Risquant un pas derrière l'autre, elle semble consentante.

La scène apparaît très familiale, ce qui poussera Houari, chargé d'attirail de plage comme une mule, de forcer la cadence pour ne pas gêner cette intimité à ciel ouvert. Parce qu'il est accompagné de Lina et Romaïssa, ses deux filles encore en bas âge, il opte pour le coin le plus reculé de cette plage où des rochers constituent un brise-vague naturel. Sous la paroi d'un rocher, une femme s'empresse d'enfiler un « saroual ». Son mari donnait des cours de natation à son fils. L'autre, devant avoir douze ans au maximum, se débrouillait tout seul dans l'eau. L'épouse ne tardera pas à les rejoindre. Evidemment, elle gardera sa robe longue qui se collera à sa peau une fois mouillée. Au bout d'une heure, ce groupe décide de décampier. Ils n'ont pas ramené de nourriture, ce qui explique peut-être leur passage rapide. L'homme emporte avec lui une bombonne d'eau de mer. Pour des besoins thérapeutiques ? Allez savoir.

### ON SORT LES MARMITES !

Pendant que Houari, allongé sur une chaise longue, lisait tranquillement son journal, ses deux filles et leur cousine se barbouillaient dans l'eau. Leur jeune âge ne leur permet pas de prendre conscience de leur bonheur: disposer d'un bout de plage à elles seules. De temps à autre, Lina grelottante rejoint son père. Il l'enroule dans une grande serviette et la place sur la chaise pliante de couleur rose qu'il lui a ramenée. Ce qui s'apparente à une ostentation dans cette plage investie par les gens modestes. Vers la fin de la matinée, des groupes de jeunes, munis de sacs et surtout de l'inévitable bouteille d'eau, déboulent de partout. Certains d'entre eux, probablement habitant les environs de douar Belgaid et connaissant les sentiers de ce terrain accidenté, n'empruntent même pas les escaliers permettant l'accès à cette plage. Des groupes de femmes, accompagnées de leur marmaille, débarquent. A l'aide d'un pare-soleil et d'un drap, on confectionne, on se crée un espace intime. Sans ménagement, elles traînent les gosses à l'eau. Ce qui donne des scènes de cris et même de hurlements. Mais on retiendra qu'après l'attente devant les portails des écoles, l'apprentissage de la natation aux enfants est désormais une tâche assumée de plus en plus par les femmes. Toutes, sans exception, portent des robes d'intérieur et ignorent ou répugnent le port du maillot. Décence oblige...

Vers midi, une sorte de logique semble avoir présidé spontanément et naturellement l'occupation de l'espace de cette pla-

ge grande sur plus d'un kilomètre. Les familles optent pour le milieu. Elles ne s'éloignent pas trop des deux escaliers dont l'un mène vers une sorte de buvette où l'on vend notamment l'eau et la limonade. D'ailleurs, en milieu de journée, on dégage les marmites des fonds des sacs. Parce que à la fois nourrissant et peut être consommé froid, le riz au poulet semble le plat préféré de ces estivants reproduisant, sans manière, la convivialité propre au «haouch». On ne peut pas prétendre que ces moments de repas manquent d'entrain.

### PANTALON ET HIDJAB...

Une certaine forme de pittoresque se dégage de ce transfert du regroupement familial d'un espace clos vers le plein air. Une fois rassasiés, enfants et femmes reviennent à la mer. Ici, on ignore ou on méprise allègrement les recommandations prodiguées par la télévision déconseillant l'exposition au soleil entre midi et deux heures de l'après-midi et surtout après le repas. Comme on ne se soucie pas de vêtir les enfants en bas âge. D'ailleurs, la plupart d'entre eux portent leur slip en guise de maillot de bain. Encore là, on choisit tout naturellement la proximité. Gardant le même accoutrement, les femmes fuient la chaleur des tentes bricolées pour allonger leurs membres inférieurs dans l'eau pour se procurer de la fraîcheur. Probablement on reprend une discussion entamée avant le partage du repas.

Des jeunes filles, habillées en pantalon long et gardant le hidjab, s'aventurent un peu plus loin. Elles ne peuvent pas résister à cet insondable appel de déploiement libre des corps qu'émettent les vagues. Quelques mâles, venus plutôt en vigiles, font des allées et venues entre les tentes et la mer. Après quelques brasses pour dissuader des intrus dans un territoire devenu familial par la force des choses, on revient au poste de garde pour griller une cigarette et siroter son café. Quant aux jeunes et quelques couples, ils préfèrent s'installer sur les extrémités offrant plus de discrétion. Surtout dans les creux des rochers offrant des abris naturels. Ici, la nourriture se limite au bout de pain avec des portions de fromage. Les plus argentées rehaussent ce casse-croûte par des tranches de pâté de volaille. Pour nager, on déserte en groupe le bord et on s'enfonce jusqu'aux rochers se trouvant à une centaine de mètres du large. On l'utilise pour plonger ou comme repère dans les courses qu'on engage. Certains, pour se protéger contre le soleil, enduisent leur corps et même leurs cheveux d'une argile puisée dans des endroits précis de cette plage. En somme, un écran protecteur naturel...

Sabrina, Lina et Romaïssa commencent à montrer des signes d'énervement à cause de la fatigue. Elles se sont dépensées plus de trois heures. En début d'après-midi, elles ont perdu l'avantage de se baigner seules sur une plage. Une nuée d'enfants a investi l'endroit. Quelques-uns pour pêcher à l'aide de bout de fer dont l'extrémité est aiguisée. D'autres se contentent de la moitié d'une bouteille de plastique. De temps à autre, des gendarmes, certains en treillis et d'autres en tenue spéciale plage, patrouillent. Des agents de la protection civile, installés pas loin d'une petite clairière, gardent un oeil sur les estivants. Pour eux, il n'y a pas de risque les jours de semaine. Le calvaire commence le jeudi et le vendredi. Parce que Ain Franine demeure une des dernières plages encore à la portée des familles modestes. En haut, à côté de la source d'eau soufrée, un autre manège s'y déroule. On y reviendra...

## Le sachet noir fait de la résistance



J. Boukraâ

**L**a chasse au sachet en plastique continue. Si jusqu'à présent, c'est la couleur noire qui semblait porter préjudice à cet emballage, les autres couleurs peuvent aussi contenir des composants toxiques. L'emballage destiné aux denrées alimentaires est régi, depuis mars 2005, par de nouvelles dispositions contenues dans le règlement technique algérien (RTA). Depuis, il n'est plus question donc de mettre dans un sachet en plastique de couleur noire ou dans un sachet en couleur ne présentant pas le logo d'alimentarité (un verre et une fourchette) du pain, pâtisserie, viandes, produits laitiers, semoule et farine, sucre, pâtes alimentaires en vrac, fruits et légumes, épices, produits en poudre et pâteux... Selon Mme Hadj, chargée du dossier des sachets en plastique auprès de la direction de l'Environnement de la wilaya d'Oran, « la commission de contrôle, créée à cet effet en mars 2005 par décision du wali, active toujours sur le terrain et veille sur l'application de la réglementation ». Pourtant, dans chaque commerce de la ville, dans les marchés, les supérettes et même dans les boulangeries, les sacs non confor-

mes sont numériquement majoritaires par rapport au sac blanc réglementaire. Cela dit, il existe aussi des sachets blancs non conformes, parce qu'ils ne comportent aucune indication ni traçabilité. La commission pluridisciplinaire, composée de représentants des directions de l'Environnement, du Commerce, de l'Energie et des mines, opère régulièrement des contrôles au niveau des différents commerces et marchés de la ville et procède à chaque sortie, nous dit-on, à la saisie de sachets plastiques non-conformes. Malgré les saisies et les opérations de contrôle effectuées, les sachets non réglementaires régénèrent, en permanence. « A travers les tournées, on a vu que les sachets non-conformes aux normes existent toujours.

C'est pour cela qu'on a décidé de lancer une nouvelle campagne de sensibilisation parallèlement aux actions menées par la commission de contrôle », affirme Mme Hadj, qui ajoute qu'en cas de contraventions, l'auteur sera sanctionné et les sachets seront saisis et détruits. « Après la disparition progressive du sachet noir des magasins, la commission de contrôle va davantage axer sur la lutte contre les sachets non alimentaires utilisés

dans l'emballage direct des produits », souligne-t-elle. En effet, le sachet en plastique noir n'est plus ce qu'il était il y a quelques années, un élément indissociable du quotidien des Algériens. Bien qu'il se trouve encore certains tricheurs invétérés d'un côté, et des insoucieux de l'autre. Notons que le nouveau texte, s'il n'interdit pas la production de sachets en plastique, exige un marquage et une traçabilité sur le produit, et fait la traque au sachet anonyme. Les analyses biologiques de ces sachets noirs avaient indiqué qu'ils contenaient du cobalt, du cuivre, du chrome et une forte concentration de plomb.

Au vu de ces éléments, comment reconnaître un sachet conforme d'un autre toxique ? « Tout sac plastique qui n'est pas transparent et ne présente pas le logo ou d'inscription 'alimentaire', et dénué de système de traçabilité, n'est pas réglementaire », précise Mme Hadj. Dans ce cadre, les nouvelles dispositions exigent de faire apparaître sur les sachets en plastique, le marquage d'identification du produit, le sigle et la mention d'alimentarité, ainsi que l'adresse, le logo et la raison sociale de l'entreprise, rappelle-t-on.



## TLEMCEM

## La carte à puce bientôt dans les stations d'essence

Khaled Boumediène

Une journée d'information sur la «carte à puce» pour carburant a été organisée par la société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers Naftal, lundi, au niveau de la salle de conférences du deuxième pôle universitaire de Mansourah. Devant un parterre de gérants de stations-service de la région (Ain Témouchent, Nâama et Tlemcen) et des cadres de Naftal, les intervenants, qui appartiennent à la direction centrale des systèmes d'information d'Alger et au district de commercialisation de Naftal de Remchi, ont présenté et expliqué, tout à tour, les contours techniques et fonctionnels du projet de paiement électronique par carte à puce BEA/Naftal, et montré, images et chiffres à l'appui, les résultats étonnants enregistrés par cet instrument de paiement qui bénéficiera aux entreprises et aux administrations puis s'étendra au 2e semestre 2009 au grand public. «Paramétrable, la carte à puce permet de choisir le type de carburant à consommer, de fixer les plafonds d'achat par jour et par mois et limite aussi les jours d'utilisation. La carte pétrolière à puce peut inclure différents codes pour chaque entreprise, pour chaque carte et pour chaque conducteur. D'autres options sont possibles, telles que les services de contrôle, la gestion, le transfert de données, etc.», explique M. Boukacem Hassane, directeur de l'Informatique (Alger). Et d'ajouter: «La solution de paiement par carte à puce permet de restituer aux gestionnaires de flotte les données issues des transactions de paiement pour le suivi de leur parc véhicule: localisation de la station, date et heure de paiement, numéro de la carte de paiement, montant de la transaction».

Par ailleurs, M. Bentayeb Benamar, directeur de Naftal de Remchi, a relevé de son côté que les stations-service



Naftal et privées pourront désormais vendre des carburants sans recevoir de cash: «L'utilisation des tickets à carburant au sein des stations de Naftal sera abandonnée progressivement. Le bon utilisé jusque-là pour le paiement des carburants cédera plus tard la place à la carte électronique. La carte à puce est une carte plastique qui possède en incrustation un circuit électronique miniaturisé, capable de mémoriser des informations et dotée de capacité de traitement pour exécuter les commandes du logiciel chargé dans la puce. Ainsi, les cartes à puce pourront remplacer les bons et chèques essence, servir à fidéliser la clientèle des stations-service et autres magasins. Outre les nouvelles opportunités commerciales, la carte à puce réduit les risques de fraude grâce à l'authentification de la carte et la vérification du porteur, réduit aussi les coûts sur les transactions et contrôle le risque porteur, grâce au

paramètre de l'émetteur dans la puce», indiquera-t-il à l'assistance. A cette occasion, plusieurs questions ont été posées par les différents opérateurs présents à cette manifestation aux conférenciers, notamment sur: le circuit transactionnel d'une carte prépayée, la transaction de paiement, l'émission de la carte prépayée, les terminaux de paiement électroniques en stations et en agences, les acteurs de la solution ainsi que l'utilisation du terminal de paiement électronique. A noter que près de 1.100 stations-service, réparties sur 48 wilayas, ont été équipées à ce jour de cet instrument. Il a été déployé sur quelque 3.000 terminaux de paiement. 83 agences ont été mobilisées par la BEA dans le cadre de cette action. Près de 7.000 cartes sont actuellement en circulation pour plus de 400 clients, tandis que près de 120.000 transactions de paiement ont été effectuées à l'aide de cette carte à puce.

## EL-BAYADH

## Des viandes rouges et des oeufs saisis

Hadj Mostefaoui

En cette période de chaleur caniculaire, la protection du consommateur contre les produits avariés de large consommation demeure la première priorité des éléments de la brigade de contrôle de la qualité relevant de la direction du Commerce et des Prix de la wilaya d'El-Bayadh. Ils auront certainement du pain sur la planche pour plusieurs raisons dont notamment le manque de moyens, véhicules de service et plus particulièrement l'étendue du territoire de la wilaya et pour traquer les commerçants véreux et peu scrupuleux, ils n'ont pas d'autre choix que de rester sur le quai-ve et ne dormir que d'un seul oeil.

Au cours du seul dernier mois de juin de cette année, ils ont réussi à mettre la main, au cours d'une opération de contrôle inopinée, sur une quantité de 133 kilogrammes de viande, d'origine bovi-

ne, non estampillée et mise sur le marché de la ville d'El-Bayadh, ainsi que sur 39.610 unités d'oeufs entreposés dans un camion dans des conditions qui donneraient la chair de poule et dépassant l'entendement. Ces plaquettes d'oeufs, en provenance d'une wilaya de l'Est du pays, devaient être commercialisées le jour du marché et livrées aux détaillants, seulement c'était presque des oeufs durs cuits au four, tellement la température était élevée à l'intérieur de ce four ambulant qu'était ce moyen de transport. Au cours de leurs opérations, les agents de contrôle ont effectué pas moins de 421 interventions à travers les 22 communes de la wilaya et ont pu dresser plus de 60 procès-verbaux à l'encontre de commerçants. Au cours de cette longue tournée, ils ont eu la désagréable surprise de découvrir chez des bouchers ayant pignon sur rue dans les artères principales du chef-lieu de wi-

laya, de la viande bovine décongelée, passée à la moulinette et commercialisée au mépris de la réglementation en vigueur, plus précisément au niveau de la rue Boucherit et dans la cité Bahja.

Dotés d'instruments de contrôle du froid très performants, ils passent quotidiennement au peigne fin tous les produits sensibles, viandes et laitage, fouillant minutieusement les entrepôts frigorifiques et les arrière-boutiques. Certaines pratiques commerciales frauduleuses ont la vie dure et rares sont les commerçants qui respectent à la lettre les consignes liées aux conditions très strictes d'entreposage des produits, mais l'application de la loi n°09/03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur, récemment entrée en vigueur, est là pour mettre à genoux les plus récalcitrants d'entre eux. La lutte contre l'abattage clandestin des ovins, bovins et poulets semble être le vrai paravent.

## CHLEF

## Le bon geste de l'établissement Ouarsenis

Abbad Miloud

160 enfants issus de familles nécessiteuses de plusieurs communes de la wilaya, à l'image de Chlef, Chettia, Ouled Farès, Moussadek, Dahra, etc. ont été circoncis durant la journée de ce dimanche au niveau de l'établissement hôtelier Ouarsenis, en présence du propriétaire et des familles concernées. La prise en charge totale de l'opération s'est faite par l'établissement. Des ensembles d'habits traditionnels, des jouets et une somme de 3.000 DA ont été remis

à chaque enfant. Les pères de famille avec lesquels nous nous sommes entretenus ont bien apprécié ce geste du propriétaire de l'hôtel.

Il est à signaler que l'établissement s'est distingué depuis plusieurs années par des actions de solidarité. En plus de la circoncision, l'établissement sert des repas chauds et offre des couffins contenant plusieurs produits alimentaires durant toute la période du mois sacré de Ramadhan. Le même établissement dispose d'une ambulance pour l'évacuation des malades gratuitement.

## AÏN FEKKAN

## Deux motopompes saisies

Abid Djebbar

La police de l'eau de la daïra de Aïn Fekkan, en collaboration avec la gendarmerie de la ville, a procédé au cours de la semaine écoulée à la saisie de deux motopompes, qui servaient pour l'irrigation des parcelles de terre d'une façon illicite au lieu-dit «Sidi Salem», a-t-on appris. Selon les informations recueillies, ces

deux motopompes saisies appartiennent à deux agriculteurs de la région. Les deux mis en cause ont été présentés devant la cour correctionnelle de Mascara pour irrigation illicite à partir de l'oued, indique-t-on. Par ailleurs, plusieurs opérations de saisie ont été procédées dans différents lieux de la wilaya de Mascara, à savoir, Bouhanifia, Hachem, Oued Taria et Mascara, rappelle-t-on.

## SIDI ABDELJEBBAR

## Un motocycliste percuté mortellement par un camion

Un motocycliste âgé de 40 ans, répondant aux initiales de B.B., a été percuté mortellement dimanche par un camion au niveau du douar Métabiche relevant de la commune de Sidi Abdeldjebbar et précisément sur la RN 91 reliant Tighenif à Sidi Abdeldjebbar, a-t-on appris. La victime a été évacuée à la morgue de l'hôpital Mustapha Chalabi de Tighenif. Une enquête a été

ouverte par la gendarmerie pour élucider les circonstances exactes de cet accident mortel qui a plongé la famille de la victime dans un émoi.

Par ailleurs, un autre accident de la circulation a été enregistré au niveau de la commune de Zahana, lundi soir aux environs de 13h30, provoquant la mort de deux personnes, qui étaient à bord d'un véhicule de marchandises. **A. D.**

## MAZOUNA

## Boudjahfa, ex-maire et membre d'APW, n'est plus

Benelhadj-Djelloul B.

Souffrant depuis toujours d'une cardiopathie sévère, M. Boudjahfa Chérif, membre de l'APW de Relizane, a succombé à un infarctus hier en deuvillant toute la ville de Mazouna dont il était maire il n'y a pas si longtemps. En effet, ce militant discipliné de l'ex-Hamas de Cheikh Nahnah et du MSP actuel a embrassé jeune sa carrière politique bâtie

autour d'une pratique d'un islamisme modéré et tolérant qui caractérise son comportement au quotidien à tel point qu'on retient de lui son évacuation en extremis à l'hôpital Boudiaf, suite à un malaise cardiaque ressenti au cabinet de la wilaya alors qu'il tentait de séparer une prise de becs, à la limite du pugilat, entre son président et un membre de l'exécutif de l'APW, réconciliés, depuis, grâce à son concours.

## SOUR

## Des enfants circoncis et du matériel pour les handicapés

Une louable initiative a été prise par l'APC de Sour relevant de la wilaya de Mostaganem. Selon le maire de cette commune, monsieur Chemouma, une opération de circoncision a touché près de 40 enfants nécessiteux en plus d'un trousseau pour fêter la circonstance.

Dans le même sillage, 30 fauteuils roulants et 40 cannes pour les non-voyants ont été attribués à cette catégorie d'handicapés. Par ailleurs, pour encourager les lauréats

aux différents examens de 6e et BEM, l'APC leur a décerné des micro-ordinateurs et des trousseaux complets pour la nouvelle rentrée scolaire 2009-2010. Pour ce qui est des différents projets alloués à la commune, on apprend qu'un marché couvert à étages et une sûreté urbaine sont en voie de réalisation. Une commune qui sort de l'anonymat pour se placer parmi les meilleures dans la wilaya de Mostaganem, dira un haut responsable de la wilaya. **H. B.**

## TIARET

## Le congé suspendu pour le personnel de la santé

El-Houari Dilmi

Sur instruction du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, les congés annuels de l'ensemble des personnels relevant du secteur de la santé sont suspendus durant toute la durée estivale, c'est ce qu'a indiqué lundi la direction de wilaya de la Santé.

En effet et selon cette même source, la décision de suspendre les con-

gés annuels a été prise dans le cadre du dispositif de veille et de lutte contre le virus H1N1, dit de la grippe porcine qui a fait cinq victimes en Algérie, selon un bilan officiel du ministère de la Santé.

Et toujours selon la direction de la Santé, aucun cas de grippe porcine n'a été enregistré dans la wilaya de Tiaret, excepté la fausse alerte, enregistrée en début de semaine au niveau de l'hôpital de Frenda lorsqu'un hom-

me de 43 ans a été admis avec une forte fièvre. Par ailleurs, les circoncisions d'enfants ont été formellement interdites en dehors des établissements hospitaliers agréés.

La direction de la Santé rappelle qu'une circoncision est un acte chirurgical et doit donc obligatoirement s'effectuer au sein d'un bloc opératoire, doté d'un personnel médical et paramédical compétent ainsi que de tous les équipements et moyens nécessaires.



## La French Africa

Par Y. Mérabet \*

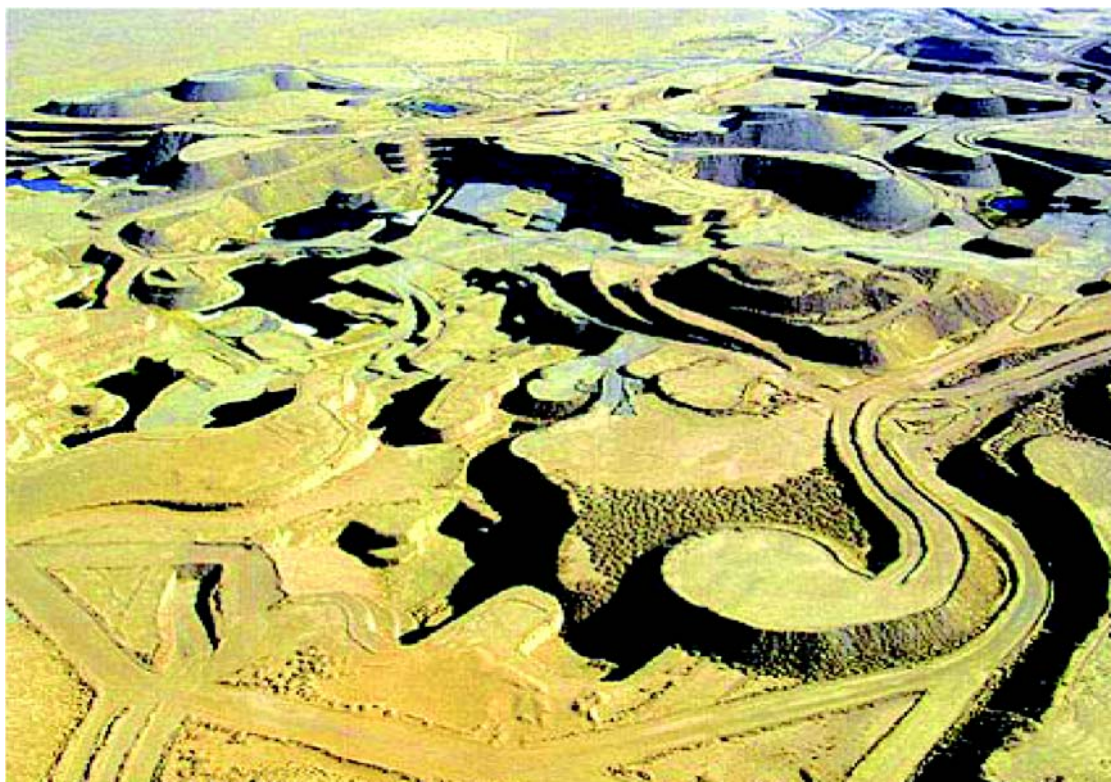
C'était déjà, au début de l'année 1981, que le spécial uranium de la Gazette Nucléaire (N° 41/42) révélait une lettre d'un conseiller de la CEE en Afrique, qui montrait l'état d'ignorance quasi complet du président du Niger de l'époque sur les causes de la crise du marché de l'uranium et donc, de la baisse de la rente versée à l'État nigérien. De cette ignorance, les dirigeants nigériens sont en grande partie responsables, pour ne pas s'être donnés les moyens de contrôler le marché de cette substance et même, de ne pas savoir son utilisation et maîtriser sa destination. Mais, cette ignorance était voulue et bien acceptée par les responsables français. En témoigne le compte rendu de la déclaration de M. Taranger, ex-directeur de production du CEA (Centre de l'Energie Atomique), à la rencontre internationale des producteurs d'uranium, à Paris, les 20 et 21 avril 1968, rencontre qui devait aboutir à la création du Cartel de l'Uranium.

Au sujet de l'attribution des quotas pour la France, «M. Taranger, parlant pour URANEX, dit : «(...) Les officiels nigériens ont écrit aux autorités françaises pour obtenir une capacité de production supplémentaire d'uranium nigérien de 1.000 tonnes par an à partir de 1974. Les Français ont accepté avec regret, mais vont essayer de reporter d'un an la mise en production pour des motifs techniques». Puis, constatant un certain nombre de désaccords entre producteurs d'uranium (résolus par la suite), «M. Taranger hésitait à accepter la poursuite de nouvelles rencontres (...) entre producteurs d'uranium», signalant qu'il y avait un danger de voir le nombre des parties prenantes proliférer. Jusqu'ici, les Français avaient réussi à exclure les représentants du Niger et du Gabon, mais il n'était pas certain que cette position pourrait être maintenue». Par la suite, le Cartel est ancré, les productions du Niger et du Gabon apparaissent sous la dénomination de «French Africa» dans les documents internes de cette organisation. Dans le même temps, le gouvernement français a eu une politique militaire réaliste : il concentre ses efforts sur les forces d'intervention extérieures destinées à protéger les zones d'approvisionnement africaines.

Le Niger, où se trouve l'essentiel des intérêts miniers français, est doté d'une armée de 3.500 hommes : 2.800 dans l'armée de terre, 400 déguisés sous forme de coopérants techniques pouvant rejoindre les casernes à tout moment, 120 dans l'armée de l'air (8 avions de chasse et 6 hélicoptères pour la surveillance), sans char. Trois puissants voisins à surveiller qui peuvent rendre amères les relations passionnelles entre le Gouvernement nigérien et la France : la Libye, dont les ambitions territoriales sont connues, dispose d'une grande armée; le Nigéria, qui lorgne aussi vers le Niger, a la plus grande armée d'Afrique; l'Algérie, leadership du continent africain et qui trace son axe de développement vers l'Afrique noire par le Niger.

Il s'agit pour la France de protéger non seulement le Niger où elle puise l'essentiel de ses ressources énergétiques, mais aussi d'espionner les pays qui l'entourent, afin de détecter toute menace de déstabilisation

*L'actuelle «crise» franco-nigérienne dévoile que le problème du Sahara Occidental est lié purement et simplement à une affaire d'uranium. Le feu roi Hassan II du Maroc en savait plus.*



qui pourrait avoir des effets communautaires et nuisibles aux intérêts politico-économiques français. D'autre part, l'expansion des programmes nucléaires nécessitera l'exploitation d'un nombre de plus en plus grand de gisements. Il est donc nécessaire de protéger les découvertes minières des diverses sociétés françaises : ainsi en est-il des intérêts des producteurs au Sahara occidental et au Maroc, aux zones de prospection de Total, PUK en Mauritanie, de celles de la COGEMA au Mali et en Guinée, des intérêts définis au Niger, au Tchad, au Sénégal, au Zaïre, en Centrafrique ou même en Angola, le champ à couvrir par les avions de reconnaissance et de combat de l'armée française est vaste. Et il ne s'agit pas seulement de préserver ces intérêts pour le long terme, mais surtout, peut-être, d'organiser la production. Les découvertes existantes et potentielles étant largement supérieures aux besoins de la consommation, il faut limiter le rythme d'ouverture de nouvelles mines, malgré les pressions des insouciantes responsables des pays possesseurs de gisements africains. Les documents internes du «Cartel de l'Uranium» narrent par le menu quels artifices les responsables français ont dû employer pour limiter la production du Niger. Mais, aujourd'hui, plutôt que de perdre ces intérêts dans les nouveaux gisements en cours d'ouverture dans ces pays (la concurrence est vive avec les autres sociétés européennes et surtout américaines et japonaises), la COGEMA a dû se résoudre à prendre de nouvelles et fortes participations dans les futures exploitations, opérant par manque de capitaux ces possibilités de diversification en direction d'autres pays. Il fut difficile au gouvernement de faire revenir l'empereur Bokassa sur sa volonté de confier les intérêts miniers français dans l'uranium centrafricain à une société étrangère, tout en repoussant d'année en année la mise en exploitation du principal gisement... On connaît aussi les demandes réitérées du Mali pour la mise en valeur des gisements découverts par la COGEMA sur son propre sol.

Mais, la palme d'or revient au roi Hassan II qui joue alternativement Américains et Français (et même parfois les Soviétiques) pour l'exploitation de l'uranium contenu dans les phosphates, en échange d'un appui diplomatique et militaire dans la guerre qu'il mène au Sahara occidental, son fils suit ses traces.

Des clauses contractuelles favorisant les compagnies françaises

Les accords portant sur l'exploitation de l'uranium dans le tiers-monde ont ceci de commun :

- aucun retour financier minimum dans le pays hôte;
  - aucun contrôle du pays hôte sur le développement de l'exploitation (rythme d'exploitation des mines, clients);
  - pas de liens avec le reste de l'économie du pays hôte;
  - absence de contrôle sur les effets sanitaires et écologiques de l'extraction et du traitement du minerai (lire article Y.Mélabet 'Le Quotidien d'Oran' du 07/10/2008).
- Au Gabon, un des derniers accords de recherche et d'exploitation qui a été signé (permis de Boué entre l'État gabonais, la COGEMA et Union Carbide Corporation), l'opérateur a eu des facilités inouïes :
- exonération de taxe pendant 7 ans;
  - droits de douane et redevance limités à 50 % de la production;
  - 10 % de participation dans le projet pour le gouvernement, etc.

Cet accord est semblable à celui conclu pour l'exploitation du gisement de Mounana avec la CFMU et la COGEMA. Mais, c'est à l'État gabonais d'investir pour la construction du chemin de fer, «le transgabonais», qui permettra d'apporter les matières premières nécessaires à l'exploitation et au traitement du minerai, une manière néo-colonialiste d'endetter l'Afrique.

Au Niger, les clauses communes aux différents contrats d'exploitation sont :

- les compagnies payent toutes les dépenses de recherche, mais le gouvernement doit payer au pourcentage de sa participation (de 30 à 50% suivant les cas) les dépenses de développement et d'exploitation, soit cash, soit en empruntant aux compagnies intéressées. En retour, il dis-

pose du même pourcentage de l'uranium produit, dont les acheteurs fixent le prix et ne sont autres, en général, que les compagnies impliquées dans l'exploitation (La Lybie semble s'immiscer dans ces genres de transactions louches);

- enfin, il existe une clause qu'en général les pays du tiers-monde refusent d'accepter lors de la négociation de leurs contrats, qui garantit aux compagnies minières qu'au cas où d'autres compagnies devraient recevoir des clauses plus favorables dans le futur, celles-ci s'appliqueraient aux contrats précédemment conclus. La COGEMA, première sur le terrain, dispose quant à elle de la «clause de la compagnie la plus favorisée».

### UN ENDETTEMENT FORCÉ

Le Niger s'est engagé dans un développement de plus en plus soumis aux fluctuations des cours de l'uranium, avec un endettement croissant pour financer l'exploitation de cette matière et des investissements des installations.

- remboursement de ses primes de participation dans l'exploitation;
- emprunt de 700 millions (35 milliards de francs CFA, en 1980) pour la construction du chemin de fer qui relie Cotonou à Arlit, etc.
- achat d'un avion Boeing 737 pour transporter l'uranium vers l'Europe (14 millions de dollars);
- construction d'une centrale thermique au charbon près d'Arlit, pour approvisionner la cité minière et les unités de production en énergie;
- et, en projet, construction d'un aéroport international et d'une base militaire en liaison avec l'ouverture de la SMTT, où la COGEMA détient 50 % des parts; etc.

L'essentiel des matières premières nécessaires à l'extraction de l'uranium est importé. Par exemple, le soufre pour la fabrication de l'acide sulfurique, solvant de l'uranium, vient du gisement de Lacq en France. Pour produire une tonne d'uranium, 30 tonnes de matériaux divers sont ainsi importées, ce qui nécessite un va-et-vient de camions sur un trajet long de 1.700 km ! Dépendance voulue par la COGEMA,

qui s'est longtemps opposée au projet nigérien d'exploitation d'un gisement charbonnier et à la construction d'une centrale thermique adjacente pour alimenter la cité minière d'Arlit, préférant les importations de fuel qui pèsent si lourdement sur les économies du tiers-monde. Préserver ces intérêts pour le long terme, mais surtout, peut-être, d'organiser la production. La COGEMA a un contrat d'approvisionnement de 1.000 tonnes par an à partir de l'Afrique du Sud, en échange duquel elle investit dans le développement des mines d'uranium de ce pays. D'autre part, ce sont de très grandes quantités de 'boue jaune' qui arrivent en France en provenance d'Afrique pour y être transformées et enrichies pour obtenir du 'Plutonium' avant d'être réexportées vers tous les coins du monde, l'Europe, Inde, Israël, Pakistan, Afrique du Sud, Corée du Nord, Chine, Iran, Egypte et, dit-on aussi, vers l'URSS. Faudra-t-il continuer à l'Afrique de développer une activité économique prohibée. La prochaine décennie au moins : 70 % de la production sont concentrés dans cinq pays africains, l'Afrique du Sud, les États-Unis, le Canada, l'Australie, dont 52 % entre la Namibie, le Niger, le Gabon et, l'Algérie, le Maroc et le Sahara Occidental pour l'uranium à base de phosphates. Et il faut entre dix et quinze ans pour réaliser la mise en production de nouvelles installations d'extraction et de traitement de minerai d'uranium sur des gisements repérés. La seule exception concerne le Maroc, où l'on pourrait extraire dans un délai de quelques années un important tonnage d'uranium à partir de phosphates, car il s'est préparé de bonheur avec l'aide de la France. Le gouvernement français serait contraint de poursuivre la livraison d'armes au Maroc pour sa guerre au Sahara occidental tout en rejetant les résolutions de l'ONU pour son autodétermination en échange de l'uranium hautement stratégique contenu dans ses phosphates. Le feu roi Hassan s'en est déjà assuré. Le 1er juin, lors d'une conférence de presse, parlant de Mitterrand, il déclarait : «Il n'y a pas à craindre qu'il arrête les ventes d'armes. La France honorera ses engagements. (...) Nous lui fournissons l'uranium extrait des phosphates. La France construit des centrales nucléaires.. nous fournissons de l'uranium à partir des phosphates, la France construira des centrales nucléaires à ceux qui en veulent et les approvisionne en 'plutonium».

Enfin, la France maintient toujours de fortes pressions économiques et militaires sur les pays d'Afrique, pour continuer à exploiter les mines africaines et exporter centrales et plutonium vers des pays comme la Corée du Sud (contrat de 13,7 milliards de \$, rien que pour l'uranium !), Israël, le Pakistan et l'Inde. Serait-ce là les nouvelles relations Nord-Sud ?

### Conclusion

Continuer la politique nucléaire française en Afrique ressemblerait au choix du tout pétrole en Algérie... Elle impliquerait aussi le risque, en cas de déstabilisation du Niger, de retomber sous la domination d'un Cartel de multinationales plus modérées pour l'approvisionnement en uranium ou de tomber sous le couplet d'une OPEP africaine de l'uranium.

\* Expert en énergie  
Algerian Society  
For International Relations



## Des passagers bloqués 24 heures à Marrakech



Quelque 160 passagers de Ryanair bloqués plus de 24 heures dimanche et lundi à l'aéroport de Marrakech envisagent de poursuivre la compagnie à bas coût en raison de la façon dont elles ont été traitées, n'obtenant notamment qu'un bon alimentaire de cinq euros. «Il est temps que Ryanair soit tenu responsable envers ses clients», a déclaré à l'AFP Robert Davis, avocat spécialisé dans les litiges liés aux voyages et passager du vol FR3507 qui devait quitter Marrakech dimanche à 10H00 pour rallier Londres-Luton à 13H40.

Les dommages causés par un oiseau dans un réacteur ont nécessité l'intervention de plusieurs mécaniciens, dont l'un acheminé de Barcelone dimanche. Après plusieurs rebondissements, le vol a été

annulé vers 2h du matin puis annoncé pour lundi à 11H00. La compagnie a néanmoins refusé de prendre en charge les frais d'hôtels et de repas, a constaté une journaliste de l'AFP enregistrée sur ce vol.

Vers 3h30, le consul britannique à Marrakech, Mohamed Zkiri, annonçait l'envoi d'ingénieurs plutôt que d'un second appareil. Les passagers ont finalement décollé en milieu de journée lundi pour atterrir à 15H45 à Londres.

«Comment espèrent-ils que nous allons réagir? Ils n'ont pas été honnêtes avec nous dès le début», a dénoncé Samina Hurry, 29 ans, l'une des passagères. Comme elle, plusieurs voyageurs étaient offusqués de ne recevoir qu'un bon alimentaire (consenti par Ryanair dimanche) donnant droit à un sandwich et une petite bou-

teille d'eau alors que la température flirtait avec les 40° à Marrakech.

L'absence de distributeur automatique dans la salle d'embarquement a contraint les naufragés du vol FR3507 à quêter les dirhams auprès d'autres voyageurs, pour acheter de l'eau auprès de restaurants refusant les cartes bancaires.

«Personne ne peut leur en vouloir pour un problème technique mais des compensations sont prévues en cas de retard comme le logement, la nourriture», a relevé M. Davis, soulignant les journées de travail perdues.

Ryanair a présenté ses excuses pour un «retard inévitable». Un porte-parole a affirmé que la compagnie avait «fourni aux passagers des bons de rafraîchissements et donné des informations» sur sa politique en matière d'annulation.

## Un médicament qui pourrait devenir un anti-âge

La rapamycine, un médicament anti-rejet découvert dans les sols de l'île de Pâques (Rapa Nui) pourrait devenir une fontaine de jeunesse, selon une étude mise en ligne mercredi par le journal Nature.

Les auteurs de l'étude, dont David Harrison (Jackson Laboratory, Maine, Etats-Unis) et Randy Strong (université du Texas) ont montré que la rapamycine augmente la durée de vie des souris âgées.

La rapamycine devient ainsi le premier médicament capable d'allonger la durée de vie de mammifères. Les chercheurs ont donné de la rapamycine en complément alimentaire à des souris âgées de 20 mois (l'équivalent de 60 ans chez l'homme), et ont comparé leur durée de vie à celle de souris du même âge, nourries normalement. Le traitement à la rapamycine a augmenté la durée de vie moyenne des mâles de 9 % et celle des femelles de 13 %, par rapport aux souris non traitées. Il a fait passer l'âge maximal des souris (défini comme l'âge atteint par les 10 % vivant le plus longtemps) de 1.094 à 1.245 jours chez les femelles et de 1.078 à 1.179 jours chez les mâles.

Dans une seconde étude, en cours, les souris ont été traitées dès l'âge de 9 mois et une augmentation de leur espérance de vie est déjà observée.

Mais Matt Kaeberlein et Brian Kennedy (Université de Washington) mettent en garde les personnes en bonne santé contre la tentation «de prendre de la rapamycine pour vieillir moins vite. Les potentiels effets immunosuppresseurs de ce composé suffisent à conseiller la prudence.»

La rapamycine est en effet prescrite aux patients greffés, afin d'éviter les rejets d'organes transplantés.

Toutefois, cette découverte pourrait permettre de développer des analogues de la rapamycine dépourvus d'effets secondaires, dans l'espoir de lutter contre les maladies liées à l'âge.

Si la rapamycine retarde la mort, l'autopsie des souris traitées et non traitées montre que le médicament ne modifie pas les causes de décès.

Selon les auteurs, il pourrait par contre retarder le développement de cancers, ralentir les mécanismes du vieillissement, ou les deux à la fois.

La rapamycine est connue pour diminuer l'activité d'une protéine, TOR, déjà impliquée dans le processus de vieillissement chez les invertébrés.

L'inhibition de TOR avait déjà permis d'augmenter la longévité de la levure, du ver nématode ou de la mouche du vinaigre, mais c'est la première fois que ce résultat est observé chez un mammifère.

## Une Allemande donne naissance à de «vraies» triplées

Une Allemande de 34 ans a donné naissance à de «vraies» triplées, trois petites filles issues d'un même oeuf fécondé et portées du même patrimoine génétique, un heureux événement rarissime, ont affirmé mardi ses médecins à Bonn.

Alexandra, Antonia et Adriana sont

venues au monde le 18 juin par césarienne et sont en bonne santé, a affirmé le centre hospitalo-universitaire de Bonn dans un communiqué. Nées environ cinq semaines avant terme, elles pesaient entre 1,7 et 1,96 kg chacune. Une telle naissance de triplés monozygotes ne concerne environ

## Jours fériés à Téhéran... pour pollution

Les autorités iraniennes ont décrété deux jours fériés à Téhéran en raison d'une pollution atmosphérique sans précédent due à un vent de sable provenant des pays de la région, notamment d'Irak, ont rapporté mardi les médias iraniens.

Mardi et mercredi ont été déclarés jours fériés par les autorités en raison de la pollution qui touche la moitié est de l'Iran. «Toutes les administrations sont fermées en raison de la pollution atmosphérique qui a dépassé de plusieurs fois le seuil normal», a déclaré le gouverneur de Téhéran Morteza Tamadon à la télévision d'Etat. Les autorités ont demandé aux enfants, aux personnes âgées et aux malades de ne pas sortir dans la rue. Les services d'urgences de la capitale ont été placés en état d'alerte.

Depuis plusieurs jours, le ciel de Téhéran et de nombreuses villes du pays est caché par une nappe de sable, qui masque même le soleil. Selon les médias iraniens, de nombreux Téhéranais ont quitté la capitale pour se rendre dans les provinces moins touchées par la pollution atmosphérique.

qu'une grossesse sur un million, a indiqué à l'AFP un porte-parole de l'hôpital. «Au début, nous avons eu du mal à y croire: ce sont des triplées, et même de vraies triplées», s'est réjouie la mère, identifiée par l'hôpital sous le nom de Karina P. Le couple a déjà deux filles, Anna, 6 ans, et Diana, 2 ans.

## La téléphonie mobile a ses «chirurgiens»

L'explosion de la téléphonie mobile au Burkina Faso a créé un nouveau métier: réparateur de téléphones portables. Dans ce pays d'Afrique de l'Ouest où le nombre d'abonnés a été multiplié par 100 en huit ans, cette activité informelle est lucrative.

Les yeux rivés sur un portable dépouillé de sa coque, Moumouni Tiemtoré, alias «Mouni», pincette à droite, fer à souder à gauche, envoie de petites impulsions électriques sur la plaquette de l'appareil électronique.

De petites étincelles jaillissent et tout d'un coup, il suspend son geste et lance à son client: «c'est un problème de circuit. Il me faut plus de temps. Repassez demain».

Aux abords du grand marché de Ouagadougou et des sièges des opérateurs locaux de téléphonie mobile, les échoppes des réparateurs de portables tournent à plein régime pour des pannes variées: problèmes d'écoute, de batteries, de surchauffe...

Au Burkina Faso qui compte trois opérateurs, le nombre d'abonnés au mobile a été multiplié par 100 en 8 ans pour atteindre 2,5 millions en 2008. Selon l'Autorité de régulation des télécommunications (Artel, publique) du Burkina, depuis 2007, 1.811 emplois directs ont été créés grâce au mobile et «des dizaines de milliers d'emplois indirects» avec les télécentres privés qui revendent des cartes de recharge de portable.

Le marché africain de la téléphonie mobile enregistre depuis 2002 «la croissance la plus rapide au monde», révélait le cabinet Ernst & Young dans une étude rendue publique fin juin.

Comme «Mouni», des centaines de jeunes, anciens chômeurs pour la plupart, munis ou non de vagues notions en électronique, se sont reconvertis dans ce nouveau métier, surfant sur ce boom de la téléphonie mobile au Burkina. Ancien comptable, «Mouni» a trouvé dans la réparation de téléphones portables, un filon porteur. A 34 ans, cet ancien étudiant en médecine à l'Université de Ouagadougou estime que ce métier n'est pas loin de la chirurgie.

«Pour réparer un portable il faut ouvrir, en chirurgie aussi, il faut l'opérer, c'est la même chose, on peut dire comme ça, chirurgien de portables», dit-il en souriant. Son voisin, Ibrahim Soukoundou, dit avoir abandonné son métier d'horloger pour être réparateur de téléphone mobile: «J'étais dans les montres mais vous savez, les montres ça ne marche plus comme avant, donc on essaie de changer».

Tous affirment que la réparation de portables est plus rentable que les montres ou les téléviseurs. «Mouni» dit pouvoir gagner 15.000 francs CFA (environ 23 euros) en une journée, dans un pays où le salaire minimum est d'environ 31.000 francs CFA (plus de 47 euros) par mois.

## Tokyo détrône Moscou au rang de ville la plus chère du monde



Tokyo a détrôné Moscou au rang de ville la plus chère du monde pour les expatriés en 2009, principalement en raison de la volatilité des taux de change due à la crise économique mondiale, selon une étude annuelle publiée mardi par le cabinet de consultants américain Mercer.

Selon cette enquête, basée sur les prix de quelque 200 biens et services (logement, alimentation, transport, habillement, loisirs, etc.) dans 143 villes du monde, deux métropoles japonaises, Tokyo et Osaka, sont couronnées villes les plus chères du monde. Moscou tombe de la première à la troisième place.

«Conséquence directe du ralentissement économique depuis l'an dernier, nous avons observé des fluctuations significatives de la plupart des devises du monde, ce qui a eu un impact profond sur le classement de cette année», a expliqué dans un communiqué Nathalie Constantin-Métral, chercheuse chez Mercer.

«Beaucoup de monnaies, notamment l'euro et la livre Sterling, se sont considérablement affai-

blies face au dollar, ce qui a entraîné une dégringolade dans le classement pour un certain nombre de villes d'Europe», a-t-elle ajouté. L'étude annuelle de Mercer se base sur le coût de la vie à New York, qui se voit attribuer l'indice 100. Le coût de la vie dans les autres villes est calculé à partir de cette base. Tokyo atteint ainsi l'indice 143,7. Londres, qui était l'an dernier la troisième ville la plus chère du monde pour les expatriés, chute cette année à la 16e place du classement. Oslo, 4e l'an dernier, dégringole pour sa part à la 14e place. A l'inverse, New York bondit de la 22e à la 8e place, et Pékin de la 20e à la 9e place. Genève remonte de quatre rangs et se classe 4e ville la plus chère de la planète, devant Hong Kong, Zurich et Copenhague. Paris passe de la 12e à la 13e place.

La chute la plus spectaculaire est celle de Varsovie, qui passe de la 35e place à la 113e. Johannesburg tombe à la dernière place du tableau, conséquence de la dépréciation du rand face au dollar.

# La figure du héros dans l'imaginaire et dans le champ politique de l'Algérie contemporaine (1954-1995) \*

Par Nadir Marouf

Renouant avec l'approche wébérienne, ils ont pu transposer sur le terrain nord-africain les concepts de patrimonialité et de néo-patrimonialité forgés, à l'origine, à partir de compilations historiques sur les pays d'Orient. La généralisation des catégories d'analyse sous-jacentes a été surtout le fait de plusieurs auteurs dont nous citerons les plus connus en ce qui concerne le Maghreb : Ennrest Gellner<sup>(1)</sup>, Clifford Geertz<sup>(2)</sup>, J. Waterbury<sup>3</sup> qui ont, à des degrés divers, contribué aux définitions des formations sociales contemporaines.

C'est là un cadre tracé depuis déjà un quart de siècle pour les nouvelles générations de chercheurs maghrébiens qui ont pris acte de la faillite des approches institutionnelles, voire positivistes, du changement social dans leurs pays respectifs, partant du principe que le phénomène du pouvoir reste justiciable de «qualification», au-delà des formes d'objectivation où l'économie a dominé pendant trop longtemps. Déjà, dans les années 60, Jacques Berque considérait ce regard renouvelé comme une sorte d'exorcisme : «Il n'y a pas, dit-il, de pays sous-développés, il n'y a que des pays sous analysés»<sup>(4)</sup>. Une autre dimension propice à cette démarche relève de l'anthropologie juridique qui a eu du mal, en France, à se formaliser et à se libérer des disciplines traditionnelles que sont l'histoire du droit et la philosophie du droit.

L'initiative prise à cet effet par le Laboratoire d'Anthropologie juridique de Paris I, sous l'impulsion d'Etienne Leroy depuis ces dernières années, est tout à fait déconce en ce qui concerne tout au moins l'univers africain. Ainsi, un travail d'équipe a permis de produire un texte sur : «Sacralité, droit et pouvoir en Afrique». Cette thématique a été reprise récemment en vue d'une réédition qui tiendrait compte des nouveaux apports théoriques confortés par le travail de terrain. Ce travail est en cours.

Enfin, la dimension psychanalytique de l'analyse du pouvoir mise en perspective depuis la deuxième moitié de ce siècle par des auteurs aussi différents (tout au moins quant à leur domiciliation disciplinaire) que P. Clastres<sup>(5)</sup>, G. Ferrero<sup>(6)</sup>, M. Foucault<sup>(7)</sup>, G. Balandrier<sup>(8)</sup>, R. Girard<sup>(9)</sup>, P. Legendre<sup>(10)</sup>, etc, pour ne citer que ceux de l'Hexagone, va, elle aussi, trouver dans le Maghreb un terrain d'application. Néanmoins, cette entreprise reste pour l'instant fort timide et a fait l'objet de très peu de publications<sup>(11)</sup>. C'est dans cette triple perspective, à la fois anthropologique, juridique et psychanalytique du phénomène politique et plus singulièrement du POUVOIR que je situe ma réflexion<sup>(12)</sup>.

En effet, la multidimensionnalité du pouvoir au Maghreb est justiciable de paradigmes nouveaux à la jonction des trois disciplines signalées plus haut. C'est à cette condition que l'instance normative peut être posée à la fois comme transdisciplinaire et pensée comme autonome. La figure du «héros», à la fois dans la pensée politique et dans la pratique sociale algérienne, relève de ce champ théorique triadi-

*Le domaine de l'anthropologie est depuis déjà fort longtemps investi par les chercheurs qui ont travaillé sur les institutions et sur l'histoire sociale du Maghreb.*

que (anthropologie, droit, psychanalyse), en même temps qu'elle s'inscrit dans les réflexions récentes de Pierre Legendre sur «l'Etat-parent»<sup>(13)</sup>. Il convient cependant de noter qu'au-delà de la métaphore de la filiation, la nature du rapport généalogique diffère suivant qu'il s'agit des sociétés occidentales, notamment de l'Europe de l'Ouest, ou des sociétés africaines, et singulièrement maghrébines. Dans le cas européen, l'ingérence de l'Etat dans le paysage «familial» procède pour l'essentiel des nouvelles prérogatives qui lui sont conférées dans la gestion du social, qu'il s'agisse des législations en matière de prestations sociales, ou de celles qui portent sur le droit de l'enfant<sup>(14)</sup>. En France, par exemple, le premier train de mesures consiste à agir de manière incidente sur les comportements au sein de la famille, sur les conditions de reproduction de cette institution, depuis les aspects les plus intimes de la vie domestique, jusqu'aux propensions à procréer, ou à se maintenir dans les liens du mariage. Quant aux nouvelles dispositions sur la protection de l'enfance, elles signifient, pour les adolescents, que le lien quasi-divin qui régissait jusque-là la relation paternelle : L'Etat. Ce dernier s'immisce dans les affaires de famille, et l'autorité paternelle est désormais partagée avec lui. L'enfant sait qu'il peut recourir à cette instance abstraite, qui prend figure de substitut parental en cas de besoin. Jadis, cette fonction d'intercession était remplie par l'Eglise. Le curé du village avait un pouvoir, en effet, qui pouvait se confondre avec celui de la famille mais ce pouvoir était un pouvoir de relais, rarement un pouvoir d'interposition. Le clergé ne contredisait pas la figure du père, sauf quand celui-ci était en rébellion contre la foi chrétienne. Le panorama social n'est pas différent pour d'autres civilisations, notamment en terre d'Islam.

Cependant, l'intrusion de l'Etat dans la société maghrébine, et plus précisément dans l'Algérie contemporaine, fait apparaître des questions anciennes qui relèvent de la légitimité patrimoniale (tout ce que l'école marxiste classait dans les «féodalismes atypiques») et des questions plus contemporaines qui relèvent de l'instrumentation des leaderships traditionnels à des fins clientélistes.

Dans cette approche relative à l'Algérie, les formes anciennes et les formes actuelles seront, chaque fois qu'il en est besoin, mises en corrélation de manière synchronique. Autrement dit, la filiation des formes modernes prises comme interface des formes anciennes n'est pas une filiation généalogique ou philologique, mais une filiation paradigmatique. Le point de vue exprimé ici permettant de valider cette démarche consiste à articuler deux instances.

- l'instance de la légitimité qui fonctionne de manière archétypale.

- l'instance de l'intelligibilité qui relève de la conjoncture et qui constitue «l'emballage» discursif qui se donne à voir et à entendre dans l'espace public. La première instan-

ce concerne la longue durée historique, la seconde s'inscrit dans une temporalité courte. Plusieurs modèles d'intelligibilité peuvent ainsi se succéder aux fins de régulation diligentées par le pouvoir politique, l'objectif étant de reproduire le modèle archétypal en explorant toutes les modalités et toutes les procédures de socialisation. Le processus de désocialisation correspond, de la part de la société civile, au rejet de toute forme de rationalisation et à la mise hors-la-loi de l'Etat. C'est dans ce contexte d'anomie, de fréquence très limitée, que se jouent les grandes ruptures révolutionnaires. L'Algérie se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, c'est-à-dire dans cette phase de désocialisation-resocialisation. A titre d'exemple, le primat de la propriété sociale sur la propriété individuelle, tel qu'il a pu être affirmé au lendemain de l'indépendance dans les textes fondateurs de l'autogestion agraire et industrielle, ne saurait être interprété comme le résultat de mouvements sociaux et d'aspirations syndicales que l'instance politique traduirait au plan juridique. En revanche, on peut l'interpréter comme la résurgence d'un droit éminent pré-colonial mettant en rapport, d'un côté, un pouvoir dépositaire du droit de propriété foncière en sa qualité d'intercesseur entre Dieu et les hommes, et de l'autre, une société civile n'ayant que le droit d'usage. Cette division juridique des fonctions qui place le «peuple» du côté de l'usage ou de l'usufruit, et le pouvoir du côté de la propriété, n'est pas en effet contradictoire avec le discours socialiste des années 60. Par ailleurs, ce discours évolue avec la pression sociale interne, les contraintes internationales concernant notamment le cours de la rente pétrolière, et a laissé place à des productions normatives différentes, voire opposées (culte voué au privatisme et soumission aux vertus de l'échange affirmé par le pouvoir depuis les années 80). La question qui se pose aujourd'hui est celle d'un pouvoir qui a utilisé toutes ses cartes en matière de socialisation et de redistribution (redistribution matérielle durant la période faste des retombées de la rente pétrolière, redistribution symbolique durant les périodes de crise), et qui, aux yeux de la société tout entière, est à l'image du «roi nu». L'insertion symbolique, mais non moins volontariste, du pouvoir dans la parentèle tel qu'on peut, avec le recul nécessaire, l'identifier au cours de ces quarante dernières années, constitue un des facteurs de socialisation plus ou moins consciemment formulés, par lesquels il a essayé de reproduire sa légitimité.

Nous allons examiner les différentes séquences correspondant à des figures, c'est-à-dire à des modes «d'apparentement» différents et plus ou moins identifiables.

## PREMIÈRE FIGURE : LE HÉROS PRÉTENDANT

Cette image du prétendant est mieux rendue par le mot arabe «al-mustansîb» ou «al-mu-

tanâsîb» qui est construit sous une forme déclarative.

Au plan archétypal, cette image renvoie au paradigme khaloudounien de Badaoua/Hadar (litt. «bédouin/citadin»).

Ibn Khaldoun a puisé ce paradigme dans les fonds mythiques et bibliques<sup>(15)</sup> qui mettent en opposition le pasteur nomade et le paysan sédentaire pour le transposer dans un schéma où la bédouinité se superpose à l'ensemble de l'espace rural, paysan y compris, s'opposant à l'univers de la Cité. Ce paradigme a connu deux temps :

- Le temps de la régulation cyclique et de l'épopée dynastique, en vertu desquelles les tribus déferlent périodiquement sur les villes et prennent le pouvoir pour laisser apparaître, au bout de trois générations, les mêmes stigmates de décadence que les dynastes qui ont précédé. C'est ce qu'Ibn Khaldoun avait amplement développé dans son «Histoire des Berbères».

- Le temps de la fracture irréductible qui est un temps «posthume» (Ibn Khaldoun étant mort au 14ème siècle) : les Ottomans, puis la colonisation française n'ont pas donné aux bédouins la possibilité de reconquête que l'ère dynastique précédente avait rendu possible.

On imagine la muraille imaginaire qui s'est édifée au cours de ces trois derniers siècles, en séparant deux mondes. La guerre d'Algérie a constitué, de ce point de vue, un exutoire contemporain et tardif dans lequel la décolonisation coïncide avec le «droit à la ville». Ce droit exprimait deux choses différentes : vis-à-vis du colon, il voulait dire «Je veux ta ferme, je veux ta ville», vis-à-vis du citadin autochtone : «Je veux ta soeur». Le citadin était, d'un côté, disqualifié et méprisé pour avoir été longtemps le symbole de l'adversité culturelle souvent d'ailleurs qualifiée de pécheresse, et de l'autre, un espace à reconquérir pour soi en mettant fin à une double mésalliance, celle qui concerne le lieu de la ville et celle qui concerne l'alliance matrimoniale. Ainsi, la posture du «guérillero» des années 60 est celle d'un paradoxe : d'un côté, disqualification du citadin en tant que combattant (la vertu du jihad et de la bravoure ayant vocation à être sous le monopole du bédouin rompu aux fonctions de l'épreuve et de l'endurance). D'un autre, valorisation du nasab dans le sens d'une quête d'alliance avec les familles citadines. Un tel paradoxe n'a pas manqué de s'exprimer, au lendemain de l'indépendance, sur le terrain et de façon caricaturale. Les officiers au terme de leur parade triomphaliste ont pris femmes en ville. Une partie de la bourgeoisie urbaine, plus précisément celle qui n'avait pas de titres de gloire à offrir et qui, de ce fait, ne s'est pas manifestement impliquée pendant la guerre de l'indépendance, va trouver dans cette nouvelle transaction, le moyen de «payer sa dette morale». En même temps, les nouvelles alliances lui donneront des assurances pour préserver ses biens, réalisés durant la période coloniale, et qu'elle n'aura

aucun mal à consolider dans le cadre de l'Algérie socialiste. Il ressort que, nous seulement cette caste fournira femmes pour le guerrier mais également une partie de la progéniture qui aura les compétences nécessaires pour occuper les postes de commande au sein de l'Etat. Il est curieux de noter au passage la répétition de ce phénomène s'opérer sous nos yeux à l'égard des insurgés islamistes légitimés de façon plus ou moins secrète (financière entre autres) par la même caste et au nom du même opportunisme.

La quête de femmes, comme modalité de promotion et de réhabilitation du guerrier, s'est réalisée pleinement et le «repos du guerrier» va durer longtemps. Détenant à la fois la légitimité de l'alliance, celle du topos et enfin le pouvoir de l'argent, le héros repu s'est trop longtemps reposé sur ses lauriers, il est à l'image du personnage khaloudounien au lendemain des conquêtes, car les mêmes revendications pointent un quart de siècle après l'indépendance. Au-delà des revendications sociales et ethico-religieuses, le nouveau guérillero entend déloger son prédécesseur et veut lui aussi occuper la villa des nantis et prendre femme. Mais à la différence du héros précédent, celui-ci se dispense de ménager les formes, n'inscrit pas son projet dans un cadre contractuel, il se pourvoit «en acompte».

Le fait que les femmes mariées ou célibataires soient kidnappées, violées au nom de la satisfaction sexuelle des émirs des maquis, procède de la guerre du «scalp» et du butin de guerre. En définitive, cette première figure, celle du prétendant passe d'une légitimité politique à une légitimité religieuse auto-proclamée.

## DEUXIÈME FIGURE : LE HÉROS FONDATEUR OU L'ANCÊTRE ÉPONYME

Au lendemain de l'indépendance, nous assistons à un renoncement de la part des chefs politiques à toute forme de leadership. L'esprit de la jemaa (communauté villageoise berbère) semble constituer un héritage du style politique ambiant : refus catégorique du culte de la personnalité. Ce communautarisme est en fait le résultat d'un précédent lié aux circonstances du mouvement national et au rôle charismatique joué par un des fondateurs de ce mouvement : Messali Hadj. Une raison subséquente consiste à maintenir le flou sur la paternité de la Révolution algérienne. Celle-ci, comme à l'époque de la résistance française, a drainé des militants provenant de formations politiques diverses : PPA (ancien parti de Messali), UDMA (mouvement réformiste laïque appelé «assimilationniste»), mouvement «islamique» (d'obédience religieuse), PCA (fraction algérienne du parti communiste) etc. Les luttes fratricides pendant les maquis n'ont pas rendu propice une clarification quant à une paternité qui ferait consensus à l'instar de celle du Général de Gaulle pour ce qui concerne la libération de la France. Ainsi, l'emprunt aux traditions communautaristes est une manière commode d'éluder un problème de légitimité au sein de la classe politique.

Suite en page 23



# La figure du héros dans l'imaginaire et dans le champ politique de l'Algérie contemporaine (1954-1995) \*

Suite de la page 22

C'est pourquoi le discours officiel ne reconnaît plus désormais comme héros que le peuple tout entier (al-sa'b) avec le caractère d'antériorité qui lui est rattaché. Mais, le peuple, c'est à la fois le peuple d'aujourd'hui et celui d'hier.

Nous trouverons ici une allusion au père-fondateur du militantisme auquel les disciples, militants du FLN et vainqueurs du moment, témoignent de la reconnaissance.

Mais cette antécédence conjoncturelle, loin d'être explicite, est noyée dans un principe de primogéniture et ce, dans le droit fil de la tradition salafiste.

De cette nébuleuse ancestralité se détache, pour la circonstance, un héros pluriel particulier : «le million et demi de chouhada». Ce sont les «martyrs» de la révolution évoqués rituellement avec la référence quantitative qui, dans la langue du pays, est érigée en substantif : almiilun wa nasf shahid. Ainsi, les héros vivants se construisent une légitimité de délégation. Ils sont les «compagnons», au sens quasi-coranique du terme, ils sont les témoins de ceux qui ont donné leur vie pour la patrie. Eux qui ont survécu ont le devoir d'être les dépositaires d'une cause sacrée, le devoir de conduire la révolution à son terme en temps de paix comme en temps de guerre, c'est aussi le droit de s'imposer comme seuls légitimes.

Ce que, ces derniers ont appelé «légitimité révolutionnaire» (interface de la légalité socialiste) dispense les dépositaires de la consultation des urnes puisque la mission sacrée de ne pas trahir la mémoire des morts procède tout à la fois d'un pouvoir de délégation auprès du héros collectif éponyme et d'une fonction de représentaton auprès du peuple. Le confusion entre les martyrs et le peuple est judicieusement entretenue, ce qui explique la récurrence quasi-proverbiale du substantif, dont l'évaluation est, de l'avis des historiens, tout à fait conjecturale (c'est-à-dire révisable à la hausse comme à la baisse).

Ce principe délégataire fonctionne, quant à lui, comme modèle discursif rationalisant l'ordonnement des statuts et des rôles en fonction du capital symbolique du Jihad dont la redistribution s'opère suivant une hiérarchie des mérites. Ainsi, tout un palmarès, d'ailleurs souvent révisé au gré des circonstances - permet de positionner les mérites suivant l'algorithme de la bravoure (le maquisard est de ce point de vue classé en priorité par rapport aux fida-iyin ou terroristes urbains, lesquels sont en meilleure position par rapport aux collecteurs d'argent, etc.). Le pouvoir politique qui s'exerce par délégation renvoie à l'idée que les acteurs mandatés ne sont rien moins que les dépositaires des mandats, en l'occurrence des héros disparus. Par ce moyen, on s'assure l'efficacité de l'exercice du pouvoir et la capacité de redistribuer les miettes de ce capital symbolique au sein de la société civile. Ce système de fonctionnement du politique et, singulièrement ce modèle régalienn, n'a rien de différent des régimes de droit éminent qu'à connu l'Algérie pré-coloniale. En effet, le

prince détenait un pouvoir en raison de sa fonction d'intercession au plan spirituel. Ce système était au centre de la régulation sociale et juridique (système de propriété) la différence tient au fait que l'intercession pré-coloniale relevait du «droit de Dieu» et que l'intercession contemporaine procède du «droit de l'homme». Mais les deux procédures restent, par-delà leurs prégnances normatives différentielles, rattachées au même socle : le caractère sacré de l'intercession.

## TROISIÈME FIGURE : LE HÉROS PARRICIDE

Cette fonction du héros va émerger à partir des années 70, quand le pouvoir se trouve confronté par la nationalisation des hydrocarbures (24 février 1971) et donc par les retombées financières fastes qui s'en suivent. Le pouvoir se donne les moyens des grandes réformes, voire des révolutions : révolution agraire, révolution industrielle (gestion socialiste des entreprises), révolution culturelle où l'arabisation sera le maître-mot. Le volant de manoeuvre qui est donné au «noyau dur révolutionnaire» permet à ce dernier de redistribuer du capital matériel en remplacement du capital symbolique en voie d'érosion. Il s'agit surtout de la salarisation massive (mode de production salariale ?) et de la mise en place d'une infrastructure industrielle dont la seule finalité aura été de remplir la fonction salariale. Ce pouvoir que nous avons qualifié par ailleurs de «prébendier», a pour la première fois laissé apparaître un personnage qui se détache de l'oligarchie. Il s'agit de Houari Boumediène, chef de l'Etat, qui devient l'intercesseur des intercesseurs. Il se détache du peloton de commande grâce à la rente qui lui donne crédibilité à la fois à l'intérieur (par le jeu de la redistribution) et à l'extérieur où il représente la cause du Tiers-monde et une alternative de développement érigée en modèle.

Ce double leadership consacre un pouvoir absolu et une mégalomanie qui vont donner une nouvelle forme à la figure du héros.

En effet, le nouveau héros ne tient plus sa légitimité du peuple et se libère ainsi de cette mystique du salaf dans laquelle le peuple jouait le rôle du père-fondateur. Le peuple n'est plus édifiant, la mémoire politique ne retient plus la sagesse de ce dernier ni ses fonctions initiatiques, le peuple n'est plus la référence suprême auprès de laquelle est nouée l'allégeance, car le peuple est disqualifié dans son charisme inaugural comme dans sa propension à déléguer, tout au moins symboliquement, son pouvoir. Cette paternité collective du peuple s'effondre car il n'est plus le pourvoyeur privilégié de la légitimité, celle-ci étant désormais garantie par la fonction de redistribution que permet la rente.

Notre héros entend davantage tirer sa crédibilité de sa fonction de régulation sociale et économique que de la fonction patrimoniale centrée sur le «virtu» non au sens de «caractère (chez Machiavel), mais à celui quasi mystique de geste tribal s'incarnant dans des personnages légendaires. Le nouveau personnage ou za'im (leader) ne se reconnaît plus dans l'image des

«anciens», il va même jusqu'à les disqualifier sur le plan idéologique en s'appuyant sur les franges les plus jeunes de la population. Le héros intercesseur «tue le père» (interface peuple/salaf). Sa légitimité se reproduit sur deux registres : a- le registre du charisme des chouhada (capital symbolique b- le registre de la redistribution de la rente (capital marchand).

Mais ces deux registres sont articulés dans le sens où le premier (registre «a») s'alimente du second (registre «b»). Le peuple «actuel» (ce que l'on met généralement dans la nébuleuse : «société civile») n'est plus consubstantiel des anciens. La sagesse des ancêtres s'est tue. Cela renvoie à la symbolique du «fleuve détourné» pour parodier le titre du roman célèbre de Rachid Mimouni. C'est pourquoi il faut éduquer le peuple : celui-ci est infantilisé et cela devient d'autant plus possible que le monopole de la répartition salariale détenu par l'Etat, laquelle prend tendanciellement l'aspect d'une rente de fonction ou de situation (salaires sociaux), donne lieu à une structure de loyauté qui procède du clientélisme en ce qui concerne l'élite et les cadres des entreprises et des administrations, ou de la complaisance teintée de peur pour les catégories subalternes.

La société civile s'érige ainsi en société politique, sommée de reproduire les slogans et les mots d'ordre dictés par la hiérarchie en contrepartie de la rétribution salariale, dont tout le monde sait qu'elle procède moins du calcul économique, que de la logique pébendière.

Le pouvoir s'arroge ainsi la mission de pédagogue et d'éducateur du peuple, non pas en raison de ses compétences au plan du savoir, mais d'un droit de présence, voire de primogéniture qu'il s'invente comme par amnésie : il oublie en effet qu'il se reconnaissait précédemment dans la filiation du peuple (cha'ab), il en devient aujourd'hui le père lui-même ce qui renvoie symboliquement à une inversion-confusion quasi incestueuse. Comme par fiction démiurgique, le peuple est mis en «matrice» pour être «re-mis» au monde différemment, autrement.

Il faut aussi éduquer les enfants du peuple et éradiquer en eux l'idéologie des générations antérieures. C'est la vocation précisée-

## Note

\* Cette période dite de «légitimité révolutionnaire» dans sa phase de combat pour le recouvrement de la souveraineté puis dans sa phase d'indépendance acquise s'arrête à la consultation des urnes qui a permis à Monsieur Zeroual d'être le premier président élu. La période suivante procède d'une nationalité politique loin d'être terminée et nécessite pour cela plus de recul. Ce travail d'investigation est en cours pour une publication ultérieure. Le présent article est extrait d'un ouvrage collectif, paru aux éditions L'HARMATTAN en 1996, sous ma direction et celle de Noureddine SAADI («Normes, sexualité, reproduction - Hommage à Pierre Legendre»). 1- Ernest Gellner fait, avec Jacques Berque, figure de proue dans la modernisation des analyses sur le Maghreb. En marge des «Saints de l'Atlas» qui donnent lieu à une reformulation de la segmentarité, il s'agit surtout ici d'un ouvrage plus récent pour ce qui concerne l'approche globale du politique au Maghreb : «Nations et nationalisme». Paris, Fayot, 1989 (208 pages). Nations enfin la co-direction scientifique par E. Gellner et J.C. Vatin d'une table ronde du CRESM (organisée à Aix, en juin 1974) sur «Islam et politique au Maghreb», dont les actes sont publiés sous ce titre aux éditions du CNRS, Paris, 1981. 2- Il s'agit plus de ses travaux sur le Maroc que sur l'Indonésie. Pour notre propos, on citera notamment son ouvrage de synthèse : «Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir», Paris, PUF, 1986. 3- Plus proche de la tradition webérienne, John Waterbury inaugure, pour le Maghreb, l'anthropologie politique : Le commandeur des croyants - La monarchie marocaine et son élite», Paris, PUF, 1975. Dans la même perspective intellectuelle, il faut également signaler Eisenstadt («Post-Traditional societies» - The Academy and Sciences, New-York, 1972) qui introduit le concept d'autocratie et de néopatrimonialité en ce qui concerne les formations sociales postcoloniales. Notons, par ailleurs, Bernard Lewis qui s'inscrit dans le même courant («Le langage politique de l'Islam, Paris, Gallimard, 1988). Il faut ensuite signaler que le domaine de l'anthropologie historique a inspiré quelques pilotes français, se situant en marge de l'approche institutionnelle de type positiviste. C'est le cas de deux auteurs, proches du CRESM (actuellement IREMAM) d'Aix-en-Provence : Jean Leco et Jean-Claude Vatin sciences politiques, 1975 et surtout «Le système politique algérien» in : Réformes institutionnelles et légitimation du pouvoir au Maghreb, éd. CRESM-CNRS, Aix, 1979. 4- Jacques Berque, «Droit des terres et intégration sociale au Maghreb», in : Cahiers internationaux de Sociologie, N°XXXI, Paris, 1958.

ment de l'Ecole Fondamentale, lieu primordial de socialisation.

## QUATRIÈME FIGURE : LE HÉROS, UN PÈRE ADOPTIF NON RECONNU

Le héros, à la fois parricide et substitut du père, est un père adoptif rejeté par la base. Il n'y a pas eu de prise en profondeur sur elle, notamment les couches populaires des villes et des campagnes. Le pouvoir fait l'objet d'une dénomination exogène. Il est la houkouma, laquelle est distincte des Arabes <sup>(16)</sup>. L'Etat n'échappe désormais pas à son étrangeté/étrangéité récurrente. Le pouvoir dynastique tirait sa légitimité de son appartenant prophétique, donc d'une provenance exogène, contrairement à la logique féodale européenne. Cette exogénéité est rééditée avec le pouvoir beylical pour se renforcer encore davantage avec le pouvoir colonial. Les légitimations communautaires qui auraient pu connaître une évolution favorable à une construction originale de l'Etat n'ont eu que quelques épisodes de gloire.

L'Etat algérien indépendant garde les mêmes stigmates que les Etats précédents, en dépit du complexe révolutionnaire de son instauration ou de sa restauration. En effet, le modèle étatique algérien et tout ce qui, subséquentement, relève du droit public interne (administration, service public, organigrammes ministériels, etc.) reproduisent de manière mimétique la rationalité de l'Etat colonial. Après que le peuple ait enfanté son héros, il ne le reconnaît pas comme père mais consent plus ou moins à lui obéir faute de mieux. Nous parvenons, en définitive, à une vision chaotique des rapports symboliques de filiation. Mais, en même temps, la boucle est bouclée : le fils s'émancipant de l'ancêtre éponyme, est, à son tour, tel Prométhée pour avoir volé le feu aux Dieux - relégué au statut hybride de mi-père mi-fils, bref au rang «d'avorton»...

## CINQUIÈME FIGURE : LE HÉROS INTRUS SE FAIT AMANT

La figure du héros se rétrécit encore pour s'incarner en un seul homme : Boumediène.

Celui-ci se donne pour objectif de se libérer de l'oligarchie grâce à laquelle il avait pris le pouvoir.

Il renforce et élargit la politique redistributive par le salariat ou par un système de dotations fort complexe, ce qui contribuera à assurer l'intégration politique des fonctionnaires, des ouvriers, des paysans et des étudiants.

A ce renforcement de l'allégeance dans la sphère publique, correspond celui qui s'opère dans la sphère privée : il s'agit précisément du discours à répétition de la réhabilitation de la femme algérienne. S'appuyant sur le fait qu'elle a fait ses preuves dans les maquis, il faudra reconnaître son droit à prendre part aux côtés des hommes «aux tâches d'édification nationale».

Cette reconnaissance s'exprimera à la fois sur le terrain politique (nomination de quelques femmes à des postes de commande), ainsi que sur le terrain économique recrutement progressif dans les administrations et dans les services, également dans les entreprises de confection ou portant sur les activités pour lesquelles les femmes sont jugées ergonomiquement aptes. Ce discours sur la promotion de la femme est resté, à l'instar du discours féministe du pouvoir irakien, une vaste duperie. En effet, tous les travaux empiriques qui ont analysé les résultats de la féminisation des emplois ou de la situation faite à la femme dans le domaine du statut personnel montrent que la libéralité affirmée par le pouvoir est plus symbolique que réelle. Mais un tel symbole constitue en revanche ce qui émerge de l'iceberg.

C'est le comportement jugé féministe de l'Etat algérien et notamment du président Boumediène, qui a la plus grande visibilité si l'on en juge par les opinions exprimées par les femmes elles-mêmes.

Elles considèrent en l'occurrence que la place faite à la femme par l'Etat la libère quelque peu du père, des frères et du mari. L'image du héros est ainsi transfigurée progressivement en image de l'amant à distance. Ce sentiment d'intrusions dans les affaires intimes du couple ressenti par les mâles vis-à-vis du pouvoir était partagé par l'homme de la rue qui considérerait que le pouvoir n'avait plus rien d'autre à faire que d'inciter les épouses et les filles à rompre les liens de fidélité et de respect qui caractérisaient la famille jusqu'alors <sup>(17)</sup>.

N. M.

A suivre

5- Pierre Clastres, «La société contre l'Etat», Paris, éd. de Minuit, 1974. 6- G.Ferrero «Les génies invisibles de la cité», Paris, Plon, 1945. L'auteur met en corrélation la propension à la peur de perdre la légitimité («perdre la face» dit-il) et la procédure mise en scène de la légitimité («le droit de la cité» dit-il). Cette perspective «judiciaire» est reprise plus tard par Georges Balandier qui développe d'abord la problématique de l'«ambiguïté» («Sens et puissance», PUF, 1971 et «Anthropologie politique», PUF, 1967), de la «mise en scène» du politique ensuite, ce qui corrobore, d'une certaine manière, la thèse de G.Ferrero sur la violence légitime comme «exorcisme de la peur». 7- Dans «La volonté de savoir» (Gallimard, 1976), et surtout dans «Surveiller et punir - Naissance de la prison» (Gallimard, Coll. NRS, 1975) où Michel Foucault développe la métaphore du panoptique de BENTHAM, le pouvoir est délogé de son enveloppe politico-institutionnelle, pour être posé comme consubstantiel à toutes les formes relationnelles (rapports de sexe, d'âge, de filiation, d'autorité domestique ou professionnelle), dans le sens où toutes ces formes sont liées. 8- Georges Balandier, op. cit (infra) 9- René Girard, «La violence et le sacré», éd. Grasset, Paris, 1972 et surtout «Le bouc-émissaire» éd. Grasset, Paris, 1982. 10- Pierre Legendre, «L'amour du censeur - Essai sur l'ordre dogmatique», coll. Le Champ Freudien, Paris, Seuil, 1974. 11- Il faut, à cet égard, et en dépit des balbutiements en la matière, rendre hommage à Faïd Benstanou qui a su insuffler une dynamique fort originale autour de la «renaissance des intelligences» qu'il dirige en France. 12- Cette réflexion se poursuit, depuis ces dernières années, aussi bien dans le cadre des recherches que je conduis au sein du CERFRESS («Les fondements anthropologiques de la norme») que dans celui de mes séminaires de 3ème cycle. 13- Cette idée est développée dans «L'inestimable objet de la transmission», Leçon IV, Filiation, fondement, généalogie, éd. Fayard, 1990. 14- En vérité, les prérogatives de l'Etat en matière de protection de l'enfant ne datent pas d'hier. Nous renvoyons ici, pour ce qui est de la France, à une série de textes contemporains de la 2ème et de la 3ème République. 1841 : loi sur le travail des enfants. 1874 : loi sur la mendicité enfantine. 1874 : loi Roussel qui accorde le droit de regard de l'autorité publique sur les enfants mis en nourrice hors du domicile. 1882 : loi sur l'obligation scolaire

-24 juillet 1889 : loi sur la déchéance paternelle au profit de l'assistance publique sur les enfants mis en nourrice hors du domicile. -19 avril 1898 : loi sur la protection des enfants -27 juin 1904 : loi relative au service des enfants assistés -22 juillet 1912 : loi qui institue le tribunal pour enfants et adolescents -le décret loi du 30 octobre 1935 établit une mesure dite de «surveillance et d'assistance éducative». -1935 : suppression de la correction paternelle -27 juillet 1942 qui inspira l'ordonnance du 2 février 1945 aménageant une nouvelle justice pénale pour l'enfance délinquante. Il faut rappeler néanmoins que le droit sur l'enfance qui se déplaçait implicitement du point de vue du patrifamilias, cède aujourd'hui le pas à un droit de l'enfance, y compris contre l'ordre familial, quand cela est jugé nécessaire. De ce point de vue, l'enfant est, d'une certaine manière, «sujet de droit». 15- Le Coran reprend, en gros, la tradition biblique en ce qui concerne l'eschatalogie et le mythe d'origine, avec les périodisations sous-jacentes : le récit du partage du monde par les fils de Noé est repris par Ibn Khaldoun quand il veut donner une paternité aux peuples d'Afrique. 16- Termes exprimés par un paysan de Tawaghozout près de Frenda qui répondait à Jacques Berque (que j'accompagnais en juin 1970 pour son enquête sur al-wacharissi et al-maghili-al-mazani en ce lieu où séjourna Ibn Khaldûn) en réponse à une question sur les propriétaires céréalières environnants. Le fellah nous disait en effet : «Ces terres n'appartiennent pas aux Arabes, elles appartiennent à la houkouma». 17- Vers le milieu des années 70, il est curieux de remarquer, qu'aux yeux du citoyen de la rue, le seul projet visible, digne d'être érigé en événement pour avoir fait scandale, est précisément le projet de code de la famille. La préoccupation majeure des mâles est liée à cet aspect de l'activisme politique, tandis que ni la gestion socialiste des entreprises, ni la Révolution agraire - lesquelles auraient fait couler du sang ailleurs ou en d'autres circonstances ne semblaient retenir autant d'attention. Une anecdote, à l'appui de cette remarque concerne un chauffeur de taxi qui le conduisait de l'aéroport d'Alger au ministère de l'Enseignement supérieur. Une fois passées les premières formules sur la pluie et le beau temps, il me confia : «Ce pays n'est plus viable pour un homme digne de ce nom. Vous rendez-vous compte ? Un pouvoir qui n'a rien à faire que d'inciter nos femmes et nos filles à nous désobéir ! Bientôt, ma femme va prendre le taxi, et moi le tablier... (Propos recueillis en mars 1977).

## APARTEMENTS

■Vds bel Appt, Acté, libre de suite, F3 + C + SDB + balcon + loggia + cave, avec citerne 2000 Lts, 2ème étage, cité ensoleillé, 150 Logts Lobet, milieu EPLF - ORAN - Tél: 0696.33.25.13

■A louer un appartement F3 + cuisine + SDB, neuf, situé à Ain Turck au 3ème étage - Tél: 0771.97.59.98

■Vends Appt F3 + salon + cuisine + salle de bain + toilette + garage à Marsa El Kebir, Haï Dada Youm - Tél: 0792.10.76.66 / 041.30.52.93

■A vendre Appart 4 pièces, 1 étage, sup. 104 m². Possibilité Promesse de vente. Fernand-ville à proximité de la Direction des Forêts, côté mer - Tél: 0775.22.15.51

■Appartement à louer F4, 7ème étage avec ascenseur, Akid Lotfi ORAN. Vue sur mer - Tél: 0771.61.42.40

■Loue appartement F3 RDC meublé avec garage à 2 km de la plage HAMMAMET - TUNISIE - Tél: 0554.10.30.39

■Loue appartement propre, Miramar, F3 cuisine, SDB, 2ème étage - Tél: 0661.41.78.66 - Fouad

■Vente ou échange un appartement F4 au centre-ville - Pour plus d'information, contactez le numéro 0661.57.46.57 ou 041.39.32.49

■Vds F3 à Cité Akid Lotfi, 09ème étage avec ascenseur + interphone + parking gardé. Prix après visite. Intern. et curieux s'abstenir - Tél: 0790.15.73.70

■Cherche F2, cuisine, SDB. ORAN Banlieue - Tél: 0553.316.061 / 0553.094.716

■Vends, centre-ville ORAN, F6 3ème étage, 4 chambres, 2 grands salons, 2 toilettes, une grande salle de bain. 157 m² avec 6 balcons, 3 façades, et 4 cheminées en marbre blanc - Tél: 0776.45.97.74

■A vendre F2 modifié F3. Acté. RDC, 2 façades. Cité calme. Superf. 72 m². Adresse: 870 Logts Bloc 38, Yaghmoracen CNEP - ORAN - Tél: 0771.99.22.65

■Part. vend F4, 84 m², RDC sur Gd Bd Seddikia (Env. Sheraton). Idéal Prof. libérale ou habitation. Très bon voisinage. Prix négociable - Tél: 0770.30.99.10 - 0771.18.79.78

■Loue des Appts dans un immeuble meublé et équipé et toute commodité, garage, eau H24, dans un endroit très calme pour famille, Trouville, Ain El Turck - ORAN - Tél: 0777.65.23.63

■Loue F3 Haï El Badr + F4 Akid Lotfi + vends F3 Yaghmoracène CNEP - Tél: 0771.23.15.88

■Vends: F3 à Seddikia (Acté) côté CNEP - F4 à la Cité Brunie (côté Toro) Acté - Tél: 041.42.47.33 / 0775.42.93.00 / 0795.04.24.24

■A.V. Appt F3, Acté, 110,75 m², 2 Ch., Gd S., Gde cuis., hall + SDB + débarras. Gaz de ville. Libre. 4ème et dernier étage, à Résidence Djebbari Haï Fellaoucène - Tél: 0797.38.10.63 pour + d'info

■Particulier loue appartement (F3) RDC situé à la Cité Mimosas - ORAN. Convient à une profession libérale ou habitation - Tél: 0772.43.68.17 (Avant 16 H ou après 21 H)

■Vends à Gdyl bel Appart F4 90 m², 2ème étage, 2 façades, rénové, avec climatisation, chauffe-bain + chauffage et ligne téléphonique. Cité 500 Logts Route Kristel - GDYEL - Tél: 0797.49.29.24

■Vends: F3 Acté très propre, 3ème étage, 02 façades, bien situé, très bon voisinage, toute commodité, parking assuré, eau H24, bien ensoleillé. La Glacière. Vue sur Hôpital Militaire. Sup. 75 m² - Tél: 0552.42.47.68

■Vends Appart F3, Acté, au 1er étage, Bel Air, double façade, sanitaire, eau H24, téléphone. Visite après 18 H - Tél: 0790.91.82.02 - Non sérieux ne pas déranger S.V.P.

■A vendre: F3 Larbi Ben M'hidi 2ème étage - F4 Avenue St-Eugène 2ème étage avec cour, 127 m² - F5 Duplex Avenue Sidi Chami - Tél: 0770.89.30.13

■Loue Appart 5 pièces, 1er étage, T. bien situé, cité très calme - Cité des Enseignants en face tribunal Essedikia - ORAN - Tél: 0791.83.28.40

■URGENT: Vends dans immeuble privé nouvelle construction, (2) appartements F4, 120 m² chacun, ttes commodités, libres de suite. USTO HLM - Ag. Immo. «EL MANZEH» - Tél: 041.43.00.00 / 0555.40.17.09

■Vends appartement F3 (Désistement), toutes commodités, 4ème étage et dernier, immeuble propre, sur le Boulevard de l'USTO - Tél: 0771.63.24.84 / 0551.51.32.81

■Loue plusieurs appartements F3 / F4 / F5 à Haï Yasmine - Ag. Immo. «EL MANZEH» - Tél: 041.43.00.00 / 0555.40.17.09

■Loue: F2 rue Cavaignac 2ème (1,2 U) - 2 pièces Rue Lamoricière 1er (1 U) - F3 Plateau au 2ème (1,5 U) - F3 centre-ville 3ème (1,8 U) - F4 meublé Akid Lotfi 2ème (2,5 U) - F4 meublé Bd des Chasseurs 3ème (6 U) - F5 Rue de la Vieille Mosquée 2ème (5 U) - Agence «ABDALLAH». 44 Cavaignac. 041.33.56.40 / 0770.40.87.48

■A louer F1 + F2 Marsa El Hadjadj 200 m de la mer pour Juillet et Août - Tél: 0790.69.09.36

■Loue des Appts haut standing F2, F3 à Bousfer-plage, vue sur mer, équipés, meublés, toute commod. - Tél: 0699.15.18.97

■Loue pour saison estivale studios meublés grand standing, proches plage des Dunes Corniche oranaise - Tél: 0772.54.31.84

■Vends ou Loue très bel F4 en Duplex (2 locataires) dans petite cité calme et propre à Hadjadj (W. de Mostaganem) Bousquet à 2 Km d'une belle plage - Tél: 0772.37.04.04

■TLEMEN (Imama 1060 Logts): Vends F3 RDC, double salon, cuisine et SDB aménagées. Convient pour fonctions libérales: médecine... Tél: 0776.12.50.13 / 040.91.18.29

■Loue: F2 centre-ville - F5 centre-ville - Appeler au 0553.24.41.30 / 041.35.96.97

■Loue Appt F3 + cuisine + SDB, ttes commodités, à Trouville Ain El Turck ORAN à proximité Hôtel EL YAMAMA - Tél: 0774.81.15.07 - Demander Kouider

■Vends 3 Apparts Rue Mirauchaux ORAN immeuble de 4 Apparts construit. récente, vue sur mer, 1er étg. 166 m², 2ème étg. 320 m² + 90 m², 3ème étg. 187 m². Porte d'entrée fermée, interphone et bache à eau - Tél: 0775.93.79.95

■Vends: Appt 3 pièces, cuisine, salle de bain, sanitaire. Acté. 4ème étage et dernier étage, Cité ZABANA ARZEW - Tél: 0771.30.68.83 - Intermédiaire s'abstenir

■Résidence familiale «Le Littoral», loue Appts F2 et F3, Gd standing, meublés et avec ttes commodités, terrasses vue sur mer, garage, près de la plage de Cap-Falcon (Ain-El-Turck - Oran). Possibilité location courte durée - Tél: 041.26.52.15 / 0773.84.67.39

■BENI-SAF - S/Mer - Saison estivale: Loue Appts, vue sur plage, Appts F2, F3 équipés + garage. Eau H24, jardin - Résev. 0778.25.17.97

■Cherche pour ses clients location et achats Appts F2, F3, F4 + Achat lot terrain à Oran et environs - Contacter AG. BENSÂID: 041.29.26.03 - 04, Rue Med Khemisti - www.immobilierbensaid.com

■Mets en vente F3 + P. pièce, double façade. Acté. Ensoleillé - à Dar Beida. Prix après visite - Tél: 0558.45.34.41

■A vendre Appt F2 bien aménagé, refait à neuf, 2ème étage Jean Kraft Miramar ORAN. Acté. Tél: 0778.17.78.89 - Curieux et intermédiaire s'abstenir

■URGENT: A louer grand F2, 90 m² à nouveau Canastel au RDC d'une villa, 1,8 U négociable, 1 an à l'avance - Tél: 0553.69.58.81

■Vends appartement F4, 100 m² 1er étage + 50 m² terrasse personnelle centre-ville Oran à 50 m Rue Khemisti. Convient activité libérale - Tél: 0773.19.50.36

■A vendre bel Appt F4 (88,26 m²), acté, bien situé à USTO rond-point Nekkache à Oran. Le prix après la visite - Contactez le 0776.21.20.33

■Location de 03 Appts à Mobilart vue sur mer + plusieurs Appts F3 - F4 - F5 centre-ville d'Oran avec ou sans meuble, propres et sécurisés - Tél: 0770.10.25.25

■Vends Appt 1er étage 105 m² F4 plein centre-ville Oran, grande artère, double façade, immeuble colonial. Habitation ou profession libérale - Tél: 0793.95.34.60

■A louer Appart F3, S. de Bain, cuisine et terrasse, 3ème étage, superficie 160 m² à St-Hubert - Oran - Tél: 0797.48.39.84

■Résidence Familiale «El Tefwik» à Ain El Turck loue des Appts de type F2 toute commodité (parabole, clim., eau chaude, froid H24) cuisines équipées (Frigo, vaisselle). Pour toute réservation appelez le 0772.27.93.22 - Merci

■Vds F3, 5ème étage, deux façades, à Haï Essabah CNEP, 78 m², en face Commissariat - Tél: 0772.27.22.76 à partir de 17 H 00

■Vends Appt F3, 2 P., 1 salon, cuis, SDB, hall, 3ème étage. Maraval - ORAN - Tél: 0794.67.60.98

■Vends Appt F2 modifié F3, acté, 2ème étage, situé à Haï Ibn Sina - ORAN - Tél: 0662.61.19.01

■Loue grand F2 avec terrasse pour période estivale juste pour famille, meublé, toute commodité, eau H24 (chaud + froid), Paradis-plage, Ain Turck - ORAN - Tél: 0771.12.22.66

■Vends F5 et F2 jumelés à EL KERMA ORAN grand standing, eau H/24 chauffage central, climatisation et cave, 5ème étage, belle vue, ensoleillés. Curieux s'abstenir - Tél: 0550.08.59.05

■Vends Appt F3 aux Amandiers ORAN face APC, bloc calme, bon voisinage, situé au 3ème étage. Prix 500 U - Tél: 0771.25.77.58 - Cur. s'abst.

■A vendre F3 Acté, RDC, 3 façades, Cité les Amandiers, PO: 370 U - Tél: 0551.26.61.19 / 0776.60.00.56 - Intermédiaires s'abstenir S.V.P.

■Vends Appt F3 sup. 77 m², 5ème étage les HLM USTO - ORAN, Bt B5 - Tél: 0771.11.07.96

■EL ISTITMARIA. Tél: 041.42.10.19 / 041.42.12.93 / 0771.83.36.30 - Essedikia - Vend: F4, 4ème étg. Zitoune - F4, 4ème, luxe USTO Pyramides - F4, 4ème EPLF Ave Sidi Chahmi - F3 RDC avec magasin Plateau - F4 1er USTO

■EL ISTITMARIA. Tél: 041.42.10.19 / 041.42.12.93 / 0771.83.36.30 - Vend: F3 1er Castors - F5 de luxe 2ème Misserghine - F4, 3ème USTO HLM + Vend local 197 m² ou échange à St Eugène + local 100 m² St-Eugène

■A vendre Appart F4, 4ème et dernier étage, bien ensoleillé, à St-Hubert (Haï Es-Salem). Prix après visite. Tél: 0797.83.66.21

■AÏN TEMOUCHENT - A vendre ou échange F4 centre-ville Cité Thiers 8ème étage - N°: 0796.29.06.02

■A vendre un bel Appart F3 Acté, en plein centre-ville à RELIZANE, vue sur Boulevard, bien ensoleillé, toutes commodités, eau H24 - Contacter: 0770.79.54.09

■Ville de BENI-SAF. A vendre: Appartement F3 (très bon état) près de la plage - N° Tél: 0777.52.28.65

■A vendre très joli F4, 70 m², 11ème étage, eau H24, vue panoramique, grand balcon, deux façades, très ensoleillé. Ave St-Eugène à côté Escalone - Tél: 0555.047.227

■Vds F3 Cité Frères Benaïda 1er étage ex-Lamur - Tél: 0550.51.40.72

■Vends F3 Cité Hosn El-Djivar USTO, 82 m², 1er étage, seul au palier - Tél: 0771.34.45.40

## VILLAS

■Vends à Sidi Ben Yebka-Centre, Daïra d'Arzew, Maison Maître près de mosquée, 3 façades - Tél: 0798.55.73.73 de 9h à 13h et de 17h à 21h

■Vends Bâtisse R+1 150 m² centre Ain El Turck + Maison 200 m² avec jardin et garage Ain El Turck. Prix intéressant - Contacter Houari: 0771.02.90.24

■Vends villa standing et commerciale R+1, 315 m² avec lavage auto en activité Bd Karma, en face Autoroute aéroport. Eau, élect, 380, gaz, puits, tél., 6 pièces, cuisine, 2 cours, SDB, hammam, 2 terrasses - Tél: 0770.30.31.90

■Vds belle M.M. Nlle Const. 500 m². 4 Ch., cuis. + dépendances, hall (70 m²), 2 Gdes SDB, Sanit., Gde cour, jardin (130 m²), garage (4 Voit.), 3 magasins, 2 Faç., (sans vis-à-vis), eau H24, puits, G.A.V. Rte Ple, 30 mn Oran, 10 mn plage - Tél: 0793.98.59.78

■Vends M. Maître à Bir Djir 200 m². RC: 02 locaux avec 02 appartements nouvelle construction - Appeler au 041.35.96.97 / 0553.24.41.30 / 0662.98.38.11

■Vends villa à Bir Djir 260 m². RC: 02 garages, jardin, cuisine, salle de séjour, sanitaire, bain maure, bache d'eau. 1er étage: F4 avec cuisine. 2ème étage: un grand salon + une pièce - Appeler au 041.35.96.97 / 0553.24.41.30

■Vends villa moderne Actée. Sup 150 m² R+1 la Poste (2) Canastel (ORAN) (meublés) ttes commodités. RDC: Gd Garage, salon, chambre, SDB, jardin. 1er: 3 Ch., hall, cuis. moderne (ouverte) + cour, terrasse + buanderie - Tél: 0669.52.38.86 (Interm. s'abstenir)

■SIDI BEL ABBES: A vendre villa «Village Américain» 760 m², 5 chambres, 2 salons, 1 C., 1 sauna, 2 SDB, 2 jardins avec gazon, 2 garages et un puits, Clim. centralisée - Tél: 0796.14.01.45

■Vends à Trouville 1, villa 250 m² bien située, rez-de-chaussée habitable, 1er étage non fini. Devant villa + jardin + Gd garage. Prix après visite - Tél: 0771.99.23.70

■A vendre Bâti 327 m² + 200 m², 6 P., 02 cuisines, 02 locaux, à Maraval à côté la Marie Sidi Senouci - Tél: 0791.65.82.12 ORAN

■A vendre villa R+1, D.F., 300 m², 2 salons, 6 chambres, garage, jardin, endroit calme - Tél: 0777.03.13.74

■Location / Vends villa 218 m² D.F., 5 P. cuis., Gd salon, Gd hall, hammam, Ch./cen., 3 WC, 4 locaux, 1 Gd garage pour 4 V. Actée. Bd Millénium Bir El Djir. Prix après visite - Tél: 0772.44.62.25

■A vendre ou à louer centre-ville ORAN, Immeuble - garage + rez-de-chaussée + 3ème étage. Convient Banque + Ecole, Clinique, Siège social, Bureau - Tél: 0770.92.42.27 / 0770.30.12.31 - 0770.94.39.88

■BOUZEDJAR-Plage: Loue Cabanon toutes commodités, du 15 au 30 Juillet - Tél: 0773.16.14.22

■Cause d'immigration: Loue ou vend villa grand standing R+1, 4 Ch. + cuisine, 2 grands garages GDYEL - Tél: 0771.72.53.04 / 0771.29.96.31 / 041.40.85.20

■A vendre villa Actée R+2, sup. 267 m², situé à Bernandville Oran - Tél: 0556.40.65.90

■Vends Maison de maître de 150 m² à ES-SENIA (R+1), 2 salons, 4 chambres, cuisine, jardin, garage, hammam, SDB, 2 WC, buanderie - Tél: 0553.27.75.03

■Loue (2) superbes villas toutes commodités (gaz, eau, élect., tél fixe, agent de sécurité...) à Akid Lotfi (nouvelles villas EPLF) pour une Société - Ag. Immo. «EL MANZEH» - Tél: 041.43.00.00 / 0555.40.17.09

■AÏN EL TURCK: Vends villa R+1, Actée, double façades, 212 m², composée de 3 Appts séparés, 2 F2 et 1 F3, dans un quartier résidentiel, en face Complexe EDEN - Tél: 0771.00.40.16 ou 0554.80.92.83

■A vendre villa R+2 finie, sup. 187 m². Actée. Gd local au RDC. Situé à Canastel Coop. Errahmane - ORAN - Tél: 0795.50.69.15 / 0796.81.38.69

■SIDI BEL ABBES: Vends Maison R+1 + douches publiques sup. 160 m² à Sidi Djillali (côté Nouvelle Daïra) - Contacter HADJ: 0770.96.60.10

■AG. LOUNI. Tél: 041.33.27.09 - Site Web: louni-immobiliere.net - E-mail: lounidz@gmail.com - Vend villa style colonial, Actée, Bousfer-plage - Vend Maison pieds dans l'eau Cap Falcon - Mob: 0772.22.86.92

■Loue Immeuble pour Société à 20 m du Bd Millénium, constitué: 2 Apparts 140 m² chacun, 1 Appart de 120 m², 2 studios avec S. d'eau - Contact: 0661.21.24.08

■Vends ou loue villa 1.100 m² haut standing avec piscine, eau 24/24, Gd jardin... etc. Toutes commodités, sur la Corniche oranaise - Contact: 0661.21.24.08

■A vendre pour Promoteur R+1 superficie 500 m² en plein centre-ville d'Oran, 3 façades sur le grand Bd - Contacter: 0770.55.07.03

■Vends villa à Fernandville 214 m², R+1. Actée et libre de suite - Tél: 0773.45.50.80

■Vends villa à Bir El Djir Millénium ORAN, 210 m² finie à 100%, 5 chambres, 2 salons, 2 terrasses, jardin, 2 garages. Accepte Promesse de vente - 0551.99.27.96

■Vds et loue villas très grand standing de 500 à 1.000 m² à St-Hubert, les Palmiers, Canastel, Gambetta et ENSEP - ORAN - Tél: 0772.54.31.84

■Vds et loue différentes bâtisses de différentes superficies, avec RDC, sous-sol et 2 à 6 étages au centre-ville d'Oran, pouvant servir à usage bancaire, touristique, administratif ou autre - Tél: 0772.54.31.84

■Part. loue villa à Cité Protin, sup. 277 m², R+2. Quartier calme, résidentiel. Comprant: 2 salons, Cuis., 6 Ch., 2 SDB, 1 hammam, 2 WC, 1 garage, 1 cour et jardin. Meublée - Me contacter: 0770.91.06.3

■A Vdre villa 268 m², bâtie 190 m², 1 salle + 3 Ch + S.B. + garage + jardin (BAHI Amar) Es-Senia, R+1 non finie - A Vdre ou louer local 30 m² Choupot - Tél: 0556.30.30.69

■CANASTEL (Vieux): Vends Maison à rénover ou à démolir sur 1.000 m². Emplacement idéal (près Commissariat de police). Prix après visite - Tél: 0798.43.70.53

■2 villas à louer à Bousfer-plage «Juillet - Août» à 40 m de la mer - Tél: 0770.30.31.53

■Vends villa standing R+2, 400 m², Bir El Djir face S/Fêtes NOUR - E/Sol Gar. 8 V., 2 G.S., 8 pièces, 2 SDB, Hammam, chauffage, Clim. etc. Jard.150 m², 4 faces. Curieux s'abstenir - Tél: 0661.20.15.64

■Vente d'une Maison neuve bien située avec 2 locaux commerciaux à Boutléfis. 200 m² - Tél: 0770.607.730

■Vends villa R+1 sup. 268 m² actée, toute commodité, Pépinière près de la mosquée du Bd Millénium ORAN - N° 0770.97.37.10

■TLEMEN: Loue villa H.S. quartier résidentiel pour Société ou Cadres, entièrement meublée, S/S + RDC + 1er étage. Chauffage central. Eau H/24. Garage pour 03 voitures - Tél: 0550.54.29.72

■Vends carcasse R+1 + 2ème étage en travaux Coop. EL DJAMIL Haï Othmania. Sup. 200 m². Bâti 160 m² - Tél: 0550.29.92.79 / 0552.85.83.32

■Vends villa 200 m² à Boutléfis R+1 étage. R.: cuisine + 1 chambre + 1 grand salon, garage, B.eau + hammam, cours + jardin. 1er: 3 chambres + S. bain + hall + cours + terrasse - Tél: 0772.41.58.37

### PENSÉE

Triste et froid  
que ce mois de  
7 Juillet 2004  
et bien plus  
ombrageux  
lorsque je  
pense à cette terrible journée  
où tu nous as quittés

Mr DEGGA Boumediène.  
Mais sache qu'à aucun moment  
nous ne t'oublions. Je demande  
à ceux qui l'ont connu et  
apprécié d'avoir une pieuse  
pensée à sa mémoire.



Ta famille

■Loue villa meublée tout confort avec garage, Cap Falcon, pour Juillet - Tél: 0550.28.33.60 - 0557.04.74.14

■Vds villa actée 240 m² R+1 à ZABANA MESSERGHINE. RDC à la rentrée Pte cour, hall, Gde Ch., salon, SDB, cuis., garage (1 V) + Gde cour + arbres fruitiers. 1er: hall, 4 Ch. + P. salon, SDB, 1ère terrasse + 2 Gdes Ch. + 2ème terrasse. B/ eau 9000 L + Réserv. 2000 L - Tél: 0661.20.09.44 - Prix après visite.

■A vendre très belle villa bien située, endroit très calme, tout confort. Trouville à Ain El Turck. A visiter - Tél: 0771.78.10.40

■A vendre villa à Fernand-Ville - ORAN. R+1. Sup. 280 m² - Contacter le numéro: 0790.31.50.34

■A vendre villa 200 m² R+1, 2 façades. RDC: 2 Ch., 1 SDB, 1 Cuis., 2 locaux + 1 petit cour. 1er étg.: 3 Ch + 1 salon + 1 hall + 1 Cuis. + SDB + terrasse. Située à Hay El Whida, Othmania N°40 en face Hôpital Militaire Route de Ain Beida - Tél: 0770.98.17.06

■Vds carcasse 210 m² R+1 Canastel - Vds villa Canastel R+1 + 2 villas Bir El Djir + lot 740 m² Fernandville + 2 lots Belgaïd 300 m² + 270 m² - Tél: 0770.96.29.79

■Vends villa Boulevard Morchid 02 façades, 450 m² avec 1 très bon stationnement - Tél: 0770.66.62.29

■Vends villa le grand luxe R+1 avec 02 façades - ORAN - Tél: 0661.20.08.90

■Vends villa ttes commodités, bâtie 300 m², 3 F., R+2, puits, convient habitation ou clinique, sur grande avenue Misserghine, à 10 min d'Oran + Vends hangar Ch. Mét. 728 m² Const. neuve sur site de 1 Ha 125 ares région Agghal à 15 min d'Oran - Tél: 0779.93.06.37

■SIDI BEL ABBES - A vendre villa superficie 353 m², double façade, RDC + 1 local 100 m² + puits + chauffage central. Prix après visite - Tél: 0771.88.82.51

■ORAN Fernandville - Vends Maison neuve 260 m², entre la Station d'essence et l'Hôpital pédiatrique (Canastel) - Tél: 0772.45.68.71

■Vends: Ain El-Turck Trouville 2 N°4, villa sup. 252 m², R/1 étage. 6 pièces, 2 salons, 1 cuisine, cour, jardin, garage. P. Dd: 2,5 Mds. Curieux s'abstenir - Tél: 0551.14.21.34 - 0556.11.83.86

■Loue une villa nouvelle construction avec 6 appartements individuels à ARZEW-Ville pour Société nationale ou privée - Contacter le N° 0668.53.38.82 ou 0770.44.91.67

■Villa Nlle const. 199 m² R+1. RDC: 2 magasins, 1 Gd hall, 1 Gd salon, 1 Gde cuis., 1 hammam, 1 WC + cour. 1er étg.: 1 Gde SDB + WC, 4 Chbs, 1 Gd salon, 2 Gds halls et 1 Gde terrasse. Adr: 28, Rue Amari Med - Boulanger ORAN - Tél: 041.34.22.01

■A vendre villa RDC 243, 50 m². 3 pièces,



■Affaire à saisir: Loue local commercial à Ain El Turck 300 m² (au-dessus de la BNP Paribas) centre-ville. Superbe vue panoramique sur la mer et la place principale. Conv. à Sté étrangère, privée ou autre activité comm. - Etude toute proposition - Tél: 0550.22.74.39 - Mr Amine

■A vendre 3 locaux commerciaux 17 m² chacun, situés au Plateau côté hôpital (CHU ORAN) - Tél: 0797.44.59.80

■ORAN: Loue local - cafétéria 150 m² avec S/Sol, récemment aménagé, sans matériel - Tél: 0662.98.39.29

■A louer Salon de coiffure et d'esthétique équipé et en fonction, climatisé, interphone, télésurveillance. Adr.: 55, Rue Bouguendoura Senouci Hippodrome. ORAN - Tél: 0777.07.90.13

■SIDI BEL ABBES: A vendre Restaurant 3 façades, 1er étage 300 m² en pleine activité, une cuisine, 3 salles + 2 chambres + 1 bâche à eau + salle de bain + climatisation plus reversion en salle des fêtes -Tél: 0557.13.31.67

■Vends: Local commercial 70 m², 2 rideaux avec arrière-magasin, soupente, sanitaire, douche, réservoir eau 1000 Lt, électricité 380/220 V. Bien situé Gd Bd 76 Ave Emir Khaled ex-Oujda - ORAN - Tél: 041.34.66.42 - 0773.41.60.67

■Loue local de 100 m² avec 2 bureaux et sanitaire, et loue local de 30 m² convient pour Cyber ou KMS. A Point du Jour - ORAN - Tél: 0770.35.36.29

■Vends local surface totale de 5.063 m² couvert 1.463 m² / Terrain nu 3.600 m² clôturé 4 façades, force motrice 400 KWA, gaz, puits, assainissement - ORAN - Tél: 0552.94.11.95

■Vends usine Hassi Amar 5.400 m² couvert 1.800 m² sur Boulevard + 5.000 m² couvert 2.300 m² Zone Senia côté Pepsi + 20.000 m² couvert 3.500 m² Zone Hassi Amar sur grand Boulevard + 3.700 m² couvert 2.200 m² Zone Senia - Tél: 0770.66.62.29

■Location des hangars: 17.000 m² couvert 10.000 m² + 15.000 m² couvert 5.000 m² + 10.000 m² couvert 5.000 m² + 3.000 m² couvert 1.500 m² à la Zone Industrielle SENIA - Tél: 0770.10.25.25

■Donne en location Garage (dépot) sup. 140 m² situé au Lotissement 544, vue sur mer, Kharrouba, Sidi El Mejdoub MOSTAGANEM - Tél: 040.27.80.50 - 0798.55.34.34

■Loue local Résidence Clémentine Rue Mostaganem 20.000 DA/mois - Tél: 0553.18.69.01

A vendre local 120 m² avec cave et soupente situé 04, Rue Chriet Brahim ORAN près du tribunal d'Oran - 0771.65.70.95

■Pour raison de santé: A louer un magasin de 21 m² en plein centre M'dina Djidida, Rue Mezouar Med près de Marché Oran, uniquement pour vente d'habillement - 0771.86.73.03 - A partir de 10 h

■A vendre: Local + soupente sup. 70 m², Rue Semghouni Med - Maraval, à 50 m de la mosquée Koubaâ (Soufi Zoubida) - Tél: 0553.01.27.73

■A louer un dépôt de 260 m² avec 2 portails + Appart F5 au 1er étage (Cuis.+ WC + SDB + Haouche) ensemble ou séparés, situés à Bastié + un Bureau à usage professionnel 4 PC, WC, SDB, 1er étage 3 Fc. Miraouchaux - Tél: 0771.86.73.03

■Vends ou échange local Ville Nouvelle 23 m² (Fonds et Murs). Faire proposition - Tél: 0772.37.30.65

■Location locaux commerciaux centre-ville AÏN-TEMOUCHENT - Tél: 0794.30.56.67

■Location des Bureaux pour toutes Sociétés dans un centre commercial, centre-ville AÏN-TEMOUCHENT - Tél: 0794.30.56.67

■TLEMCCEN: Loue magasin + appartement + cave en plein centre-ville, à 100 m de la grande mosquée. Curieux s'abstenir - Tél: 0551.59.11.72

■Loue local (eau, sanitaire, électricité, gaz) 50 m². 73, Rue Nachet AEK - Maraval - ORAN - Tél: 0557.73.12.48

■Vends local commercial acté de 50 m² avec soupente, sis au Groupe De Latre de Tassigny à ORAN. Son emplacement au centre-ville, lui confère de nombreux avantages, notamment le choix de l'activité - Tél: 0553.65.18.85

## TERRAINS

■Vends terrains: 260 m² 2 façades + 300 m² + 170 m² 2 façades + 160 m² + 530 m² 01 façade à Ain El Turck. Prix intéressant - Contacter Houari: 0771.02.90.24

■A vendre lot de terrain 150 m², Coopérative Wilaya Belgaid. Plateforme - Piliers - Entourage - Portes - Tél: 0790.54.65.54 - Sans intermédiaire re S.V.P.

■Vends ou loue terrain clôturé en dur 3 m / Ht. Sup. 10.373 m². Elect. 380 V., eau de ville + 2 puits (moyenne tension à 30 m), situé à HASSI MEFSOUKH, Haï Bouamama, soit à 10 Km d'Arzew, à proximité d'une future gare de triage SNCF - Tél: 0772.103.721

■Vds terrain nu 221,74 m² double façade. Acté. Viabilisé. Coop. Panorama, Belgaid - ORAN - Tél: 0770.74.73.20

■Vends terrains: 180 m² 1 façade + 281 m² 2 façades + 200 m² 2 façades Yaghmoracène Coop. Chahid + 700 m² Choupot + 500 m² Maraval - Tél: 0771.23.15.88

■A vendre lot terrain sup. 600 m². Acté, viabilisé, bien situé côté Centre Commercial El Anik Place Hoche - ORAN - Tél: 0556.40.65.90

■Vends terrain 242 m². Acté. Viabilisé (Eau - Gaz - Elect...) dans un quartier résidentiel (Nouveau Canastel - La Poste) - Tél: 0771.63.24.84

■A vendre un terrain de 600 m² clôturé, vendable en tranche de 200 m², deux façades: BOUFATIS - ORAN - Tél: 041.52.19.50 / 0774.09.20.30

■Loue en Z.I. à proximité Showroom (face autoroute d'ES-SENIA) terrain 2.800 m² 2 façades, 900 m² couverts + bureaux + poste 250 KVA - Tél: 0770.24.20.85 - 0770.82.85.92

■Vends à 15 Km d'Oran sur Autoroute, terrains + appartements. Prix à la baisse et raisonnable - Tél: 0771.43.36.88

■Vends 10.000 m² (dix mille) Zone d'Activité. Très bon prix. 15 Km d'Oran - Tél: 0771.43.36.88

■A vendre terrain Acté de 1.091,60 m², deux façades, près de la Rocade de Bir El Djir de l'autoroute vers Arzew. Le prix au plus offrant et après visite. Curieux s'abstenir - N° T.: 0773.83.00.62

■Vds terrain à Oran (les Falaises) très bien situé, derrière le palais des Congrès Sonatrach, sup. 1.360 m² avec façade de 33 m (Acte de propriété). Convient pour Promotion Imm., Hôtel, Clinique, Salle des fêtes, Centre Comm., Villa...) - Tél: 0770.48.38.01

■A vendre lot terrain 290 m², double façade, Acté, très bien situé à Bousfer-Plage - N° Tél: 0770.98.56.71

■Vds terrains de 400 et 600 m² très bien situés à ORAN centre-ville + terrains entre 3.000 et 50.000 m² à usage industriel, touristique, on résidentiel au niveau des wilayas d'ORAN et MOSTAGANEM - Tél: 0772.54.31.84

■Vends des terrains: 1.400 m² St-Hubert avec 1 bon prix avec 02 façades + 1.400 m² avec 02 façades Boulanger + 360 m² Fernandville bien placé près du Boulevard + 280 m², 400 m², 750 m², 1.000 m² Point du jour - Tél: 0770.66.62.29

■Vends terrain de 5.000 m² Zone Industrielle Hassi Ameur sur grand Bd + 5.000 m² à l'intérieur de la Zone Hassi Ameur les environs de POLYOR - Tél: 0770.66.62.29

■Vends terrain industriel de 17.000 m² à la Zone Industrielle Senia, clôturé et Acté - Tél: 0770.10.25.25

■Vends terrain industriel de 10 Hectares sur la grande route de la Zone Industrielle de SIG-Centre - Tél: 0770.10.25.25

■Vend des terrains pour Promotion Im-mobilière (5 terrains de 5.000 m²) + (3 terrains de 10.000 m²) + (1 terrain vue sur mer de 5.000 m²) + (03 terrains de 1.000 m²) (1 terrain de 700 m² vue sur mer) (1 terrain de 7.000 m² 2 façades) - Tél: 0770.10.25.25

■Vds lot de terrain nu plat résid. plein Sud. Acté (Bir El Djir) Oran. Sup. 240 m² Faç. de 12 m en face école primaire, 100 m d'un CEM et à 70 m Autoroute. Très bien situé. Pour + d'info contacter le N° de Tél: 0798.75.08.72 - Curieux s'abst.

■A vendre terrain Acté. TLEMCCEN (Kiffane - Les Oliviers) superficie 4.500 m² et plus - Tél: 041.34.63.71 / 0553.99.18.10

■OUREAH (MOSTAGANEM) - Vends lot de terrain de 450 m² de 2 F. en pleine Z.E.T., attenant à l'autoroute et face au carrefour menant à la plage. Acté. L. Foncier. P.O.: 12 MS. D: 15 MS négociable. P. visite, P. 0664.24.38.60 - Curieux s'abstenir

## EMPLOIS

■J.H. de 27 ans, Pâtissier fini, expérience aux (Sheraton) - Tél 0772.86.19.02

■Cherche à ORAN une Maquilleuse professionnelle pour enfants - Tél: 0557.69.53.26

■Cherche Pizzaiolo qualifié. Hébergement assuré - Tél: 0795.26.55.62 - Oran

■Cherche Vendeur (se) qualifié (e) en pharmacie maîtrisant l'outil informatique et dynamique. Expérience exigée - Tél: 0661.39.23.64 ou 0555.05.90.51 (ORAN) entre 10 H 00 et 17 H 00

■Ets privé recrute des Agents Commerciaux (Femme, Homme) résidant dans la wilaya de MASCARA ou environs - Contactez le: 0550.57.11.38 / 0550.57.11.39 ou envoyez CV: re.mokhtar@gmail.com

■ORAN VOYAGES recrute 2 Agents de comptoir. Connaissance en billetterie - Envoyez CV par fax au 041.40.51.69 ou par email: oranvoyages@yahoo.fr

■Cherche Médecins Spécialistes pour Cabinet de groupe à ARZEW (ORL - Gy-néco - Ophtalmo - Dermato) - Tél: 0770.34.59.71

■Ent. recrute Electriciens - Secrétaires - Métreur (F) - Ingénieur (T.S.) Electricité - Envoyer CV à: ete04@yahoo.fr - Tél: 0771.96.98.02

■Entreprise de curage et inspection télévisée recrute Commercial et Secrétaire H/F - Envoyer CV + photo à: info@aspiranetalgerie.com

■Recherchons un Conducteur en Offset - Contacter: 0668.23.68.03 / 0770.91.29.61 / 0772.76.70.67

■Cherche Esthéticienne possédant expérience - Tél: 34.29.35 / 0772.29.62.14

■Importante Société à Oran recrute Assistante de Direction ayant une expérience poste similaire, interprétariat, bonne maîtrise de l'anglais et l'outil informatique (Excel, Word, Internet) - CV à (technolux2@voila.fr.)

■Hôtel privé 04 Etoiles au centre-ville d'Oran cherche 01 Agent Administratif retraité, résidant au centre-ville d'Oran - Tél: 041.29.47.97 de 8 H 00 à 15 H 00

■Sté privée cherche: - Chef de quart (Ing. Electronique - Ing. Mécanique) - Ingénieur - Licencié - DEUA en chimie Homme - Ex. 02 ans minimum - Envoyer C.V. au 040.23.36.95

■Importante société privée Z.I. 2 Es-Senia Oran recrute: Un/une Commercial. 2 ans d'Exp. Maîtrise totale l'outil d'informatique. Maîtrise français et arabe (parlé et écrit). Bonne présentation - Envoyer un CV au recrutement@cgi-dz.com

■Restaurant Casablanca cherche Cuisinier qualifié ayant son propre véhicule - Se présenter à Canastel 08, Rue de la Batterie, ou Tél.: 0779.82.76.00

■Jeune homme 24 ans, possédant P.C. (Léger), 5 ans d'expérience dans la conduite (ex-Commercial), cherche emploi comme Chauffeur - Tél: 0550.13.59.05 - ORAN

■Nous recherchons à Oran des Vendeurs et Vendeuses, ayant le Bac, habitant la région de Maraval ou Boulanger - Faxez votre CV au 041.423.590

■Nous recherchons à Oran un Responsable des Moyens Généraux, Bac + 4 ayant une expérience dans le domaine, maîtrisant le français et l'outil informatique - Faxez votre CV au 041.423.590

■Nous recherchons à Oran une Assistante de direction, Bac + 4, maîtrisant le français, l'anglais et l'outil informatique, habitant le centre-ville - Faxez votre CV au 041.423.590

■Sté privée sise à Nedjma (ex-Chteïbo) - ORAN: Cherche Secrétaire maîtrisant les langues française et anglaise ainsi que l'outil informatique - Adresser CV par E.Mail: ORANPLAST@LIVE.FR

## VEHICULES

■Vends véhicule TOYOTA - TERIOS. Année Juin 2007. Gris argent. Toutes options + 307 française. Année 2004. Toutes options - Tél: 0771.51.16.45 ou 0771.43.36.88

■A vendre CHEVROLET OPTRA. Année Déc. 08. Roulé 28 M.Km - Toutes options - Tél: 0556.88.79.49

■Spécial Cortège: Réservez votre luxueuse BERLINE au 040.20.28.98 ou 0664.20.00.77 - Prix très intéressant

■Dame met en vente DAEWOO NUBIRA année 99. Etat neuf. Toutes options. 100.000 seulement au kilométrage - Affaire à saisir - Tél: 0777.03.70.21

■A vendre ou échange CLIO (3) (Ess.) toutes options. Année 2008 (16.000 km) contre (ATOS ou KIA) - Tél: 0771.77.09.58 (ORAN)

■Vends - Urgent: Niveleuse Mitsubishi MG 230, 1994 - Pelle sur chenilles 317 BLN, 1997 - Pelle sur chenille 317 BL, 2000 - Importation récente. Bon état - Tél: 0779.217.105

■LVS. Location de Voiture - Louez une voiture à partir de 1.400 DA. 1 jour/7 gratuit - LVS une Agence à votre écoute - E.mail: Lvslocation@yahoo.Fr - Tél.Port: 0775.20.38.42 - Fixe: 041.29.78.59

■A vendre: Renault «Symbol» An. 2009, marron sablée, 5.000 Km, climatisée, direction assistée, état neuf - Peugeot «206», toutes options, noire, 43.000 Km, An. 2008 - Curieux s'abstenir S.V.P. - Tél: 0661.20.72.53

■A vendre Bus HYUNDAI AERO TOWN 70 places. Couleur: Bleu. En bon état. Année 2004 - N° Tél: 0770.20.32.04 / 0775.86.45.38 - Ville Oran

■A.V. MERCEDES accidentée sur l'avant année 2009 avec assurance tout risque. Noir. Cuir tabac. Toit ouvrant. Toute option. Licence Moujehed. S.V.P. pas de courtier. ORAN (31) - 0770.87.44.51

■Possède Fourgon PEUGEOT Boxer, très bon état, cherche échange contre Camion-Frigo, Marque JMC ou HYUNDAI, en bon état, plus complément - Tél: 0775.68.22.43 - ORAN

■A vendre Bus KIA année 2000, 25 places. Prix à débattre - Tél: 0794.00.33.29 / 0776.52.71.89

■Vends FORD FIESTA. An. 2008. Couleur noire. Toutes options. Jantes alliage 15" - Tél: 0770.87.36.76

## DIVERS

■A vendre 2 Presses granito marque GUILHON 30x30 + 25x25, 120 m³/j + 80 m³/j + Grésouse 200 m³/j - ORAN - Tél: 0771.84.58.23

■A vendre Matériel complet de fabrication (Fromage fondu): Cuisseur (25) STE-PHANE - Chaudière 125 calories - Tél: 0771.77.09.58 (ORAN)

■Vends une Cuisine complète (Batterie, Chambre froide Positif et Négatif, Comptoir-frigo inox, Cumulus, Hotte avec tuyauterie d'aspiration, Table en inox, Table chauffante en inox... etc. + Chaise roulante électrique neuve - Tél: 0551.62.88.39

■Dépositaire Boissons non alcoolisées au Sud-Ouest cherche Partenaire Gérant possédant transport et apports pour les wilayas 45 - 32 - 08 - Tél: 049.76.20.41 / 0796.80.59.53

■Vends un Télescope neuf marque «Eden Optic». Permet l'observation de la lune et des planètes - Tél: 0770.64.32.25

■Vente de Matériel complet de Cybercafé en bon état: 7 PC avec écran TFT + Table et Chaise - Tél: 0772.70.70.96

■J. Homme taxieur en chômage cherche Licence de taxi (W. 31) - Tél: 0771.71.53.68

■Formation en Echographie. Médecin et Sage-Femme: Initiation et Perfectionnement - Tél: 0554.37.94.94 / 041.50.36.80

■Achat Equipements pour Bouchons ou Pellets (Aliments de bétail) - Faire offre - Tél: 0661.22.15.90

■Vends à ORAN Costume de marié de marque George Rech 5 pièces plus Robe de mariée - Tél: 0557.69.53.26

■Pour Fellah: Puits ou forages. Ingénieur localise avec appareil profondeur eau (max. 250 m) choix site pour meilleur puits ou forage. Garantie. Gde expérience - Tél: 045.54.08.63 - 0772.41.12.44

■Echographies Num T Ables Radio Films RX Fauteuils Dentaires T BP - BORDJ BOU ARRERIDJ - 0771.63.32.73 - 035.67.63.99

■Pour votre Mariage, réservez dès maintenant votre Voiture de cortège - Safar El Amir, El Anik, Place Hoche - Tél: 041.40.44.58 www.safarelamir.com

■Vends Incubateur + Eclosoir marque BEKOTO, capacité 81.000 - Tél: 0770.48.46.04

■A vendre un Bateau de plaisance marque SAETLAND - Année 97 longueur 5 m 30, largeur 2 m, puissance moteur 70 CV + 6 places - Tél: 0772.30.41.62 / 0777.23.71.96

■Spécial Programme Eté +: Etre prêt dès la rentrée scolaire. «Assistance Plus» propose: Ateliers pour révisions, exercices et méthodologie. Du 06 au 31 Juillet 2009 - Gambetta Tél: 041.53.30.27 - Maraval Tél: 041.34.85.55

■Vends Mobilier de bureau état neuf (bureau - armoire - fauteuils en cuir) Design moderne et haute qualité. Convienndrait à profession libérale ou entreprise - Tél: 0770.30.12.41 après 18 heures

■DECOLUX Peinture distribue les Peintures industrielles de grande Marque - 55, Lot Ibn Rochd Haï Seddikia Oran - Fax: 041.53.45.16 - www.peinturesdecolux.com

■DECOLUX Peinture c'est la disponibilité d'une large gamme de Paillettes - 55, Lot Ibn Rochd Haï Seddikia Oran - Fax: 041.53.45.16 - www.peinturesdecolux.com

■DECOLUX Peinture Une large gamme de Peintures Bâtiment Intér. et Extér. - 55, Lot Ibn Rochd Haï Seddikia Oran - Fax: 041.53.20.45 - www.peinturesdecolux.com

■DECOLUX Peinture dispose de + de 120 couleurs sur stock en Mate et Satinée - 55, Lot Ibn Rochd Haï Seddikia Oran - Fax: 041.53.43.07 - www.peinturesdecolux.com

■DECOLUX Peinture des produits de Décorations traditionnelles et modernes - 55, Lot Ibn Rochd Haï Seddikia Oran - Fax: 041.53.43.07 - www.peinturesdecolux.com

■A vendre: Palangrier 8,30 m x 3 m. T.B. état. Moteur Renault Marine 90 Ch. - Tél: 0776.22.31.17

■ETS EL FETH. Met en vente pour particulier et promoteurs (ANSEJ - CNAC) Matériel Pressing et Blanchisserie importé France (Vente avec garantie) - Tél: 0550.17.78.20 / 0550.17.78.62

■Vends lot des Pièces Porte Extincteur - Vends lot d'huile 1.000 Barils «200 L» Marque NAFTAL - Tél: 0771.17.85.08

■BELLS Meilleure marque de lampe de l'année 2008 reconnue par les distributeurs: Arrivage immédiat lampes iodure mixte sodium & autres. Sce Commercial - 041.32.54.95/96 - Fax: 041.32.43.06

■Vends à SETIF: Echographe marque TOSHIBA - TOSBEE très bon état, double sondes - Tél: 0795.35.09.76

■Vends Chalutier de 23 m, construction espagnole, année 81, refait à neuf, moteur 430 CV, réducteur 1/6, opérationnel - Tél: 0662.07.25.65

■Vds 2 Conditionneuses de lait en sachet Cap. 5.000 L.H + Extrudeuse Souffleuse SIDEL D.S.L 3 Rotative à 6 stations + Compresseur à vis 7.8 Bars débit - Tél: 0558.93.29.26

■A vendre 1 Souffleuse, 0,90 CI maximum + 5 Moules 1 pour vinaigre + Refroidisseur, Compresseur 500 L, Empaqueuse, Broyeur 20 CV, Granulatrice Diam. 85 PEHD et PEBD, 1 Conditionneuse de sucre 10 gr - Tél: 0790.41.91.38 - 0551.49.43.30 M. FOUATIH - MASCARA

■Vends Sardinier «AHCCN» An. 1995, 14 m, moteur VM 8 cylindres, entièrement équipé, en activité, filet 2.000 et 4.000 m. Visible au port d'Oran. Prix 9 M de DA à débattre - Tél: 0555.22.74.39 - Mr Amine

■J.H. cherche Licence Taxi W. 31 - Tél: 0773.56.58.76

■Entreprise Ech-Chark spécialisée dans les puits et forage agricole, industriel et même à domicile, canalisation et pilier de support (barrage et grand projet... etc.) - Contacter 0770.92.27.23 - 0770.96.00.56

■MOSTAGANEM: Vends un Sardinier 17 m de longueur et 5 m de largeur, marque VOLVO 416 construit en 2002, très bon état de marche - Tél: 0770.49.49.81

■SARL TPMAS met en location un Bull-dozér neuf marque SHANTHUI SD32, poids 39 T, pour longue durée - Tél: 045.81.23.55 -0773.69.31.07

■Vends Rectifieuse Vilebrequin 1500 marque ATLAS MACHINE - Très bon état - Contacter: 0772.46.87.76

■Dentiste vend Capteur RVG Gendex plus logiciel - Tél: 038.80.24.86

■Internet par Satellite 16 Mégabits 18.500 DA/mois - http://amcom.iranice.com - Tél: 0553.87.82.66

■Vds 1 Chaîne complète de production de Gaufrette composée: 02 Fours 24 plaques, Tartineuse, 02 Tunnels de froid, Enrobeuse de chocolat, Scie coupeuse, 02 Enveloppeuses; marque HAAS, en état de production - Tél: 0558.45.92.77

■A vendre: Moteur marin (VOLVO PENTA) 36 Ch, très bon état, avec Inverseur + Hélice + Tableau - Tél: 0771.56.26.29

■A vendre: Glisseur 5 m 20 POLYOR, type pêche avec moteur 85 Ch YAMAHA, état neuf, avec place Port d'Oran - Tél: 0771.56.26.29

■Cherche un Associé pour un commerce Aliment du Bétail - Contactez 0668.79.75.86 - 040.91.91.63

■Solution. Installation Télé / Vidéosurveillance - Maintenance réseaux informatique - Système sécurité - Contactez Meziane Surveillance: 0551.93.67.74 - m.salah128@Hotmail.Fr



**ENTREPRISE DE REPARATION NAVALE  
E.RE.NAV.**

Recrute pour son chantier naval à Oran

## Cadre en Gestion des ressources humaines

(Réf.: SDRHM / URNO / 47/09)

- Rattaché au Directeur d'unité, vous participez et mettez en oeuvre la politique de l'entreprise en matière de gestion de ressources humaines notamment les moyens quantitatifs et qualitatifs (gestion de l'emploi, recrutement, formation) nécessaires à une optimisation ou une adaptation des ressources humaines aux finalités économiques de l'unité.

### 1 - Missions:

- Est chargé d'assurer une disponibilité permanente en moyens humains en quantité et en qualité pour les besoins des sous directions de l'unité;
- Procéder au recrutement qualitatif du personnel conformément aux besoins exprimés par les structures et à l'organigramme;
- Veiller à la tenue à jour du dossier administratif de chaque travailleur;
- Tenir à jour les registres réglementaires;
- Veiller à l'exécution de toutes les décisions prises en matière de gestion du personnel (recrutement - promotion - suspension - licenciement - retraite,... etc.);
- Analyser tous les rapports statistiques en matière d'effectif, de masse salariale, d'absentéisme, et apporter les corrections nécessaires;
- Contribuer d'une façon permanente, concrète, continue et efficiente à la réalisation des missions de l'unité par l'apport d'un personnel qualifié et performant;
- Organiser, ordonner et diriger l'ensemble des activités du personnel rattaché aux moyens généraux.

### 2 - Conditions et profil:

1. Diplôme universitaire dans la filière;
2. Expérience minimale de (05) ans dans un poste similaire;
3. Maîtrise de la réglementation en vigueur;
4. Libre de tout engagement;
5. Age maximum 45 ans;
6. Résident à Oran et ses environs.

Merci d'envoyer votre lettre de motivation avec CV détaillé et photo récente à l'adresse suivante:

**E.RE.NAV. / URNO, Quai d'Alger Dock N° 1 - Oran Port 31000**  
**Fax: 041.39.84.10 ou par e-mail: sdrhm.urno@yahoo.fr**

## Société à Oran

**R e c r u t e**

- Ingénieurs et techniciens en électromécanique
- Ingénieurs et techniciens en électrotechnique
- Techniciens en informatique
- Licenciées en sciences économiques ou commerciales
- Secrétaires
- Agents de sécurité
- Agent d'entretien

Résider à Oran-Ville

**Envoyer CV + Photo au 041-32-69-06**



**SGP -GICA - شركة تسيير المساهلات صناعة الإسمنت - مؤسسة الإسمنت و مشتقاته للشرق**  
**Groupe des Ciments et Dérivés de l'Est-ERCE GIC**  
Capital Social : 15.000.000.000 Da  
Direction Générale



## Avis d'infirctuosité

Conformément aux dispositions réglementaires notamment la procédure de passation des marchés, le GROUPE ERCE-GIC (Entreprise Régionale des Ciments et Dérivés de l'Est) informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national et international N° 01/EXP/2009 relatif à «la fourniture d'une station de production de sable concassé et de granulats à Djebel Bouzabine», paru sur les quotidiens nationaux En Nasr, El Moudjahid, Le Quotidien d'Oran et le BOMOP du 02/05/2009 (1ère apparition) que :

**L'appel d'offres sus-cité est déclaré infructueux.**

ANEP 25/4251/C - 08/07/2009



**FONDS DES OEUVRES SOCIALES ET CULTURELLES  
DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES ELECTRIQUES  
ET GAZIERES**

## CONDOLÉANCES

*Le Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance, le Directeur Général ainsi que l'ensemble du collectif du Fonds des Oeuvres Sociales et Culturelles des Industries Electriques et Gazières, très affectés par le décès du frère de leur collègue Monsieur RAMDANE HAKIM, Chef de Division Régionale d'Ouest, présentent à sa famille leurs sincères condoléances les plus attristées et les assurent en cette pénible circonstance de leur profonde sympathie.*

*Que Dieu, Le Tout-Puissant, accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.*

**LE DIRECTEUR GENERAL**

ANEP N° 771180 - 08/07/2009

### Importation exclusivité France

*La sécurité a-t-elle un prix  
pour votre enfant ?*

Arrivage de 650 sièges auto Bébé  
Fabrication française homologation C.E.  
Test «CRASH» agréé par le ministère du  
Commerce algérien.

**Tél: 0554.21.44.91 - 0770.82.87.53**

### E.G.T.P.B. MERIAH

03 Rue Jean Kraft - Miramar - Oran

#### Recrute dans l'immédiat

- 03 Ingénieurs T.P. ou V.O.A.
- (Acceptons débutants)
- 01 Technicien Topographe
- 01 Cadre Financier
- (Licence Finance - Comptabilité)
- Se présenter tous les jours à partir de 15 heures  
ou envoyer C.V. au Fax N° 041 41 46 59



#### OFFRE PROMOTIONNELLE

Période du 05 au 31 juillet 2009  
Séjour à HAMMAMET YASMINE  
**TUNISIE**

Hôtel 4\*\*\*\* 7 Nuits / 8 Jours

**En ALL INCLUSIVE**

**Prix: 36.000 DA par personne**  
Réservations & Inscriptions

Tél: 043.204.249 / 043.203.856 / 043.384.040 /  
0770.688.833 / 0771.759.623 / 0770.681.890

Représentant d'une Société étrangère  
spécialisée dans la fabrication  
de semi-remorques, bennes basculantes, semi-  
remorques porte engins,  
*cherche*  
des Distributeurs à travers le territoire algérien  
disposant:

- d'un local d'une superficie supérieure à 400 m²
- d'un local pour le service après-vente
- d'un apport financier conséquent

Contact: Mr MUSTAPHA  
**Tél: 046 91 20 54 - 07 70 32 42 00**

## وزارة العمل و التشغيل و الضمان الاجتماعي

**Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale**  
Caisse Nationale des Assurances Sociales  
des Travailleurs Salariés  
Agence Oran

## COMMUNIQUE

La CNAS Agence d'Oran, informe tous ses assurés sociaux, qu'en vertu des dispositions de la loi n° 08-01 du 23 janvier 2008, relative aux assurances sociales, la qualité d'assuré social est attestée, dorénavant, par la présentation de la carte électronique «Chifa».

A cet effet, il est demandé à tous les assurés qui n'ont pas encore procédé au dépôt de leurs dossiers à l'effet d'obtenir cette carte, de se présenter **en toute urgence**, sous peine de déchéance de leurs droits aux prestations sociales, auprès des centres de paiement dont ils relèvent, munis de:

- Une photocopie de la CIN;
- Une photo couleur (fond blanc);
- Une copie de la carte de groupage sanguin (facultative).

**Le Directeur**

ANEP N° 0003836 - 08/07/2009



ESM

## Assas Mokhtar optimiste

D. W. J.

Après les appréhensions à propos de la subvention qui a été, en dernier lieu, allouée par le fonds de wilaya au club et qui est considérée comme très insuffisante par rapport aux attentes du staff dirigeant, qui a consenti de gros efforts pour mettre sur pied une équipe compétitive. D'ailleurs, des résultats probants ont été enregistrés la saison passée et des prestations de bon niveau ont attiré un public qui a de nouveau garni les gradins du stade après une longue éclipse. La modestie de cette subvention a poussé les responsables du club à envisager une démission collective avant de revenir à de meilleurs sentiments, en mettant l'intérêt du club au-dessus de toutes autres considérations. C'est ainsi, qu'en fonction du travail réalisé la saison écoulée, le boss espérantiste voudrait fixer la barre plus haut, émettant le souhait de conserver l'ensemble des cadres de l'équipe après l'annonce du départ de nombreux joueurs, convoités par les formations de D1 et D2. A l'exception de Bourzama qui a opté pour le SCMO et de Mageuni pour le MOC, les autres joueurs ont rempli, même si durant les premières séances de préparation qui a débuté au cours de cette semaine sous la houlette de Assas Mokhtar et de Chorfi, ce dernier chargé des gardiens de but, de nombreux joueurs manquaient à l'appel. Cette particularité est conforme au scénario de chaque début de saison. Au sein du staff dirigeant, l'officialisation au poste d'adjoint de Moumène est



Ph. : Arch.

toujours d'actualité bien que ce dernier n'a pas encore pris une décision. Concernant l'effectif on annonce l'apport des joueurs Serradj et Ouadah (ex-MCO) et de Sahraoui (ex-MCS). En attendant que la situation devienne plus claire, les espérantistes ont effectué une reprise assez timide, et le retard accusé en matière de préparation doit être comblé au plus vite, si les Mostaganémois veulent revoir leurs ambitions à la hausse. A ce propos, les fans espèrent que des enseignements utiles ont été tirés de l'expérience de la saison écoulée. Assas, reconduit à la barre technique par le staff dirigeant, après le travail jugé intéressant accompli lors de l'exercice écoulé, estime avoir en main un effectif riche en joueurs agueris et capables de hisser le club vers l'élite. Il pense qu'il est du devoir du staff dirigeant de surpasser toutes les difficultés pour ne pas gâcher

une si belle opportunité. Quoi qu'il en soit, les Espérantistes veulent être au diapason des clubs de haut niveau, mais pour cela, il faudra aller chercher les moyens financiers pour atteindre l'objectif assigné.

C'est dire que la nouvelle saison exige de gros moyens pour mener à bien cette mission, tout en accordant une attention particulière à la formation et à la détection de jeunes talents, après les mesures prises par l'instance sportive dans le cadre de l'élargissement du championnat des jeunes dans toutes les catégories d'âge. N'omettons pas de revenir encore une fois sur la consécration des minimes du club, qui ont remporté le trophée national et du calvaire enduré par les jeunes dès lors que leurs homologues du WAT, du CRB et de l'ASO, sacrés de leurs catégories, ont été récompensés comme il se doit.

CS Constantine

## Le bras de fer Mazar-Ounis se poursuit

A. Mallem

Alors que tout le monde s'attendait à un jugement définitif le 4 juillet dernier, la DJS a demandé un autre délai pour déposer ses conclusions devant la Chambre administrative de la cour de Constantine dans l'affaire qui l'oppose au président du CSC, Mourad Mazar, à propos de la validité de l'assemblée générale du 16 mai dernier, qui avait prononcé sa destitution et élu à sa place Ounis Nouredine. Par conséquent, et pour des raisons de congé annuel, l'audience est reportée pour le 26 septembre prochain. Dans ce cas, le feuilleton judiciaire perdure et la crise avec. Toutefois, cette situation conforte la position du président contesté car, en l'absence de tout verdict qui l'écarterait des affaires du club, Mazar, sous cet aspect judiciaire, reste toujours aux commandes du club des «

vert et noir », alors que le démarrage officiel du championnat de la D2 est fixé au 14 août. Dans ce cadre, Mazar, estimant que l'arrêt rendu par la Chambre administrative de la cour de Constantine le 6 juin dernier « a consolidé sa légitimité en le confirmant dans sa qualité de président du CSC », a diffusé le 1er juillet un communiqué de presse dans lequel il attire l'attention des joueurs recrutés par Ounis que, selon les termes du communiqué, « leurs contrats, si contrats il y a, sont tacitement caducs, parce que passés avec un président illégitime ».

D'autre part, contacté hier, Mazar nous a déclaré qu'il dépose, aujourd'hui, une plainte auprès du procureur de la République près le tribunal de Ziadia, pour faux et usage de faux contre les organisateurs de l'AG du 16 mai pour avoir fait signer des membres décédés et imité les

signatures d'autres qui n'y ont pas participé. Même ces derniers ont décidé d'ester en justice les organisateurs de l'AG en question. Sur le plan strictement sportif, Mazar avait affirmé, dans un précédent communiqué, avoir clôturé le recrutement en ce qui le concerne et qu'il allait entamer la préparation d'intersaison, mais l'effectif et l'encadrement technique de son équipe demeurent inconnus jusqu'à ce jour, alors que, dans l'autre camp, Ounis, avec l'effectif qu'il a réuni, il a entamé la préparation samedi passé à Constantine sous la houlette de l'entraîneur M'himdet. Dans cette atmosphère, les nombreux et fidèles supporters du vieux club Constantinois considèrent, à juste titre, que la persistance de ce bras de fers assombrit l'avenir du CSC, casse la sérénité de l'équipe et hypothèque même sa participation au prochain championnat de la seconde division.

NAHD

## Des ambitions revues à la hausse

M. L.

Jamais le NAHD n'a été aussi actif en matière de recrutement comme cette fois-ci, au point de surprendre les milieux sportifs, qui ne s'attendaient nullement à cette vaste opération décidée par les nouveaux dirigeants du club, qui viennent de changer de cap par rapport à leurs prédécesseurs, dont la politique reposait essentiellement sur la formation et la promotion des joueurs du club. Le nouveau président Manâa Guenfoud et les membres de son bureau n'ont pas lésiné sur les moyens financiers pour renforcer l'équipe par des joueurs de

bon niveau, en tablant sur l'expérience et la jeunesse dans le but de redonner un nouveau souffle à leur formation, puisque 13 nouveaux joueurs ont signé officiellement au NAHD. Parmi eux, les expérimentés Boussofiane (ex-JSK), Bouhafs (ex-MCS), Ali Houari (ex-CABBA) et Kerras (ex-USB). Même si les objectifs n'ont pas été clairement définis, il est évident que la nouvelle direction du NAHD s'est engagée à donner une nouvelle dimension à leur équipe qui sera donc condamnée à ne pas décevoir ses supporters, évidemment désireux de voir leurs favoris jouer les premiers rôles en cham-

pionnat. Le choix de l'entraîneur Youcef Bouzidi n'est pas fortuit, ce dernier ayant réussi l'accession avec l'AB Marouana. Ce technicien s'est déclaré très satisfait du recrutement avec lequel il compte obtenir des succès probants. D'abord, il connaît la maison du NAHD pour avoir été formé dans ses rangs et le recrutement a été réalisé selon ses desirs. Bouzidi entend défier tous ceux qui doutent encore de ses capacités à entraîner le NAHD et a hâte de confirmer ses précédents parcours avec bon nombre d'équipes, qu'il a fait accéder en inter-région et en seconde division.

OMR

## Une situation inquiétante

L'OMR, reconnu au plan national pour sa vocation de club formateur, traverse en ce moment l'une des plus sombres périodes de son histoire. Et, comme si sa relégation en inter-région n'a pas suffi à son malheur, le voilà maintenant menacé par le démantèlement, selon l'expression de son vice-président Ouali Makhoulf qui vient de tirer la sonnette d'alarme.

En effet, l'OMR n'a pas tenu son AGO et encore moins son assemblée électorale, accusant un grand retard par rapport aux autres

clubs. En conséquence, la prochaine saison s'annonce pour l'Olympique du Ruisseau sous de mauvais auspices puisque rien n'a été fait pour permettre le bon démarrage de l'équipe, qui est au point mort en matière de préparation.

Le peu de joueurs qui sont restés fidèles au club attendent d'être regroupés, alors que l'opération de recrutement n'a toujours pas été entamée. L'absence du président Ali Farah a accentué le marasme. Selon le vice-président, « Farah est en train

de mener l'OMR vers la dérive, car il n'a plus donné signe de vie depuis son départ pour la France », dira-t-il avant d'ajouter : « Il est appelé à déposer ses bilans moral et financier ». Des doigts accusateurs sont pointés vers l'APC locale et la DJS d'Alger, car c'est à ces deux institutions que revient la charge de prendre cette situation en mains, vu l'absence prolongée du président Farah, qui fait la sourde oreille, malgré les multiples appels.

M. L.

Tiaret

## La wilaya récompense les sportifs

El Houari Dilmi

Plus de deux cent cinquante millions de centimes de récompenses financières ont été alloués par le wali de Tiaret aux clubs sportifs et athlètes performants dans diverses disciplines sportives.

En effet, lors d'une cérémonie, tenue dimanche dernier au siège de la wilaya et en présence du P/APW et des responsables locaux, des récompenses fi-

nancières ont été remises aux sportifs ayant assuré des résultats encourageants dans toutes les disciplines sportives. Ainsi, cinq clubs de football dont la sympathique équipe de Temda, ont été honorés après leurs accessions à l'éta-ge supérieur ainsi que le club de basket-ball qui a accédé en Nationale Une. L'athlétisme, le boulistisme, le tennis de table, le Kung-Fu, la boxe ou encore l'équitation ont été les autres disci-

plines et quelque cinquante sportifs honorés. Des encouragements ont été adressés par le premier responsable de la wilaya pour les résultats enregistrés par les sportifs Tiaretis aussi bien à l'échelle locale, nationale ou continentale. La wali a par ailleurs promis que des subventions importantes seront octroyées aux clubs performants lors de la réunion du fonds de wilaya prévue hier mardi.

Jeux universitaires mondiaux 2009

## Zahra Bouras et Miloud Rahmani qualifiés aux demi-finales du 400m

Les athlètes Zahra Bouras et Miloud Rahmani se sont qualifiés aux 1/2 finales des épreuves du 400m (hommes et dames) comptant pour de la 1<sup>ère</sup> journée d'athlétisme des 25èmes Jeux Mondiaux universitaires de Belgrade (Serbie) qui se déroulent du 5 au 12 juillet. Bouras s'est classée en 3<sup>ème</sup> position avec (54.96), dans la série remportée par la Russe Zaytseva Alexandra (53.58) devant Maslonko Maria (Kazakhstan) en 54.39. Pour sa part, Miloud Rahmani (400m) s'est qualifié aux temps du 400m de la

série 3, en réalisant un 47.48. Les demi-finales des deux épreuves auront lieu aujourd'hui en fin d'après-midi. Au triple saut, Sief-El-Islam Temacini, a été éliminé au premier tour. En judo, le premier algérien entré en lice, Nadjib Temmar (+100kg) s'est fait éliminer dès les 1/8 de finale par l'Ukraine Bondarenko Stanislav, et puis en repêchage par l'Uzbek Tulendibaev Adiljan. La journée d'hier a vu l'entrée en lice au 800m de Amina Bettiche dans la 2<sup>ème</sup> série. Au 1500m, le sport universitaire algérien sera repré-

senté par Samir Khadar qui a pris part aux finales hier en soirée. Les trois et les trois meilleurs temps participeront à la finale. L'Algérie prend part aux Jeux Mondiaux universitaires avec 16 athlètes en athlétisme dont 3 filles et 11 judokas dont 5 filles. L'objectif de la délégation algérienne est d'améliorer au moins, les performances réalisées lors des derniers jeux de Bangkok, ou l'Algérie avait remporté une médaille d'or par le coureur Samir Khedar (1500m) et une bronze par la judokate Moussa Meriem.

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Entreprise de Distribution des Matériaux de Construction -  
**E D I M C O**  
Lotissement Sidi Adjel Montplaisir - Mostaganem

## Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 002/2009

La Direction de l'E.D.I.M.CO. - Mostaganem lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour Travaux

**- Réalisation des 24 Logements Promotionnels + des locaux commerciaux à HLM Rue Amara Hmida centre-ville Mostaganem.**

Les entreprises, qualifiées en travaux de bâtiment activité principale, catégorie 2 et plus, et intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges dès la parution du présent avis dans les quotidiens Nationaux, contre le paiement d'une somme de mille dinars (1.000,00 DA) auprès de l'Unité URBTP Siège Sidi Othman Sayada Mostaganem.

Les offres doivent être adressées à Monsieur le Directeur de l'Unité de réalisation - URBTP - Mostaganem et accompagnées des pièces réglementaires (Offres Techniques et Financières)

### 1 - Offres Techniques:

- Copie légalisée du registre de commerce (nouvelle immatriculation).
- Copie du certificat de qualification catégorie 2 et plus.
- Copie du casier judiciaire N° 03 (légalisée).
- Certificats de bonne exécution avec précision des projets.
- Liste des moyens matériels avec justification.
- Liste des moyens humains visée par la CNAS.
- Copie légalisée de l'Attestation de mise à jour en cours de validité, délivrée par la CNAS, CASNOS et la CACOBATPH.
- Planning et délais d'exécution des travaux.
- Extrait de rôles dûment légalisé.

### 2 - Offres Financières:

- Soumission et déclaration à souscrire dûment remplies, signées et datées.
- Cahier de la prescription spéciale, des prescriptions communes et des clauses Administratives générales signé et daté.
- Bordereau des prix unitaires et du devis quantitatif dûment remplis, signés et datés.

Les offres techniques et financières doivent être remises dans deux enveloppes séparées et introduites dans une enveloppe extérieure fermée et anonyme portant la mention:

Avis d'appel d'offres pour la réalisation des 24 logts + commerces EDIMCO Mostaganem. Le dernier jour du dépôt des offres est fixé à 30 jours à compter de la première parution du présent Avis.

Les entreprises soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant un délai de 180 jours à compter de la date limite du dépôt des offres.

Le Directeur d'Unité  
**M. MANSOUR**

A N° 0003812 - 08/07/2009

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Entreprise de Distribution des Matériaux de Construction -  
**E D I M C O**  
Lotissement Sidi Adjel Montplaisir - Mostaganem

## AVIS D'INFRUCTUOSITÉ DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001/2009

Conformément à l'article 108 du décret présidentiel N° 02/250 du 24 Juillet 2002, modifié et complété par le décret présidentiel N° 03/301 du 11/09/2003, portant réglementation des marchés publics, l'entreprise EDIMCO - Mostaganem, informe l'ensemble des Entreprises ayant soumissionné à l'Avis d'Appel d'Offres National N° 001/09, relatif à la réalisation des travaux TCE des 26 Logements Promotionnels + des locaux commerciaux à HLM, Rue Amara Hmida Centre-ville - Mostaganem, que cet Appel d'Offres a été déclaré infructueux.

Le Directeur d'Unité

ANEP N° 0003813 - 08/07/2009

## AVIS DE CONSULTATION

L'Entreprise HYDRO URBAINE OUEST lance un avis de consultation pour la «**Fourniture de tube en PVC PN 06 Diamètres: 300 et 400 mm**».

Le cahier des charges peut être retiré contre la somme de 1.000 DA auprès de l'Entreprise sise à l'adresse indiquée ci-dessous

**ZONE USTO ANGLE N° 03 ORAN**  
**Tél: (041) 42.96.54/55 Télécopie (041) 42.96.53**

La date limite de dépôt des offres est fixée à **Quinze (15) jours** après la première date de parution du présent avis sur le journal.



## ENTREPRISE NATIONALE DES GRANULATS

Société par actions (SPA) au capital de 3.000.000.000 DA  
R.C. N° 007759 B 99 Alger

**DIRECTION GENERALE**

### VOUS CHERCHEZ DU SABLE EN GRANDE QUANTITE

Vous êtes une entreprise de bâtiment, de travaux publics ou industrielle (béton prêt à l'emploi, produits manufacturés en béton, centrales d'enrobés) et vous cherchez à vous assurer un approvisionnement de **SABLE** de qualité en grande quantité.

Vous êtes préoccupé car vous savez que les **SABLES** d'oueds ne seront plus autorisés très bientôt.

### ALORS LA SOLUTION

C'est de s'adresser à: l'Entreprise Nationale des Granulats (ENG / Spa)

Adresse: Zone Industrielle Gué de Constantine - Alger -

Téléphone: 021 83 93 86/87 FAX: 021 83 98 80

Email: info@eng.dz

Où vous trouverez du **SABLE de concassage 0/4 mm** de haute qualité avec teneur en fines maîtrisée et module de finesse contrôlé dans les unités:

- EL-HACHIMIA	wilaya de BOUIRA
- EL-MALEH	wilaya de AIN TEMOUCHENT
- ELMA LABIOD	wilaya de TEBESSA
- SIDI ABDELLI	wilaya de TLEMCEM
- EL-KHROUB	wilaya de CONSTANTINE
- BEN AZZOUC	wilaya de SKIKDA
- SIDI ALI BENYOUB	wilaya de BEL ABBES
- AIN TOUTA	wilaya de BATNA

Ces SABLES de concassage 0/4 mm sont:

- Elaborés dans des installations neuves très modernes et adaptées.
- Propres (valeur de bleu < 1) et avec teneur en fines (< 63 microns) maîtrisée.
- Conforme à la NORME ALGERIENNE NA 5043 (cohérente avec les normes européennes actuelles).

### VOUS AUREZ, ACCUEIL ET SATISFACTION

Pour toutes informations complémentaires, n'hésitez pas à nous contacter et à consulter notre site : **www.eng.dz**

# MALAISIE

Plages paradisiaques, exotisme ,cocotiers et sable fin au rendez-vous

## Hébergement Hôtel 4 et 5\*\*\*\*\* en D.P

### Assistance - Transferts - Visites

### départ le 01 Août 2009 - 16 jours

INSCRIPTIONS - RENSEIGNEMENTS

## AGENCE T.T.S

Oran : (041)41.37.41/41.37.43 - 40.28.80  
**WWW.TTS-DZ.COM**

Mili Vge - Audin Alger  
JAD Vge - Dely Brahim Alger



(021)63.36.43 / 44  
(021)30.29.81

## CONDOLÉANCES

Le Directeur Régional et le personnel de la Direction  
Régionale Distribution de Chlef, et la section syndicale,  
profondément affectés par le décès de notre collègue

**DJEGAUDI Mohamed**

présentent à sa famille leurs sincères condoléances l'assurent  
en cette douloureuse circonstance, de leur profonde  
sympathie. Que Dieu, Le Tout-Puissant, accorde au défunt Sa  
Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».

ANEP N° 771058 - 08/07/2009



## Le match amical Algérie-Uruguay confirmé par la FAF

K. M.

La Fédération algérienne de football a confirmé hier l'organisation du match amical entre l'Algérie et l'Uruguay le 12 août prochain au stade du 5 juillet. Selon les informations qui nous sont parve-

nues, les deux fédérations ont paraphé le contrat de cette rencontre amicale de préparation en vue des échéances officielles.

Le match face à l'Uruguay servira de préparation aux «Verts» en vue du match contre la Zambie prévu le 6 septembre

au stade du 5 juillet pour le compte de la 4<sup>ème</sup> journée des qualifications jumelées de la CM et CAN 2010. Pour rappel, l'E.N devait affronter le Cap Vert, mais c'est finalement le onze d'Uruguay, d'un niveau supérieur, qui servira de sparing-partner aux «Fennecs».

### Football - CAN 2010

## Issa Hayatou satisfait des capacités organisationnelles de l'Angola



Le président de la confédération africaine de football (CAF), Issa Hayatou, s'est dit globalement satisfait du niveau des infrastructures et des capacités organisationnelles de l'Angola, pays hôte de la CAN 2010, prévue du 10 au 31 janvier prochain. Le président de la CAF a achevé lundi une visite de quatre jours qui l'a mené en Angola, pour constater l'état actuel des infrastructures qui ont été mises en place en prévision de la CAN 2010. Le président Hayatou et son équipe ont visité les villes de Luanda, Huila, Ca-

binda et Benguela pour évaluer les dernières préparatifs, liées à l'hébergement la sécurité, le transport, les équipements médiatiques, nécessaire pour la réussite du tournoi. Issa Hayatou a exprimé la confiance en capacité de l'Angola d'accueillir un événement de tel envergure, qui sera un prélude au Mondial 2010 en Afrique du Sud, le premier à être organisé en Afrique. La XXVII<sup>ème</sup> Coupe d'Afrique des Nations 2010 se disputera dans quatre villes angolaises: Luanda, Benguela, Cabinda et Lubango.

### Equipe nationale du Maroc

## Roger Lemerre limogé

Roger Lemerre, l'entraîneur français de la sélection marocaine, a été remercié pour «rendement insuffisant», une année seulement après avoir été recruté avec l'objectif de qualifier les «Lions de l'Atlas» pour le Mondial-2010 et la CAN-2010. «Il a échoué dans sa mission et le public ne veut plus de cet entraîneur dont, en plus, les relations avec la presse sont difficiles. Nous sommes en train de finaliser un accord en vue de son départ à l'amiable», a déclaré un responsable de la Fédération royale marocaine (FRMF) ayant requis l'anonymat. Les autorités sportives «ont été très déçues par le travail fourni par Lemerre à la tête de l'équipe d'un pays où le football est le sport roi. A chaque prestation de l'équipe marocaine, il est longuement hué par le public», a indiqué pour sa part une source proche du gouvernement. «Les discussions actuelles avec M. Lemerre portent sur ses indemnités de départ. Les deux parties sont sur le point de parvenir à un accord à ce propos. L'entraîneur français veut lui aussi changer d'air», a ajouté cette source gouvernementale. L'annonce du départ de Roger Lemerre sera officialisée très prochainement, selon cette source. Le Maroc est dans une situation très difficile dans le groupe

A des qualifications africaines pour le Mondial-2010 et la CAN-2010 (Coupe d'Afrique des nations), derrière le Gabon, le Togo et le Cameroun.



## Essam El-Hadary autorisé à jouer par le TAS

Le gardien égyptien Essam El-Hadary pourra jouer dans les prochains mois, le Tribunal arbitral du sport (TAS) ayant décidé de geler une suspension de quatre mois imposée au joueur par la FIFA. «Le TAS a décidé d'octroyer l'effet suspensif à la décision rendue par la FIFA, le 16 avril 2009, suite à la demande d'Essam El-Hadary et du FC Sion», indique

mardi un communiqué de l'instance. La décision de la FIFA imposait solidement à El-Hadary le paiement d'une indemnité de 900.000 euros en faveur du club égyptien Al-Ahly, elle infligeait une suspension de quatre mois au joueur et interdisait au FC Sion de recruter de nouveaux joueurs, tant au niveau national qu'international, durant les deux prochaines périodes de

transfert. Cette décision est «désormais gelée jusqu'au terme de la procédure devant le TAS». Celui-ci indique qu'il rendra «sa décision finale dans cette affaire dans 4 mois environ». Le transfert soudain d'El-Hadary, à mi-saison en février 2008, avait suscité la colère en Egypte juste après que le gardien avait aidé son pays à conserver la Coupe d'Afrique des nations.

### Tour de France

## Astana remporte le contre-la-montre par équipes

La formation Astana a remporté la 4<sup>ème</sup> étape du Tour de France, un contre-la-montre par équipes de 39 kilomètres, et l'Américain Lance Armstrong est revenu à la hauteur du Suisse Fabian Cancellara, toujours maillot jaune de l'épreuve. Cancellara et Armstrong, classés dans le même temps, ont été départagés par leurs performances dans le contre-la-montre inaugural samedi

dernier à Monaco, soit une marge de 22 centièmes de seconde. Armstrong, le septuple vainqueur de l'épreuve, était virtuellement maillot jaune à 8,5 kilomètres de l'arrivée, quand son équipe précédait la formation Saxo Bank de Cancellara de 41 secondes. A l'arrivée de l'étape, Astana a battu Garmin (Wiggins) de 18 secondes et Saxo Bank de 40 secondes. Au classement général, Cancellara et

Armstrong précèdent désormais Alberto Contador, le favori espagnol de la course, de 19 secondes. Des candidats à la victoire finale, l'Australien Cadel Evans (Silence), est le principal perdant du jour. Il a abandonné 2 min 35 sec à Armstrong et à Contador. Le Russe Denis Menchov, dernier vainqueur du Giro, a lâché pour sa part 2 min 20 sec à Contador et Armstrong.

### Le journal des transferts

#### Rafik Djebbour reste à l'AEK Athènes



L'attaquant international algérien, Rafik Djebbour, a décidé de continuer son aventure avec le club grec de 1<sup>ère</sup> division de football, l'AEK Athènes, en dépit des contacts qu'il a reçu d'autres formations. Convoité par des clubs français de Ligue 1, et surtout par le club saoudien de Ittihad Djeddah, l'Algérien, formé à l'AJ Auxerre, a opté pour la stabilité en ne donnant pas suite à ces sollicitations. Les dirigeants saoudiens étaient prêts à déboursier la somme de 4 millions d'euros pour s'attacher les services de Djebbour, auteur d'excellentes prestations avec la sélection nationale lors des qualifications jumelées CM-CAN 2010.

#### Manchester United veut Yaya Touré

Le champion d'Angleterre en titre, Manchester United, serait prêt à déboursier la somme de 46 millions d'euros pour enrôler le milieu international ivoirien du FC Barcelone, Yaya Touré. Yaya Touré, qui vient de rempiler avec le champion d'Espagne, pourrait être tenté par une aventure en Premier League. L'ancien Monégasque serait particulièrement convoité par Manchester, à la recherche d'un milieu défensif. Le club mancunien a encore une importante manne financière à dépenser, suite au transfert du Portugais Cristiano Ronaldo au Real Madrid.

#### Ribéry coûtera 80 millions d'euros



Le club allemand du Bayern Munich est prêt à céder son milieu international français, Franck Ribéry, contre la somme de 80 millions d'euros. Après l'achat par le Real Madrid de Cristiano Ronaldo pour 94 millions d'euros et de Kaka pour 65 millions, le manager du Bayern, Uli Hoenes connaît la valeur marchande de son joueur et ne songerait pas à le vendre à moins de 80 millions. Le club espagnol doit se décider d'ici le 16 juillet, date du

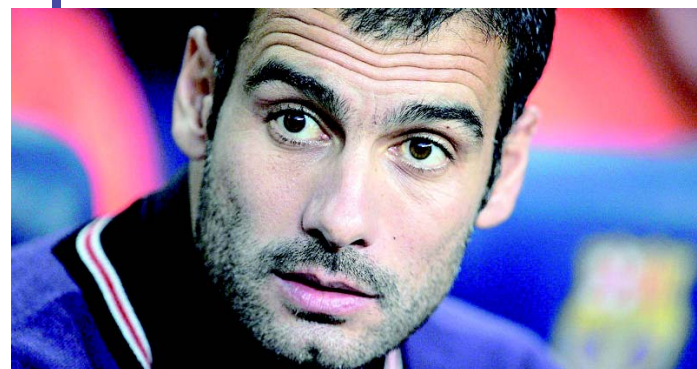
début de la reprise de l'entraînement de son effectif, s'il veut vraiment s'attacher les services de Ribéry, ajoute le quotidien sans citer ses sources. Le nouvel entraîneur du Bayern, Louis van Gaal, avait indiqué dimanche que la question d'un éventuel transfert de Ribéry devait être réglée au plus vite.

#### Le FC Porto engage l'Argentin Daniel Belluschi

Le FC Porto a annoncé lundi soir avoir engagé dans ses rangs le milieu de terrain argentin Daniel Belluschi, âgé de 25 ans, jusqu'en 2013. Le joueur, qui évoluait à l'Olympiakos (1<sup>re</sup> div. grecque), a «signé un contrat pour quatre saisons», indique le communiqué du club publié sur le site des autorités boursières. Le club a acquis 50 % des droits sportifs du joueur pour cinq millions d'euros.

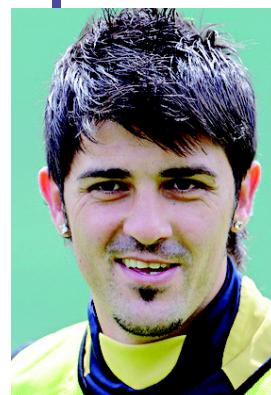
Le contrat prévoit en outre une clause de résiliation d'un montant de trente millions d'euros. Il remplace Lucho Gonzalez parti à Marseille (France).

#### Guardiola veut du renfort



L'entraîneur du Barça veut arrêter son effectif le 20 juillet avant de prendre des vacances. Pour ce faire, et conscient que la prochaine saison sera très difficile, - surtout après le recrutement «galactique» effectué par le Real Madrid - a exigé des renforts. Ce qui veut dire que le directeur technique du club doit s'exécuter pour étoffer l'effectif.

#### Villa veut partir



A valence, la situation est plutôt floue, avec le probable retour aux affaires de l'ex-président Soriano, qui promet d'injecter 500 millions d'euros et faire du FC Valence le club le plus crédible de la Liga. L'attaquant international Villa a déclaré qu'il veut partir, son choix se portant sur le FC Barcelone.

A noter que le Barça a fait une offre pour engager la paire Villa-Mata 55 millions d'euros plus deux joueurs, Erikson et Caceres.





**07.00** Journal télévisé (1ère édition)  
**07.30** Sabah El Kheir  
**10.00** Dessins animés  
**10.30** Hadrat El-Moutaham Abi Feuilleton arabe  
**11.30** L'Islam Fi Hind Documentaire  
**12.30** Khousoussiât Min Aâlem Documentaire

**13.00** Journal télévisé (2ème édition)  
**13.30** Magazine régional  
**14.00** Hayati Adab Feuilleton doublé  
**15.00** Espace amazigh  
**16.30** Documentaire animés  
**17.00** Dessins animés  
**17.30** El-Rassid El-Iqtissadi  
**18.00** Journal télévisé amazigh

## 18.30 Moutâat El-Maïda

**19.00** Hikayet Zaoudj Mouassir Feuilleton arabe  
**20.00** Journal télévisé (Edition du 20h00)  
**21.30** Saraha Raha Emission de divertissement  
**22.30** Liqaa Emission culturelle  
**23.30** Variétés africaines



## 19.35 Un souvenir

**09.55** Slam  
**10.30** Les p'tits Z'amours  
**11.00** Tout le monde veut prendre sa place  
**12.00** Journal  
**12.50** L'avant Tour  
**13.20** Cyclisme  
**16.20** L'après Tour  
**17.50** Le 4e duel  
**18.49** Météo 2  
**18.50** Météo des plages  
**18.55** Image du Tour  
**19.00** Journal  
**19.30** L'instant Fort  
**19.34** Météo 2



**Film français**  
**Avec Daniel Prévost, Esteban Carvajal**  
Alors qu'il vit un tournant majeur de son existence, Thomas Lebey décide de renouer avec le passé. Cet écrivain illustre a en effet besoin de se consacrer un peu plus à lui-même. Et c'est avec un réel enthousiasme qu'il revient sur les lieux de son premier amour.  
**21.15** Les colères de la Terre  
**22.40** Journal de la nuit  
**22.55** Aurore  
**00.30** Emissions religieuses  
**01.45** Eurocops



## 19.35 Intervilles

**11.10** 12/13 : Edition régionale  
**11.25** 12/13 : Journal national  
**12.00** Village départ  
**12.45** Inspecteur Derrick  
**13.35** Police maritime  
**15.30** Baie des flamboyants  
**15.55** C'est pas sorcier  
**16.30** Des chiffres et des lettres  
**17.05** Questions pour un champion  
**17.45** 19/20 : Edition nationale  
**18.00** 19/20 : Journal régional  
**19.00** Le film du Tour  
**19.10** Plus belle la vie

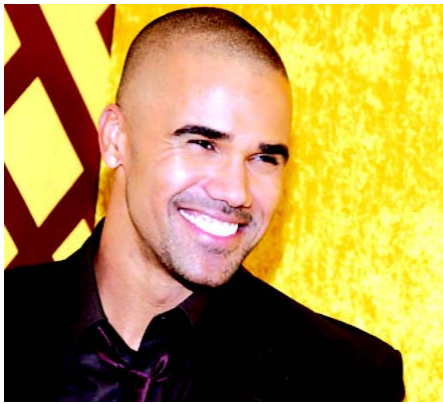


**- Pornic / Courchevel**  
**Présenté par Nelson Monfort, Philippe Candeloro, Nathalie Simon, Olivier Alle**  
Pendant tout l'été, seize villes en tout s'affrontent pour espérer atteindre la finale et se mesurer à Dax, grand vainqueur de l'édition 2008 d'«Intervilles». Pornic, chef-lieu de canton de la Loire-Atlantique, cité balnéaire qui compte environ 10 000 habitants, rencontre Courchevel, représentant la Savoie, réputée pour ses activités de sports d'hiver.  
**21.35** Soir 3  
**22.10** Strip-tease  
**23.00** Carnets de festivals  
**23.15** Une heure et demie de retard  
**00.40** Soir 3



**09.15** Question maison  
**10.00** Silence, ça pousse !  
**10.05** Le vol des cigognes  
**10.55** Midi les zouzous  
**12.50** Destination beauté  
**13.45** Carnets de plongée  
**14.40** Menace sur la limule  
**15.30** SOS maison  
**15.40** J'irai dormir chez vous  
**16.45** C dans l'air

**18.45** Arte info  
**19.00** Tout le monde sur son île  
**19.45** Il était une fois la prohibition  
**Documentaire réalisé par Viktor Stauder**  
Entrée en vigueur en janvier 1920 suite à la pression des organisations chrétiennes et des mouvements féministes, la loi sur la prohibition a tenté pendant plus de treize ans d'interdire la fabrication, la vente, le transport, l'importation et l'exportation de boissons alcoolisées sur le territoire américain. En à peine plus d'une décennie, la violence et la corruption ont explosé dans toutes les villes et le nombre d'actes criminels a été multiplié par deux. Les véritables bénéficiaires de cette législation furent les parrains du crime organisé, Al Capone en tête, qui trouvèrent dans la contrebande et la multiplication des bars clandestins une source de revenus inespérée. La récession post-1929 décida finalement les autorités à abolir la loi, le 5 décembre 1933.  
**21.15** La France made in USA  
**22.10** Zoom Europa  
**22.55** Lonesome Jim  
**00.20** Arte culture  
**00.35** Liberté, égalité, précarité  
**02.00** René



**TF1** 19.45

## ESPRITS CRIMINELS

**- Esprit malin**  
**Série américaine**  
**Avec Joe Mantegna, Paget Brewster, Shemar Moore, Matthew Gray Gubler**  
Un vieil ami de Prentiss, John Cooley, lui apprend qu'une connaissance commune, Matthew Benton, vient juste de mourir d'un arrêt cardiaque. Prentiss n'avait plus aucun contact avec les deux hommes depuis des années. Cooley rapporte également à Prentiss que Benton pensait que quelqu'un voulait le tuer. En menant une rapide enquête, Garcia découvre deux autres décès similaires. Prentiss et Rossi sont bientôt convaincus que ces trois morts sont liées. Mais les familles des victimes refusent obstinément de collaborer avec le FBI. Les membres du département des sciences du comportement marchent sur des oeufs...



**M6** 19.40

## ZONE INTERDITE : LES INÉDITS DE L'ÉTÉ

**Magazine présenté par Claire Barsacq**  
**- Patrice et Karine**  
Avec 13 enfants et 500 euros de budget, Patrice et Karine vont rester dans leur pavillon de la banlieue bordelaise. Le couple décide d'organiser des sorties pour les enfants. Malheureusement, la météo n'est guère clémente.  
**- Claude et Bernadette**  
Dans leur magnifique domaine d'Auvergne, Claude et Bernadette Aguttes accueillent chaque été leur famille, une trentaine de personnes. L'organisation est essentielle. Bernadette gère l'intendance tandis que Claude amuse les seize petits-enfants.



**CANAL+** 19.45

## LE FANTÔME DE MON EX-FIANCÉE

**Film américain**  
**Avec Eva Longoria, Paul Rudd, Lake Bell, Jason Biggs, Lindsay Sloane**  
Kate, la fiancée de Henry, meurt accidentellement le jour de leur mariage, laissant le jeune homme inconsolable. Suivant les conseils de sa soeur Chloe, Henry consulte un médium, Ashley, dans l'espoir qu'elle puisse soulager sa peine en lui permettant de rester en contact avec l'esprit de sa bien-aimée. D'abord hésitant, Henry se laisse convaincre par les talents paranormaux de la jeune femme et succombe à son charme. Après quelques séances, Henry et Ashley finissent par tomber amoureux l'un de l'autre. Une situation qui déplaît à Kate, déterminée à faire échouer cette relation. Sous la forme d'un fantôme, elle rend la vie impossible au couple...

# TÉLÉVISION



## 22.15 Fringe



**10.05** Secret Story  
**11.00** Attention à la marche !  
**12.00** Journal  
**12.40** Ma maison pour l'avenir  
**12.50** Météo  
**12.55** Julie Lescaut  
**14.30** Un amour en éveil  
**16.25** New York police judiciaire  
**17.15** Secret Story  
**18.05** Une famille en or  
**19.00** Journal  
**19.35** Ma maison pour l'avenir  
**19.40** Météo  
**19.45** Esprits criminels

**- Sons et lumières**  
**Série américaine**  
**Avec Anna Torv, Joshua Jackson**  
Olivia, Peter et Walter enquêtent sur la disparition d'un jeune prodige de la musique. L'enfant a été emmené dans un laboratoire où d'étranges expériences sont menées pour tenter de comprendre comment fonctionne son cerveau. Une femme lui demande de jouer un morceau de musique, tandis qu'apparaît sa mère défunte.  
**23.55** Los Angeles homicide  
**01.35** Secret Story



## 21.35 Juste pour rire

**09.00** Star6 music  
**10.20** Docteur Quinn, femme médecin  
**11.20** C'est positif  
**11.50** Le 12.50  
**12.10** C'est positif  
**12.35** Magnitude : 10,5  
**16.15** Le rêve de Diana  
**16.50** Un dîner presque parfait  
**17.50** 100% Mag  
**18.45** Six'  
**19.00** Malcolm  
**19.35** Météo des plages  
**19.40** Zone interdite : les inédits de l'été



**- Comment bien rater sa vie amoureuse ?**  
**Présenté par Elisabeth Buffet**  
Entourée par ses amis comme Florence Foresti, Gad Elmaleh, Franck Dubosc, Jonathan Lambert, Stéphane Rousseau et bien d'autres, l'humoriste Elisabeth Buffet s'est lancé un grand défi : expliquer dans les moindres détails comment bien rater sa vie amoureuse. En 90 minutes, elle va tout faire pour persuader les téléspectateurs qu'il est beaucoup plus amusant de se «prendre un râteau» ou de se faire plaquer que de séduire sa conquête.  
**23.25** Enquête exclusive : les inédits de l'été  
**00.50** M6 Music / Les nuits de M6



## 21.15 The Starter Wife



**11.50** Infos midi  
**12.20** Les petits explorateurs à travers l'Afrique  
**13.30** La route d'Eldorado  
**14.55** Jeux de dupes  
**16.55** Inside Jamel Comedy Club  
**17.25** Comme à la maison  
**17.45** Le JT de Canal+  
**18.10** Le news show  
**19.05** Le meilleur de la saison  
**19.15** Groland Magazine  
**19.45** Le fantôme de mon ex-fiancée

**- Indiscrétions**  
**Série réalisée par Ron Lagomarsino**  
**Avec Debra Messing, Brielle Barbusca**  
Spoliée par les associations de l'école, agressée en permanence, Molly finit par rencontrer le voleur de son journal intime. Celui-ci, auteur des potins de dizzlyland.com, la reçoit avec un aplomb et un cynisme renversants. Pour couronner le tout, Kenny a vendu la maison qui a vu grandir Jaden pour financer les scènes supplémentaires de «Blood Canal», son film.  
**22.40** Angles d'attaque  
**00.05** Les insoumis  
**01.40** Ulzhan



**17.00** TV5MONDE, le journal  
**17.20** L'invité  
**17.40** Catherine  
**18.05** Tout le monde veut prendre sa place  
**19.00** Journal (TSR)  
**19.30** Journal (France 2)  
**20.00** Madame la proviseur  
**21.45** TV5MONDE, le journal  
**22.00** TV5MONDE, le journal Afrique  
**22.15** Scènes de ménage  
**23.10** Science X  
**23.50** Entretien avec la matière  
**00.05** Josef Nadj, dernier paysage  
**01.00** Terres arctiques

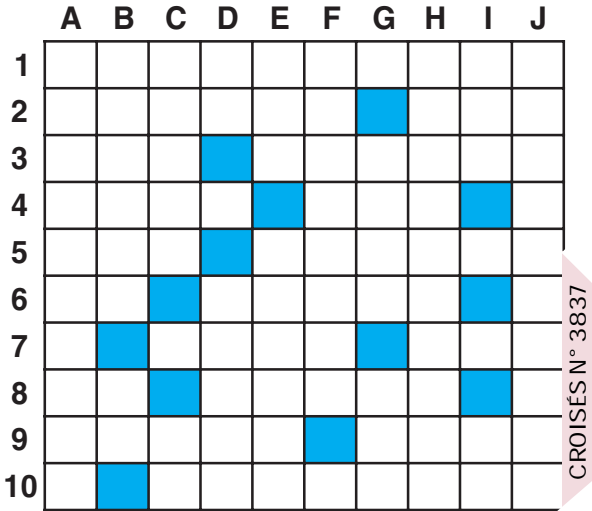


**11.45** La porte ouverte à toutes les fenêtres  
**12.25** Avis de sortie  
**12.35** Eloïse Rome  
**13.30** Bugs  
**14.25** New York 911  
**15.55** 15/A  
**16.45** Newport Beach  
**17.40** Plus belle la vie  
**18.45** La porte ouverte à toutes les fenêtres  
**19.35** Avocats et associés  
**21.15** Retour sur le Tour  
**21.50** La route du rire  
**21.55** Titoff au Palais des Glaces  
**23.10** Hero Corp



**11.25** Rendez-vous avec...  
**11.55** Les vacances de l'amour  
**12.50** Belle grand-mère  
**14.30** Belle grand-mère : La Trattoria  
**16.05** Total déco  
**16.35** Rendez-vous avec...  
**17.00** Pacific Blue  
**18.40** Dragon Ball Z  
**19.35** The Amazing Race : La course de l'extrême  
**21.15** Famille on vous aide  
**22.45** Journal  
**00.40** Papa, tu avais promis !





Horizontalement:

1. Bas-côté.
2. Il donne toutes ses tripes aux tripoux. Titre côté Manche.
3. Net. Fis des bris.
4. Déchet humain. Façon bête de tomber la veste.
5. A feu et à son. Alors il ne manque pas de piquant !
6. Symbole de gaz. Poids plume.
7. Comme Artaban ? Institut arabe.
8. Une grecque qui se tourne, quoi de plus normal ! Il en faut peu pour le dire.
9. Décider. Il revient à la scène.
10. Répète.

Verticalement:

- A. Opération de coupe.
- B. Tracer et trisser. La belle et la vieillard s'entendent bien !
- C. Racler. Deux à trois.
- D. Prises en otage. Glacée.
- E. Fait tout faux. Font tirer les larmes des yeux.
- F. Epris.
- G. Dépôt de feu. S'exprima en dix-cors.
- H. Capitaux.
- I. Contredit.
- J. Eau qui se jette à l'eau.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°3836

S	U	R	E	L	E	V	E	E	S
O	P	U	S	C	U	L	E	A	
L	A	R	E	T	A	E	L		
I	S	A	R	D	N	A	N	A	
T	L	I	E	N	Q	C	M		
A	V	E	N	E	N	H	A		
I	O	E	O	O	P	E	N		
R	U	E	R	E	T	A	R	D	
E	T	R	E	P	E	R	E	R	
S	E	C	H	E	R	E	S	S	E

FLECHES N°3836

A	U	T	R	E	F	O	I	S	
C	L	E	C	L	O	D	O		
Q	S	T	U	E					
U	N	R	U	E	S				
I	P	O	T	E	S	T			
T	R	O	U	E	C	A	R		
T	A	C	I	T	E	S	A		
E	H	L	M	T	C				
M	I	E	L	E	T	A	T		
E	S	A	M	U	N	I			
N	E	R	A	E	G	O			
T	R	A	D	I	T	I	O	N	

FOUILLIS N° 3836: PINSON ( Pin - Son )

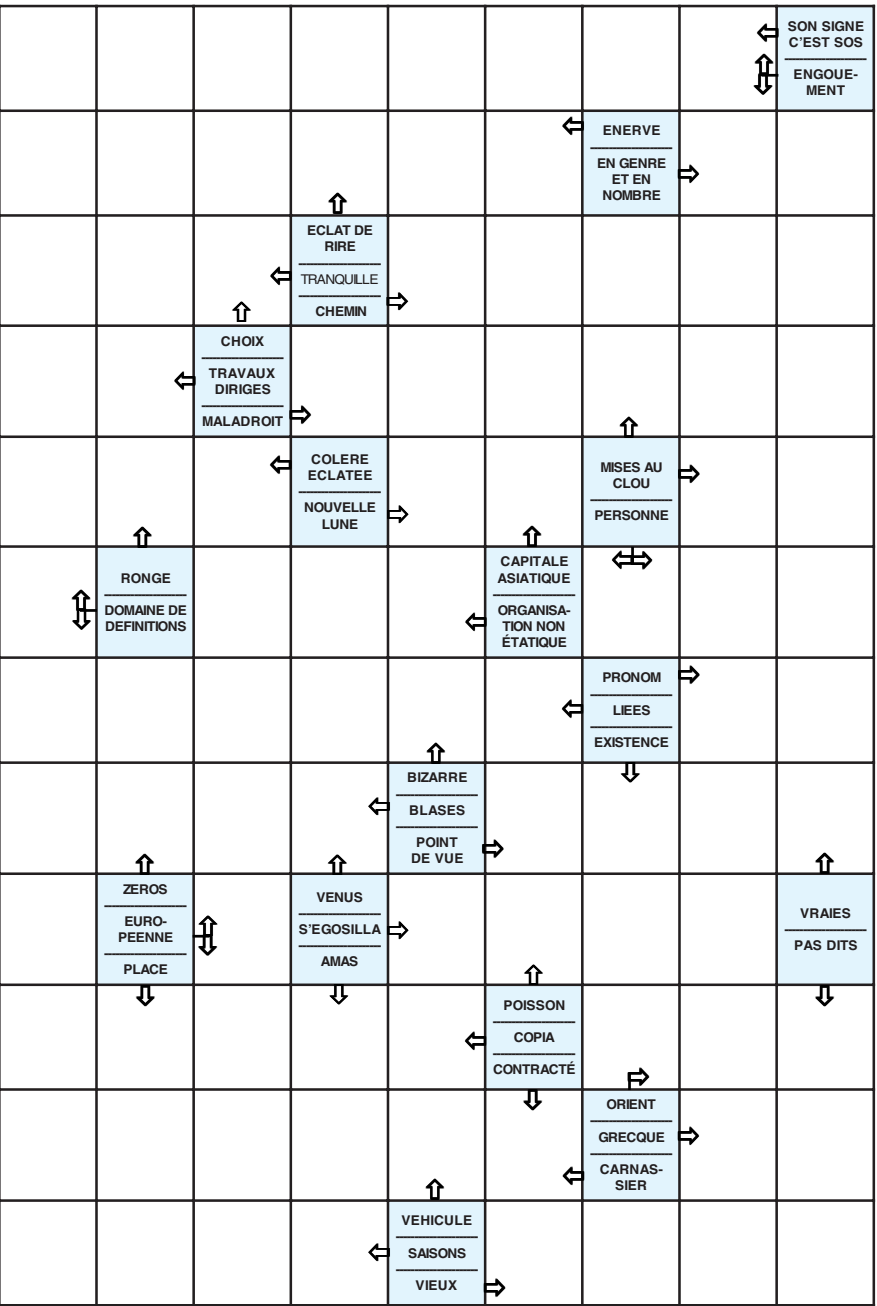
CODÉS N° 3836

1	R	O	M	T	I	6	B	N	U	E	10	L	A	V	P
14	D	C	G	S	F										

1	V	I	L												
14															

8	7	4	1	11	6	2	9	7							
11	9	7		4	5	1	2		4						
13	5	10	11	8	8	7	4	2	7						
2		9		7	15		5	6							
8	2	5	6		19	5	14	11	8						
5		8	5	9	2	1	7		12						
9	2	14	7		10	5		2	6						
2		12		10	16	2	10	6							
1	7	3	12	7		6	16	11	19						
7	18	5	4		9		5	3	7						
13	5	2		6	5	6	6	7	6						
7	9	4	2	17	12	7	6		9						
8	7	7		12		13	7	4	7						
9	7		10	5	8	7		12	4						
	6	3	11	19		6	2	7	8						

Jeux proposés par Chérifa Baghli



FLECHES N° 3837

- ADDITION - AINSI -  
BENEFICE -  
BIENSEANCE -  
BIOLOGIE - BISET -  
BISON - BONZE -  
BOULOT -  
CANTONNIER -  
CAVERNE - CERISIER -  
CONNOTATION -  
COUPE - DODO -  
ECOT -  
ENCERCLEMENT -  
ETIAGE - FETER -  
HANTISE - LITRE -  
LUCRATIVEMENT -  
MENTALITE -  
MINISTERE - MIRE -  
MOTION -  
MOUVEMENT - NICHE -  
NONCE -  
REDACTION -  
RESTER - REVE -  
SCIER - SIEGER -  
TERRE - TOIT -  
TOMBER.

T	N	E	M	E	V	I	T	A	R	C	U	L	B	R
N	O	N	C	E	N	O	I	T	I	D	D	A	E	E
O	E	O	E	T	V	E	N	R	E	V	A	C	N	B
S	C	I	E	R	O	E	R	E	G	N	O	S	E	M
I	N	T	R	R	R	C	R	E	R	E	T	E	F	O
B	A	A	S	E	R	E	E	H	O	E	N	R	I	T
O	E	T	N	I	T	E	T	C	D	I	E	T	C	N
U	S	O	O	S	E	S	I	I	O	G	M	I	E	E
L	N	N	I	I	S	G	E	N	D	O	E	L	E	M
O	E	N	T	R	I	T	E	R	N	L	L	G	S	E
T	I	O	O	E	B	M	I	R	E	O	A	I	I	V
M	B	C	M	C	E	P	U	O	C	I	T	S	T	U
N	O	I	T	C	A	D	E	R	T	B	N	N	N	O
T	N	E	M	E	L	C	R	E	C	N	E	I	A	M
C	E	L	E	R	A	E	Z	N	O	B	M	A	H	C

- Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est un rongeur.
  - Mon 2e donne la mesure en musique.
  - Mon tout, ça vaut une tannée !



Bélier 21-03 au 20-04

L'évolution d'une situation compliquée vous empêche d'avoir des pensées précises sur ce sujet bien particulier.



Taureau 21-04 au 21-05

Vous allez entrer dans une période où rien ne pourra freiner votre enthousiasme et votre combativité. C'est le moment propice pour entreprendre le projet que vous avez derrière la tête depuis longtemps.



Gémeaux 22-05 au 21-06

Toutes sortes d'affaires de moindre importance risquent de retenir toute votre attention.



Cancer 22-06 au 22-07

Vous avez l'impression grisante que le monde entier vous appartient. Votre enthousiasme vous propulse vers des sommets inconnus.



Lion 23-07 au 23-08

Vous vous sentirez bien dans votre peau et les efforts ne vous font pas peur. Vous vous sentirez en mal d'inspiration mais une aide inattendue vous permet de réaliser le but que vous cherchiez à atteindre.



Vierge 24-08 au 23-09

Si vous sentez que vous allez perdre patience, essayez de ne pas le montrer. Reprenez et gardez le contrôle de vous-même en respirant profondément face à l'événement, et vous n'aurez plus ce sentiment de frustration et la chance vous sourira.



Balance 24-09 au 23-10

Vous prenez connaissance d'un nouveau projet où vous vous sentirez la première personne concernée, ce qui ne sera pas pour vous déplaire. Vous allez vous familiariser à cette idée surprenante.



Scorpion 24-10 au 22-11

Une affaire très importante pourrait bien se présenter. Tout dépendra de la façon habile dont vous évalueriez la réalité des choses. Faites preuve de prudence.



Sagittaire 23-11 au 21-12

Une personne que vous aimez bien risque de vous manquer si vous ne cherchez pas à la rencontrer. Vous pourriez mal vivre cette séparation que vous ne désirez pas vraiment.



Capricorne 22-12 au 20-01

Vous aurez sans doute une décision à prendre dans vos affaires. Ne le faites surtout pas à la légère. Même si cet acte ne vous paraît pas important aujourd'hui, il peut avoir des répercussions déterminantes dans un proche avenir.



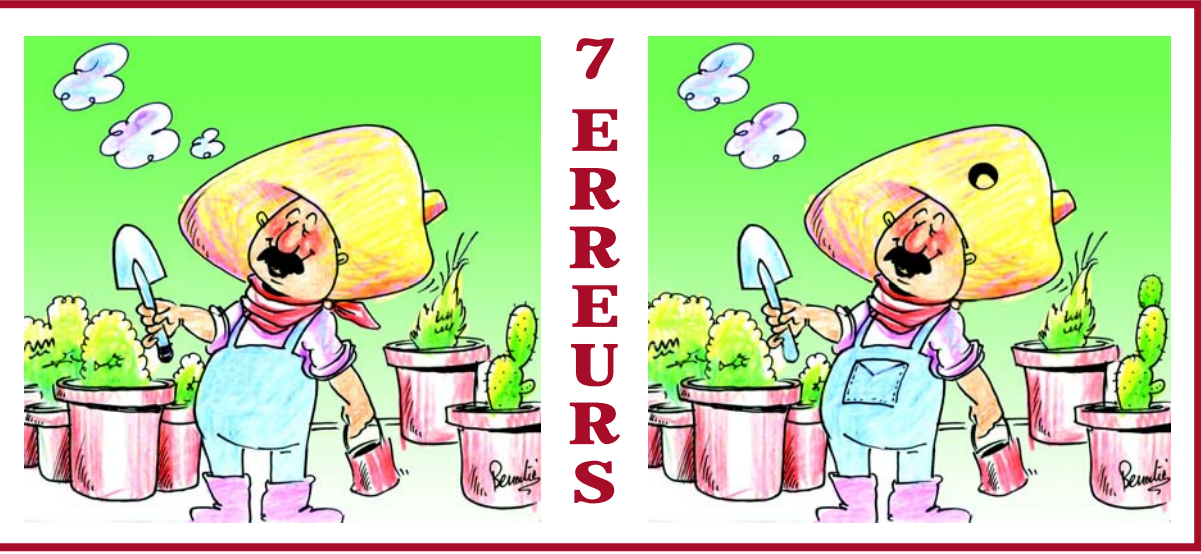
Verseau 21-01 au 18-02

Une affaire importante pourrait se traiter prochainement dans votre dos. Tout dépend de la façon dont vous allez réagir. On compte bien sur votre passivité mais vous saurez vous montrer efficace en prenant les devants malgré un certain retard pris avant le départ.



Poissons 19-02 au 20-03

Vous pouvez compter sur la chance d'avoir le soutien inconditionnel de quelqu'un qui vous est proche. Vous n'êtes plus tout seul et vous retrouvez très rapidement le moral.





Revoilà  
l'Union pour  
la Méditerranée...

Les efforts de relance de l'Union pour la Méditerranée se sont poursuivis mardi, à Bruxelles, avec une réunion des ministres des Finances et la promesse d'un octroi facilité de prêts européens pour le financement de projets communs aux pays concernés. Lancé en grande pompe en juillet 2008 par le président français Nicolas Sarkozy, l'Union pour la Méditerranée (UPM) associe pays de l'UE et du pourtour méditerranéen. Elle vise à convertir l'espace méditerranéen en zone de paix par le biais de projets concrets.

Censé donner une nouvelle vie au dialogue euro-méditerranéen de Barcelone lancé en 1995, qui s'était enlisé du fait du conflit israélo-palestinien, l'initiative a toutefois tourné court en début d'année avec l'offensive à Gaza, qui a entraîné le gel des discussions politiques. Depuis fin juin, elle a commencé à reprendre des couleurs. D'abord avec une première réunion ministérielle à Paris - avec Israéliens et Palestiniens - sur l'environnement. Puis, mardi à Bruxelles, sur les dossiers financiers avec des représentants des 43 pays membres.

La rencontre «a été productive et utile», a déclaré le ministre égyptien des Finances, Youssef Boutros Ghali, dont le pays co-préside l'UPM avec la France. «Nous avons constaté à nouveau que nous sommes étroitement liés, que le développement des uns ne peut se faire sans le développement les autres», lui a fait écho la ministre française des Finances Christine Lagarde.

Le Conseil de  
sécurité de l'ONU  
condamne les  
tirs de missiles  
nord-coréens



Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné lundi les tirs de missiles nord-coréens effectués samedi en mer du Japon, estimant qu'ils violaient les résolutions des Nations unies, une décision saluée par l'ambassadeur nippon à l'ONU.

L'ambassadeur de l'Ouganda Ruhakana Rugunda, qui préside le Conseil ce mois-ci, a indiqué dans une déclaration orale que les membres du Conseil «condamnaient et exprimaient leur profonde préoccupation» après ces tirs. Ils «constituent une violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et posent une menace pour la sécurité régionale et internationale», selon cette déclaration.

Le Conseil a réaffirmé que Pyongyang devait «se plier pleinement à ses obligations et aux résolutions correspondantes» et a appelé «toutes les parties à s'abstenir de toute action qui aggraverait la sécurité dans la région». Il a aussi exprimé l'engagement du Conseil envers une «solution pacifique, diplomatique et politique» et promis de «continuer à suivre de près la situation et à agir de manière appropriée en accord avec la charte de l'ONU».

Mouvement dans le corps  
des présidents de cours  
et des procureurs généraux

Le Ministère de la Justice a rendu public, hier, le mouvement partiel décidé par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, dans le corps des présidents de cours de Justice et des procureurs généraux.

Présidents de cours de justice:

- Mme Charaf Eddine Zoubida, présidente de la cour de Jijel, mutée présidente de la cour de Guelma.
- M. Benfriha Larbi, président de la cour de Saïda, muté président de la cour de Tlemcen.
- M. Hamdane Abdelkader, président de la cour de Skikda, muté président de la cour de Constantine.
- M. Zaiter Ayache, président de la cour de Constantine, muté président de la cour de Skikda.
- M. Bouhalloufa Farid, président de la cour de Ouar-gla, muté président de la cour de Sidi Belabbès.

Procureurs généraux:

- M. Djaad Chérif, procureur général près la cour de Laghouat, muté dans le même poste à la cour de Batna.
- M. Bouanik Ali, procureur général près la cour de Biskra, muté dans le même poste à la cour de Tiaret.
- M. Hammadou Mohamed, procureur général près la cour de Béchar, muté dans le même poste à la cour de Béjaïa.
- M. Sahel Hamid, procureur général près la cour de Blida, muté dans le même poste à la cour de Sidi Belabbès.
- M. Abdelli Mohamed, procureur général près la cour de Djelfa, muté dans le même poste à la cour de Blida.

Changement de fonction:

- M. Benkathir Benaïssa, président de la cour de Tlemcen, nommé procureur général près la même cour.

Nouvelles nominations dans le corps des présidents de cours de Justice

- M. Mahdjoub Mohamed, président de chambre près de la cour de Sidi Belabbès, nommé président de la cour de Tiaret.
- Mme Chekiri Hadjer épouse Benyazzar, présidente du tribunal de Bir Mourad Rais, nommée présidente de la cour de Jijel.
- M. Miloudi Djillali, vice-président de la cour de Blida, nommé président de la cour de Saïda.
- M. Larbi Abdelkader, président de chambre près la cour de Tlemcen, nommé président de la cour de Ouargla.
- M. Bensedira Mohamed, président du tribunal d'Oran, nommé président de la cour de Ghardaïa.

Nouvelles nominations dans le corps des procureurs généraux:

- M. Moukas Aïssa, premier procureur général adjoint (PGA) près la cour de Guelma, nommé procureur général près la cour de Laghouat.
- M. Halimi Allaoua, président de chambre près la cour de Guelma, nommé procureur général près la cour de Biskra.
- M. Mostefai Abdelkader, procureur de la République près le tribunal de Maghnia, nommé procureur général près la cour de Béchar.
- M. Djerrir Abdelhafid, sous-directeur de la Prospection à la direction générale de la modernisation, nommé procureur général près la cour de Djelfa.
- M. Benmokhtar Ahmed Abdellatif, procureur de la République près le tribunal d'Oran, nommé pro-



cureur général près la cour de Saïda.

- M. Benabdellah Mohamed Ben Lakhdar, président de chambre près la cour de Djelfa, nommé procureur général près la cour de Guelma.

Affectations à la Cour suprême:

- Achaachi Abdelouahab, président de la cour de Tiaret.
  - Rouabhi Mohamedi, président de la cour de Sidi Belabbès.
  - Benboudriou Hocine, président de la cour de Guelma.
  - Bennacer Malik, président de la cour de Ghardaïa.
  - Boualbine Tahar, procureur général près la cour de Batna.
  - Foulane Mohamed, procureur général près la cour de Tiaret.
  - Mdjahdi Mohamed Tahar, procureur général près la cour de Saïda.
  - Boumediene Aoun Allah, procureur général près la cour de Sidi Belabbès.
  - Bechiri Abdelkrim, procureur général près la cour de Guelma.
- Affectations à l'Administration centrale et aux services administratifs de la Cour suprême:**
- Zouggar Mohamed, procureur général près la cour de Tlemcen, affecté aux services administratifs du ministère de la Justice.
  - Mellah Abdelhak, procureur général près la cour de Béjaïa, affecté aux services administratifs de la Cour suprême.

Colère des pilotes  
de Royal  
Air Maroc

Les pilotes de la Royal Air Maroc (RAM) menacent de faire grève si leurs revendications ne sont pas prises en compte, a-t-on appris mardi de source syndicale. Dans un communiqué, les membres de l'AMPL (Association marocaine des pilotes de ligne) déplorent «la rupture du dialogue depuis plus de 8 mois par la compagnie». Récemment réunis en assemblée générale, les pilotes ont «décidé une série d'arrêts de travail, reconductibles. Ce recours est motivé par le non aboutissement des revendications des pilotes de ligne», ajoute le texte.

Ces revendications portent en priorité sur «la marocanisation de la fonction de commandant de bord au sein du groupe RAM (...), le respect des engagements de la compagnie et l'élaboration d'un statut», a déclaré à l'AFP Bouchera Bernoussi, porte-parole de l'AMPL. «On n'a pas fixé de date pour la grève car nous avons entamé une procédure de réconciliation avec la Délégation de l'emploi, le ministère de tutelle et la commission des transports au Parlement», a ajouté le commandant Bernoussi. En octobre 2008, les pilotes de la RAM avaient entamé un mouvement social pour les mêmes revendications. Contactée par l'AFP, la direction de la RAM n'a pas souhaité commenter l'information.

L'Italie propose  
d'abaisser les  
taxes sur les  
envois d'argent  
des migrants

L'Italie proposera lors du sommet du G8 de réduire fortement les taxes bancaires sur les transferts des travailleurs migrants à destination de leurs pays d'origine, a annoncé mardi Franco Frattini, le ministre italien des Affaires étrangères. «Nous libérerons ainsi chaque année 13 milliards de dollars de ressources (à destination de l'Afrique). Cette proposition, nous l'adopterons en association avec les pays africains», a déclaré M. Frattini dans une interview au quotidien italien La Stampa. «Nous proposerons également une +de-tax+ (un système de dégrèvement fiscal) qui permettra à chaque consommateur d'affecter une partie de la TVA à un projet précis», a révélé le ministre qui ne précise pas les mécanismes envisagés pour cette mesure.

Au troisième jour du sommet, «nous rencontrerons tous ensemble l'Afrique avec laquelle nous discuterons de l'environnement, de l'aide (internationale, ndlr), du commerce. Il y aura 90 % du PIB mondial représenté», indique le ministre. Le sommet du G8 à l'Aquila, dans le centre de l'Italie, réunit du 8 au 10 juillet les chefs d'Etat ou de gouvernement de 29 pays ainsi que les dirigeants de 11 organisations économiques ou financières mondiales.

EDITORIAL

Par K. Selim

UN DIRECTOIRE  
DU MONDE CADUC

La Chine et le Brésil en étant de parfaits représentants, pèsent d'un poids nouveau dans les relations internationales. Le G8, forum traditionnel de la doxa économique libérale de l'Occident, est le lieu où les plus puissants formulent leurs directives en direction du reste du monde.

Il semble bien, comme le souligne le président brésilien Lula da Silva, dans un entretien au quotidien français Le Monde, que le séisme des subprimes et ses répliques dévastatrices ont amené les riches à plus d'humilité. Mais ce que met en exergue le président Lula est le déficit démocratique inhérent à l'existence même de ce directoire restreint. Le G8 a-t-il encore une raison d'être ?, s'interroge le chef de l'Etat brésilien.

La globalité de la crise économique a démontré aux plus rétifs l'impossibilité des solutions unilatérales. Il est inenvisageable, à titre d'exemple, de prétendre prendre en charge la question des changes en l'absence de la Chine, où sans que l'avis des pays émer-

gents, dont les réserves de croissance sont les plus importantes, soit pris en compte. « L'économie mondiale a besoin de forums multilatéraux comprenant les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Mexique, les pays arabes », déclare Lula da Silva.

Pour le leader sud-américain, comme pour d'autres dirigeants, le G20 est un format beaucoup plus adapté à la complexité des enjeux communs. La représentativité est une dimension centrale dans la qualité et le caractère effectif de décisions qui concernent des milliards d'individus.

Comment ne pas partager ce point de vue quand on garde en mémoire les médications standards du FMI appliquées avec brutalité à des pays dont les préoccupations, nulle part relayées, étaient mises sous le boisseau ? La mondialisation, dont les effets ont été moins positifs pour l'essentiel de l'humanité que ce que ses laudateurs voulaient faire accroire, est un processus qui ne peut se passer de démocratie et de multilatéralisme.

Il faut espérer, pour le retour rapide à la croissance, que l'appel du dirigeant brésilien sera positivement reçu et se traduira rapidement dans la réalité.